SOCIALISME

OU BARBARIE

Organe de Critique et d'Orientation Révolutionnaire

PARAIT TRIMESTRIELLEMENT

SOMMAIRE

Mendès-France : Velléités d'indépendance et tentative de rafistolage, par Pierre CHAULIEU.

La bombe H et la guerre apocalyptique, par Philippe GUILLAUME.

DOCUMENTS :

La vie en usine, par G. VIVIER.

DISCUSSIONS :

Présence dans les syndicats, par G. FONTENIS.

NOTES :

Les grèves en Allemagne Occidentale. — Un journal ouvrier chez Renault. — *Socialisme ou Barbarie* à l'étranger.

Volume III (6e année)

OCT. - DÉC. 1954 **Nos 15-16**

SOCIALISME OU BARBARIE

Paraît tous les trois mois

9, rue de Savoie, Paris VI°

Ne pas envoyer de mandat
sans écrire auparavant.

□□□

Comité de Rédaction :

P. CHAULIEU
Ph. GUILLAUME — A. VEGA
Gérant : G. ROUSSEAU

□□□

LE NUMERO . . . . . 150 francs
ABONNEMENT UN AN (4 numéros) . 500 francs

Mendès-France : Velléités d'indépendance et tentative de rafistolage

Rien n'est plus caractéristique de l'impuissance et du ridicule de la "gauche" française que les clameurs triomphales qu'elle a poussées à l'arrivée de Mendès-France à la présidence du Conseil. Comme l'expliquait M. Martinet dans *France-Observateur*, on savait bien que le gouvernement Mendès-France ne pouvait être qu'un gouvernement bourgeois et que sa tâche ne pouvait être que d'essayer de consolider le capitalisme français — mais, précisément, la "gauche" se doit d'appuyer un "bon" gouvernement bourgeois ; seul un tel gouvernement peut dissiper la confusion actuelle, qui empêche le mouvement populaire d'avancer. Il est vrai que nous autres, la gauche française, sommes minables, dit à peu près M. Martinet, mais est-ce notre faute ? Regardez la pourriture de la politique bourgeoise, et rappelez-vous qu'un pays ne peut avoir que la gauche de sa droite. La conclusion de cet éminent tacticien, formulée dans le style d'Archimède, serait en gros celle-ci : donnez-moi un bon gouvernement de droite, et je ferai remuer la terre de France.

Cette argumentation de Gribouille traduit en fait la véritable idéologie des intellectuels "de gauche" en France. Ceux-ci ne reprochent pas au capitalisme français d'être du capitalisme, mais d'être du mauvais capitalisme, incohérent, pourri, stagnant et servile face aux Américains. Cette motivation agit d'ailleurs également chez une foule d'intellectuels pro-staliniens. La bureaucratie russe, classe exploiteuse ? Peut-être ; mais elle développe la production — tandis que la production française stagne; sa politique extérieure est brutale, elle impose une tutelle impérialiste à une série de pays ? Soit, mais elle le fait en vertu d'une politique à long terme — tandis que la bourgeoisie française est incapable d'avoir même une politi-

que instantanée ; elle exerce une dictature policière, écrase toute opposition ? Admettons ; mais elle est dirigée par des hommes de fer, tandis que les ministres français ont "des nerfs de fille" et "s'évanouissent à la tribune" (1).

On comprend donc le printemps d'espérance qui s'est levé dans le cœur de ces gens lorsque l'investiture de Mendès-France leur a paru ouvrir une perspective de renouveau du capitalisme français. On avait enfin "un courant bourgeois réformiste, qui n'est dépourvu ni de dynamisme ni d'efficacité" (2), et, en dépit ou plutôt à cause des "contradictions" inhérentes à ce courant, il fallait "tout mettre en œuvre pour que l'expérience Mendès-France ne tourne pas court ; pour que les couches sociales qu'elle a reveillées... participent tout entières à son nécessaire élargissement, à sa nécessaire évolution". C'est la politique-gigogne : le gouvernement essaie de réformer le capitalisme français, la gauche du gouvernement à réformer sa droite, tandis que *France-Observateur*, utilisant la pression populaire, réformera la gauche du gouvernement. Il ne manque à l'ingénieux appareil, pour qu'il soit présentable au concours Lépine, qu'une ou deux chevilles peu importantes en vérité : l'appui des masses, et la possibilité objective de faire remonter au capitalisme français le courant de sa décadence historique.

La décadence du capitalisme français s'exprime par la relative stagnation de la production, la multiplication de conflits entre les classes n'aboutissant pas à une solution nette, la décomposition de l'appareil politique et étatique. Elle ne prend sa pleine signification que placée dans le contexte organique du développement du capitalisme mondial. Dès la fin du siècle dernier, la puissance réelle de la bourgeoisie française, relativement à celle de ses rivales, commençait à décliner et correspondait de moins en moins à l'étendue de son empire colonial et au rôle qu'elle voulait continuer à jouer dans la politique mondiale. Si, à la faveur de la victoire de 1918, elle a encore pu maintenir une certaine autorité internationale pendant une dizaine d'années, et connaître à travers une série de crises une expansion économique jusqu'à 1929, la période 1930-

(1) J.-P. Sartre, « Les Temps Modernes », avril 1954, p. 1734. Dans la nouvelle argumentation de Sartre en faveur du stalinisme, une considération fondamentale introduit toutes les autres : la bourgeoisie française laisse la production stagner. Quant à la majorité des autres pays capitalistes, qui font tout ce qu'ils peuvent pour la développer, c'est de l' « abstraction » : moi je suis français, dit Sartre, et m'intéresse à mon pays. L'idée que « son pays » soit une abstraction, et la pire, n'effleure pas la cervelle de ce philosophe.

(2) G. Martinet, dans « France-Observateur » du 30 septembre 1954.

1939 a révélé sa faiblesse irrémédiable. Sa production industrielle, qui n'a jamais pendant cette période pu retrouver le niveau de 1929, était, à la veille de la guerre, inférieure à celui-ci de 20 % ; sa monnaie avait été dévaluée à plusieurs reprises ; sa domination sur les ouvriers n'avait pu être sauvée que grâce à Blum et à Thorez. La guerre de 1939-40 a consommé sa ruine.

Il est impossible d'analyser ici les racines complexes de cette décadence, mais il est indispensable, à cause de leur importance actuelle, de mentionner deux facteurs qui ont joué un rôle déterminant : la politique de la bourgeoisie française face à la paysannerie, la forme particulière qu'a prise la concentration monopolistique en France. Dès le milieu du XIX^e^ siècle, et surtout depuis 1871, la bourgeoisie française a cherché auprès des campagnes un appui contre le prolétariat urbain. Le contraste que présente à cet égard l'évolution de la France et celle de l'Angleterre est caractéristique. La bourgeoisie anglaise a laissé son agriculture dépérir sous la pression de la concurrence des céréales importées à bas prix ; ce faisant, d'un côté elle obligeait les paysans à venir grossir l'armée industrielle de réserve dans les villes, d'un autre côté elle profitait de la baisse du coût de la nourriture de ses ouvriers et pouvait maintenir des salaires nominaux plus bas qu'il n'eut été autrement possible. La bourgeoisie française, anticipant avec terreur le jour de l'"enfin seuls" en tête à tête avec le prolétariat le plus révolutionnaire de l'époque, s'est rapidement orientée vers une protection intense de son agriculture, maintenant une solide couche de paysans riches et moyens dans la prospérité et le reste de la paysannerie dans les illusions de la petite propriété. En ralentissant ainsi énormément l'exode paysan vers les villes, elle protégeait à court terme sa stabilité sociale et économique ; le maintien d'une agriculture importante garantissait aux produits industriels un débouché plus stable que les marchés d'exportation, la faiblesse du chômage permanent rendait moins graves les fluctuations de l'emploi industriel lors des crises. Mais ces résultats favorables dans l'immédiat devenaient catastrophiques à long terme. La stabilité relative des débouchés ralentissait l'accumulation, la rationalisation de la production et la concentration des entreprises ; l'absence d'une armée industrielle de réserve importante tendait à freiner plus tôt qu'ailleurs les phases d'expansion du cycle industriel. Enfin, la protection de l'agriculture, dans la mesure où elle atteignait son but — maintenir les prix agricoles plus élevés en France que sur le marché mondial — signifiait que, pour un même degré d'ex-

ploitation du travail en termes réels, les salaires nominaux et le niveau des prix tendaient à être plus élevés en France qu'à l'étranger, d'où une tendance à la faiblesse compétitive chronique de la production française sur les marchés internationaux (3).

Cette tendance explique le degré de protection particulièrement fort en France pour *l'ensemble* de la production et aussi, en partie, l'autre phénomène typique du capitalisme français, à savoir que la concentration monopolistique y a pris beaucoup plus la forme de l'organisation des entreprises de chaque secteur en cartels, ententes ou "comptoirs", fixant les prix et éventuellement répartissant les commandes, et beaucoup moins la forme d'une fusion des entreprises (qui va, en général, de pair avec la rationalisation et la réduction des coûts sinon des prix). La concentration très lente des entreprises en France (où le nombre moyen d'ouvriers par établissement industriel est passé de 6 en 1901 à 10 en 1936, les chiffres correspondants pour les Etats-Unis étant de 24 et 56) exprime cet état de choses (4). Elle a été accompagnée d'une accumulation faible du capital, les capitalistes étant très peu soumis à la pression de la concurrence et se transformant graduellement en rentiers industriels, tandis qu'une bonne partie des profits était investie à l'étranger, dans des placements qui, souvent, se sont volatilisés par la suite.

Ainsi, la participation de la France à la production industrielle mondiale tombait de 10,3 % en 1870 à 6,4 % en 1913, 4,5 % en 1936-38 et 3,3 % en 1952, tandis que les exportations françaises qui représentaient 10,9 % des exportations mondiales en 1876-80, n'en représentaient plus que 7 % en 1911-13 et 4,1 % en 1936-38 (5).

---

(3) Dans la mesure où la protection agricole vise à assurer à l'agriculture un revenu supérieur en termes réels à celui qui correspond à sa productivité comparée à la productivité des pays exportateurs de produits agricoles, l'équilibre des échanges extérieurs ne peut être réalisé que si le capitalisme français peut reprendre ce qu'il perd sur son agriculture à quelqu'un d'autre — et notamment au prolétariat industriel. Avec une agriculture importante et peu productive, la force concurrentielle de l'industrie française sur les marchés internationaux ne peut être maintenue que si les salaires réels sont plus bas pour la même productivité du travail industriel. Dans la mesure où le prolétariat n'accepte pas ce niveau de salaires, le problème est insoluble.

(4) V. l'article de Mme Cahen : « La concentration des établissements en France de 1896 à 1936 » (**Etudes et conjoncture**, sept. 1954, p. 840 et s., spécialement p. 856-7 et 874) pour la France, et le "Statistical Abstract of the United States" de 1951 (p. 739) pour les Etats-Unis.

(5) V. « Industrialisation et commerce extérieur », S.D.N., Genève 1945, p. 14 et 187-197. Le pourcentage de la production industrielle française par rapport à la production industrielle mondiale en 1952 a été calculé par nous à partir des indices publiés dans le "Bulletin mensuel de statistiques" des Nations Unies (New-York, octobre 1953, p. XV et 21).

L'effondrement de 1939-40 a été le résultat logique de cette évolution ; et la "victoire" de 1945, loin de résoudre quoique ce soit, a placé le capitalisme français devant les problèmes les plus difficiles qui se soient jamais posés à une classe dominante, et ceci à un moment où l'appareil de direction et de domination de la bourgeoisie, l'Etat et les partis politiques, était complètement décomposé et pratiquement sans emprise sur un société en révolte contre le système capitaliste.

On connaît la situation de la bourgeoisie française à l'issue de la guerre : ses installations productives à moitié détruites, son empire colonial craquant de tous les côtés, son prolétariat ne pouvant être maintenu dans les cadres sociaux existants que grâce au parti stalinien, ses prétentions de maintenir la place et les prérogatives d'une "grande puissance" victorieuse réduites à néant par l'inexistence de tout potentiel militaire et économique.

Théoriquement, tous ces problèmes comportaient leur solution : sur le plan économique la reconstruction — c'est-à-dire l'accumulation du capital à un rythme accéléré — impliquait d'un côté une réduction des salaires réels — qui a bien eu lieu en fin de compte — et d'un autre côté l'orientation rationnelle des investissements et la limitation de toutes les formes de consommation improductive. Sur le plan colonial, il s'agissait de comprendre que l'écroulement de la puissance économique et militaire du capitalisme français et le réveil des peuples coloniaux ne permettaient plus dans certains endroits — Indochine — le maintien de la domination française, ou qu'ils imposaient dans d'autres — Afrique du Nord — des concessions importantes afin d'éviter de tout perdre. Une certaine influence sur le plan international n'aurait pu être regagnée qu'en fonction de l'ampleur de la reconstruction économique et de l'abandon des parties irrécupérables de l'ancien empire colonial.

Ces solutions ne restèrent pas théoriques parce qu'irréalisables en soi. Dans d'autres pays, elles ont été réalisées, et précisément après cette guerre-ci : le capitalisme anglais a su, sur le plan colonial, maintenir la souplesse nécessaire pour éviter de tout perdre, de même que, par des voies différentes, la même Angleterre, la Belgique ou l'Italie ont pu réaliser leur reconstruction à moindres frais. Mais il manquait à la bourgeoisie française les conditions sociales et politiques de leur réalisation. Dans sa fraction quantitativement et qualitativement la plus importante, le prolétariat français était sous le contrôle du parti stalinien, et celui-ci, loin de mettre par-dessus tout la défense de l'ordre établi, avait ses propres objectifs, par rap-

port auxquels la collaboration avec la bourgeoisie sur le dos des ouvriers ne représentait qu'une tactique transitoire. La "paix sociale" devait être achetée au prix d'un condominium avec le P.C. à la durée et à l'issue incertaines. D'autant plus incertaines, que face au monolithisme du parti stalinien appuyé par Moscou, l'appareil politique et étatique de la bourgeoisie française présentait une incohérence et un effritement sans précédent.

Le morcellement du personnel politique bourgeois en France est un phénomène ancien. A l'opposé des autres grands pays capitalistes, la France n'a pas, de longue date, connu un grand parti bourgeois, homogène et discipliné. Mais sous la Troisième République, la fragmentation des organisations politiques de la bourgeoisie (ou la friabilité de celles qui existaient en nom), si elle s'est reflétée dans des changements presque trimestriels de gouvernement, n'a pas empêché la poursuite d'une politique relativement cohérente. Les querelles quasi professionnelles du personnel politique n'affectaient pas la solution des problèmes essentiels pour le capitalisme français. Celle-ci paraissait et était à cette époque relativement claire, n'impliquait que rarement une limitation des intérêts de tel ou tel groupe capitaliste au nom des intérêts généraux du système, et laissait une marge confortable aux querelles et à la démagogie des agences électorales de la bourgeoisie. Rien de tout cela ne subsistait après la guerre. Des problèmes de tous ordres se posaient à une échelle inconnue auparavant, et les moyens d'y faire face faisaient cruellement défaut ; la puissance du parti stalinien rendait extrêmement difficile l'application de toute politique à laquelle celui-ci ne se rallierait pas, c'est-à-dire dans laquelle il ne verrait pas son propre intérêt ; il s'agissait donc de ménager la chèvre et le chou. Une solution correcte des problèmes bourgeois, même supposant qu'elle put être trouvée, aurait donc consisté nécessairement à une danse sur la corde raide et n'aurait pu être appliquée que si la bourgeoisie était capable de se créer l'organe unitaire d'élaboration et d'application d'une politique, s'imposer à elle-même une discipline totale et même des "sacrifices", écraser impitoyablement toute tendance d'un groupe bourgeois quelconque de faire passer ses propres intérêts avant les intérêts généraux de la conservation du capitalisme.

Or, dans les conditions de décomposition sociale et politique résultant de la défaite et de l'occupation, de division au sein de la bourgeoisie, de banqueroute de la majorité de son personnel politique, de déréglement des mécanismes normaux de l'économie capitaliste un tel organe ne pouvait surgir *ex nihilo*

ni après quelques jours, ni après quelques mois. La solution extrême, qui serait la suppression du parlementarisme, était exclue aussi bien sous la forme du fascisme — la naissance d'une idéologie fasciste étant à ce moment impossible — que sous la forme d'un coup d'Etat bonapartiste, qui ne pourrait s'appuyer sur un appareil étatique en dislocation ; dans les deux cas d'ailleurs cette « solution » n'aurait fait que déclencher une guerre civile, grosse à son tour d'une guerre internationale.

Ainsi, la bourgeoisie n'a pu gouverner que par le moyen de quatre ou cinq partis et deux fois autant de groupes et intergroupes parlementaires, dont l'existence était liée à la fois à des coalitions d'intérêts particuliers au sein de la bourgeoisie elle-même, et à une démagogie adressée à des catégories spécifiques de la population, économiques, professionnelles ou idéologiques. Aux débris des partis d'avant-guerre — socialistes, radicaux ou modérés — sont venues s'ajouter des formations qui ont essayé de rénover la miteuse idéologie bourgeoise libérale à l'aide d'oripeaux religieux (M.R.P.) ou nationaux (R.P.F.) mais toujours bien entendu sur le fond "social" imposé par l'époque.

Il en a résulté une instabilité et une incohérence politiques qui auraient été graves même en temps normaux, mais qui, dans les circonstances données ont été catastrophiques. Car, même lorsqu'elle a réussi, grâce aux contradictions internes de la politique du parti stalinien, à se débarrasser de celui-ci (1947), et lorsque l'usure croissante de l'emprise active (en tant qu'elle se distingue de l'emprise électorale), du stalinisme sur le prolétariat a enlevé à l'action du P.C. toute efficacité immédiate (à partir de 1948), la bourgeoisie n'a pu ni trouver ni appliquer la politique qui l'aurait faite sortir de sa crise. Si elle a pu imposer à la classe ouvrière la réduction des salaires réels nécessaire pour réaliser la reconstruction de son capital, cette reconstruction s'est effectuée au milieu d'un gaspillage immense, accompagnée d'une inflation permanente et de dévaluations successives malgré les quantités importantes de dollars reçues des Etats-Unis. Incapable de s'imposer une discipline "dirigiste", comme la bourgeoisie anglaise, ou "libérale", comme la bourgeoisie belge ou italienne, elle a laissé ses membres se remplir les poches aux dépens des intérêts généraux de leur propre classe ; elle est presque arrivée à transformer l'exploitation capitaliste de la France en un système de pillage à court terme de l'économie par des groupes d'intérêts auxquels sont inféodés des "lobbies" politiques contrôlant chacun un secteur de l'appareil étatique. Tout cela ne

se passe plus seulement dans la coulisse : il est impossible d'énumérer les mesures "légales" qui accordent des subventions, des exemptions, des privilèges et des protections spéciales à tel ou tel autre groupe de capitalistes ou à tous globalement.

C'est cette situation qui a déterminé, tout au moins au début, la politique coloniale de la bourgeoisie. L'affaire d'Indochine, cet engrenage dans lequel le capitalisme français a laissé sa chance de récupérer une certaine puissance internationale après la guerre, a été dès le départ une entreprise sans espoir que la fraction du capital français ayant des intérêts au Vietnam, soutenue par un essaim d'affairistes, de contrebandiers au sens du Code Pénal, et de politiciens véreux, a pu imposer, malgré ce qu'il pouvait en coûter au capitalisme français dans son ensemble. Ce ne fut que beaucoup plus tard que la continuation de la guerre d'Indochine fut dictée par l'impérialisme américain, dans le cadre de sa lutte contre l'extension du stalinisme en Asie. L'essence de la politique appliquée en Afrique du Nord n'a pas été différente, où ce que pourrait par le moyen de concessions préserver le capitalisme français dans son ensemble a été mis en péril par l'intransigeance des groupes ayant des intérêts sur place et n'en voulant rien céder.

L'interaction de ces deux problèmes, l'économique et le colonial, est évidente. Egalement évidente est la détérioration de la situation du capitalisme français sur le plan des rapports de force internationaux qui résulta de son incapacité à mettre dans son économie un ordre quelconque et à liquider à temps l'expédition coloniale la plus coûteuse et la plus absurde de son histoire. Incapable de résoudre ses propres problèmes, il s'enfonça dans la vassalisation vis-à-vis des Américains, les dollars mendiés à Washington bouchant péniblement les trous creusés dans le budget et la balance des paiements extérieurs par la guerre d'Indochine, le gaspillage, la fraude et le maintien de taux de profit excessifs. Ce faisant, non seulement il accumulait le mépris compréhensible des Américains pour le valet nécessiteux, mais il faisait voir à ceux-ci qu'ils n'avaient pas grand-chose à en attendre dans leurs plans militaires et les amenait à miser sur la restauration de la puissance allemande comme « bouclier de l'Europe ». Ainsi, le capitalisme français provoquait pour une large part lui-même son remplacement par son ennemi traditionnel, l'Allemagne, à la place du troisième grand de la coalition atlantique. Ses politiciens ont cru pouvoir échapper à ce danger en proposant un mécanisme — la C.E.D. — destiné à "contrôler" l'Allemagne par la France ; en fait, étant donné le rapport des forces réel

entre les deux nations, la C.E.D. risquait d'aboutir au contrôle de la France par l'Allemagne. S'étant aperçus de leur bévue, ils n'ont pas osé demander à leur Parlement la ratification du traité qu'ils avaient signé et se sont cantonnés dans une inaction chaque jour plus intenable, face aux menaces et au chantage des Américains.

Le gouvernement Laniel a marqué l'apogée de l'incohérence et de l'inaction caractéristiques de tous les gouvernements depuis 1945. Il commença par dresser contre lui l'ensemble des salariés du secteur public en voulant réaliser des ridicules "économies" sur leur dos alors que, sans parler même des dépenses militaires, les subventions, privilèges et fraudes de toutes sortes dont profitent les capitalistes se chiffrent par centaines de milliards dans le budget. S'étant brûlé les doigts dans cette première tentative, il s'est borné désormais à jouer la mouche du coche économique, Edgar Faure ayant présenté sous forme de « plan de relance de l'économie » ce qui était en train de se passer (comme l'autre grand homme de la bourgeoisie, Pinay, s'est vigoureusement attaqué à la hausse des prix trois mois après que celle-ci se fut arrêté d'elle-même). Sa seule initiative fut d'accorder une légère augmentation du salaire minimum, afin d'éviter l'éclatement de grèves dont celles d'août 1953 avaient donné l'avant-goût. S'étant engagé à faire ratifier la C.E.D. par le Parlement, le gouvernement n'a pas osé pendant un an présenter ce traité au vote. Il a laissé en Afrique du Nord le conflit entre les populations et l'administration française prendre une forme chaque jour plus grave, sans oser ni recourir à la répression totale ni faire des concessions. Assistant jour après jour à la dislocation des positions militaires françaises en Indochine, il en a su profiter pour extorquer quelques dollars supplémentaires aux Américains, mais s'est voilé la face jusqu'à la dernière minute devant le dilemme : se retirer du Vietnam sous une forme ou une autre ou s'engager à fond dans la guerre. Lorsqu'il a accepté la "négociation" avec le Vietminh, il s'y est présenté avec des prétentions et des exigences sans rapport avec sa force réelle. L'armistice ne pouvant pas être conclu sur cette base utopique, il a voulu entraîner les Américains à une intervention active à Dien Bien Phu, allant ainsi au-devant d'une généralisation du conflit avec une légèreté criminelle du point de vue des intérêts du capitalisme français et partagée, d'ailleurs, par le clan Radford aux Etats-Unis ; il a fallu l'intervention *in extremis* des Anglais pour sauver le bloc occidental d'une aventure folle qui pouvait facilement tourner à la catastrophe.

La chute de Dien Bien Phu, en conjonction avec l'impasse de la conférence de Genève, a brusquement réveillé les parlementaires. Ils ont été forcés de se rendre compte que les problèmes ne pouvaient plus être ajournés indéfiniment, qu'en ne voulant rien céder on était en train de tout perdre, et, le plus grave, que leur propre sort était désormais en jeu. Il fallait essayer de transformer la banqueroute en liquidation judiciaire et il était adroit de charger de celle-ci quelqu'un de « neuf », préservant ainsi le personnel « consulaire » de la IVe République de la nécessité de prendre des mesures désagréables et se réservant, le cas échéant, la possibilité de présenter comme un fossoyeur celui qui aurait fait régler l'addition.

Ainsi, Mendès-France est venu au pouvoir porté par le vide de l'espace politique, les forces qui avaient dominé la scène jusqu'alors, usées, corrompues, effrayées, ayant dû implicitement reconnaître leur faillite et se retirer provisoirement avant que l'édifice ne s'écroule sur elles.

Mais au-delà de la déconfiture des politiciens, la constitution du gouvernement actuel a exprimé quelque chose de plus profond : la prise de conscience de la grande bourgeoisie qu'il était impossible de continuer dans la même ornière, que des concessions devaient être faites dans le domaine colonial, qu'une certaine rationalisation de l'économie était inévitable sous peine d'un écroulement total du système, qu'en même temps on pouvait essayer de limiter l'emprise des Américains sur la conduite des affaires françaises. La conscience du besoin d'un rafistolage et les velléités d'indépendance avaient fait un bout de chemin depuis un an chez la bourgeoisie. Celle-ci a beau être définitivement inféodée aux Américains sous tous les aspects importants, elle essaie naturellement — de même par exemple que la bourgeoisie anglaise — de limiter leur domination chaque fois qu'elle va directement à l'encontre de ses intérêts. Le nouveau dans la situation a été de reconnaître qu'une certaine limitation effective de la domination américaine ne pourrait avoir lieu que dans la mesure où la bourgeoisie française accepterait elle-même une dose de discipline et certains « sacrifices ».

C'est là en fin de compte la « mission » du gouvernement Mendès-France : prendre les mesures de rationalisation devenues indispensables et les faire accepter à la fois par l'ensemble de la bourgeoisie et par le reste de la population ; appuyé sur cette mise en ordre, réduire le degré de l'emprise américaine sur le capitalisme français. Mais ce qui montre précisément les limites de cette action est que le gouvernement,

obligé dans certains domaines de parer au plus pressé, ne peut y agir que par amputation, par des abandons totaux ou partiels et que dans les autres, il n'est capable de procéder que par des mesures mineures qui n'atteignent pas la structure décadente du capitalisme français.

Le caractère de la « solution » donnée en Indochine est clair. Il s'agit, en fait, d'une solution de capitulation totale, simplement masquée par l'existence de l'Etat « indépendant » du Sud-Vietnam. Les restes des intérêts et de l'influence du capitalisme français en Indochine ont été en pratique sacrifiés. D'un autre côté, l'accord avec le Vietminh laisse en suspens le sort futur du pays ; les élections prévues pour 1956, si elles se faisaient, livreraient certainement l'ensemble du Vietnam à Ho Chi Minh et pour cette très bonne raison elles ne se feront pas plus qu'en Corée. Pas plus qu'en Corée, un « assainissement » du régime du Sud-Vietnam n'est concevable, et, encore moins qu'en Corée ou en Allemagne, le maintien indéfini de la situation actuelle ne représente une « solution ». L'Indochine reste un foyer d'incendie qui couve, non seulement à cause de la division artificielle du pays en deux — cet artificiel est devenu naturel à l'époque actuelle — mais parce que le régime du Sud-Vietnam est totalement inconsistant. La décomposition des couches privilégiées locales est telle que non seulement il est impossible, avec ou sans le soutien des impérialistes français et américains, de mettre sur pied un régime parlementaire, comme en Allemagne occidentale, mais qu'il est même très difficile d'y maintenir une dictature efficace au moins sur le plan policier, comme en Corée du Sud (6). Il est d'ailleurs important de noter que cette capitulation totale du capitalisme français n'en est pas une pour

(6) La comparaison avec l'Allemagne permet de voir une des raisons les plus importantes de la faiblesse de régimes comme celui de Syngman Ree ou de Bao-Daï. Une des forces de l'idéologie bureaucratique est l'appel au développement de la production, l'industrialisation, etc. Par définition, cet aspect n'est efficace que dans les pays arriérés ou ceux parmi les pays capitalistes dont la décadence a arrêté le développement économique (France). On peut expliquer pour un temps au paysan chinois qu'il est peut être tout aussi misérable qu'auparavant, mais que maintenant on construit des usines et des routes. Mais c'est là une chose impossible à faire admettre à l'ouvrier allemand : exploiter pour construire des usines et encore des usines, c'est ce que ses patrons ont fait depuis des siècles, il n'y voit rien de nouveau. Toutes choses égales d'ailleurs, le stalinisme aura donc beaucoup plus d'attrait et de force dans le cas d'un pays arriéré, qu'effectivement il transforme, y jouant le « rôle historique » que la bourgeoisie tardive a été incapable de remplir, que dans un pays avancé, où ce rôle a été réalisé et continue à l'être. Dans le cas du partage d'un pays, on comprend que la comparaison du développement des deux moitiés renforce le parti stalinien en Corée du Sud ou dans le Sud-Vietnam, et qu'elle soit totalement dénuée de signification pour l'ouvrier de la Ruhr. Le Vietminh est appelé de ce fait à une influence accrue dans le Sud-Vietnam, contre laquelle Bao Daï et ses marionnettes sont organiquement incapables de lutter.

l'impérialisme américain ; celui-ci a préservé ce qui l'intéressait principalement dans l'affaire indochinoise — le territoire du Sud-Vietnam pouvant être utilisé comme base au cas d'une guerre en Extrême-Orient.

Egalement clair est le caractère des « solutions » données en Afrique du Nord. En Tunisie, sous la pression d'une agitation et d'une guerilla croissantes, qui risquaient de tourner à la guerre tout court, Mendès-France a été obligé pour sauver l'essentiel — à savoir les intérêts économiques et militaires de l'impérialisme français — de céder une partie du contrôle politique du pays à la bourgeoisie locale, espérant que celle-ci serait obligée de s'appuyer sur lui chaque fois que le mouvement des masses risquerait de poser le problème sur un plan plus radical. Là encore, les problèmes essentiels ne sont pas en fait réglés et ne le seront pas avec l' "autonomie interne".

Au Maroc rien n'a pu être fait, tellement la situation y est inextricable ; l'absence d'une bourgeoisie locale sur laquelle le capitalisme français pourrait pour un temps s'appuyer, comme en Tunisie, rend impossibles des concessions sauvegardant ses intérêts, et il est improbable que les quelques miettes jetées par ailleurs à la population puissent contenir longtemps sa lutte contre la domination française.

Relativement à la C.E.D. et au réarmement allemand, la tâche du gouvernement Mendès-France était de tirer aux moindres frais le capitalisme français du guêpier où il était allé se fourrer lui-même. Au-delà de la stupide mythologie de la construction de l'Europe et de la supranationalité, l'essence du problème allemand est claire : non seulement le réarmement allemand est inévitable, parce que fermement décidé par les Américains, mais, au-delà de la question du réarmement, le retour de l'Allemagne à la place que sa puissance lui confère dans le bloc occidental. Autrement dit, il s'agit de consacrer ouvertement le recul de la France et l'accession de l'Allemagne à la place du "Troisième Grand" du bloc atlantique. Il s'agit de reconnaître la réalité qui résulte du rapport effectif des forces des deux capitalismes rivaux, et cela ramène à ses véritables proportions la ridicule "tragédie" de la C.E.D. Car ce rapport de forces pouvait être quelque temps masqué ou limité dans son expression par des artifices juridiques, mais non pas altéré dans son essence par des chiffons de papier.

La question s'est posée, on le sait, dès 1950, et en fait la bourgeoisie française n'a jamais pu arriver à une solution acceptable par tous ses éléments. La solution idéale pour le

capitalisme français eût été la réunification et la neutralisation de l'Allemagne ; garantie par les Américains, celle-ci permettrait à la France de continuer à jouer le rôle de principale puissance militaire du continent. Mais cette solution est absolument inacceptable pour les trois principaux intéressés : les Russes, qui n'abandonneront jamais pacifiquement leur zone ; les Américains, qui non seulement comptent sur les divisions allemandes mais ne désirent nullement laisser à portée des Russes ce gage extraordinaire que serait une Allemagne unifiée et désarmée ; en fin de compte, les Allemands qui aspirent à occuper au sein du bloc atlantique la place qui correspond à leur force.

La C.E.D. a été présentée par les politiciens français qui l'ont inventée comme un moindre mal, par les "limites" qu'elle posait au réarmement allemand, par la prépondérance qu'elle octroyait à la France (nombre de voix supérieur accordé à la France par rapport à l'Allemagne découlant du nombre respectif de divisions, non participation directe de l'Allemagne au Pacte Atlantique, espoir laissé à la France de pouvoir manœuvrer l'Allemagne en s'appuyant sur les quatres autres pays), enfin par les avantages accordés à la France sur la question sarroise. Mais en réalité, les possibilités effectives d'un contrôle de l'Allemagne à travers le mécanisme de la C.E.D. ont été dès le départ infimes. Et la lutte qui opposait parmi les politiciens bourgeois partisans et adversaires de la C.E.D. reflétait aussi bien une différence d'appréciation de ces possibilités, que les oppositions plus profondes entre secteurs ou groupes d'entreprises capitalistes « bien placés », qui voyaient avec appétit un élargissement de leur marché aux six pays, et les « mal placés » qui craignaient la concurrence allemande et le démantèlement graduel du système de protection qui entoure la production française. D'autres facteurs sont venus se greffer là-dessus, comme par exemple les perspectives qu'ouvrait à la clique catholique du M.R.P. la domination démo-chrétienne probable du parlement "européen".

Le déplacement des forces au sein de la bourgeoisie française et de ses politiciens de 1951 à 1954 a favorisé de plus en plus les adversaires de la C.E.D. La raison véritable n'en a pas été la découverte soudaine par le général Kœnig des méfaits du militarisme ou par M. Daladier des possibilités de coexistence pacifique avec la Russie, mais le développement relatif de la situation du capitalisme français et allemand. Tandis que le premier piétinait dans sa crise pendant ces trois années, le second connaissait une expansion extraordinaire, développait sa production industrielle de 26 % et ses exportations

de 55 % (7). Il devenait de plus en plus clair que le mécanisme de la C.E.D. servirait objectivement beaucoup plus à soumettre le capitalisme français à l'Allemagne, qu'à faire contrôler celle-ci par celui-là.

C'est fondamentalement ce raisonnement — renforcé par les résultats de la conférence de Bruxelles, où Adenauer a montré qu'il se savait le maître de la situation — qui a conduit au rejet de la C.E.D. Celui-ci évidemment ne réglait rien en soi, sauf qu'il évitait dans l'immédiat au capitalisme français le pire, à savoir la perte de nouvelles parcelles de son indépendance. Mais l'Allemagne ayant tous les atouts réels en main devait obligatoirement imposer sa solution, malgré les stupides jubilations des journalistes français parlant de la "gaffe" d'Adenauer à Bruxelles. Les astuces de Mendès-France (8) n'ont pu empêcher que les accords de Londres octroient à l'Allemagne beaucoup plus qu'elle n'avait obtenu avec la C.E.D. (Wehrmacht indépendante, moindre limitation des fabrications d'armements, participation au Pacte Atlantique, remise sur le tapis du problème sarrois). L'essentiel de ce que la bourgeoisie française avait voulu éviter par le moyen de la C.E.D. est maintenant réalisé, et ce n'est pas l'engagement anglais de maintenir quatre divisions en Allemagne (qui auraient été maintenues de toute façon) ni le fantômatique contrôle à exercer sur les armées européennes dans le cadre du pacte de Bruxelles qui y changent quoi que ce soit d'essentiel.

Le problème qui servira de test au degré de décomposition de la bourgeoisie française est le problème économique. Laissons de côté la rhétorique de Mendès-France sur l'objectif consistant à faire de l'économie française « l'économie d'une grande nation moderne ». C'est là une tâche qui dépasse et la durée et les moyens d'action d'un gouvernement capitaliste parlementaire et dont un tel gouvernement peut seulement aider la réalisation si les facteurs essentiels en sont donnés par ailleurs.

En réalité, il y a trois tâches précises qui se posent actuellement au gouvernement. La première est d'éviter l'explosion

(7) Chiffres résultant de la comparaison des premiers semestres de 1951 et 1954.

(8) L' « intelligence » de celui-ci n'est pas en cause, même compte tenu de l'avachissement des critères résultant de la succession de Pinay, Laniel, etc., au pouvoir. Mais une situation historique comme celle du capitalisme décadent fait que, dans le domaine de l'action, l' « intelligence » ne peut conduire tout au plus qu'à des astuces, car les conditions d'une création politique ne sont pas objectivement données pour un politicien bourgeois. La différence avec Bidault est que celui-ci fera des gaffes quelle que soit la situation historique.

de luttes revendicatives des salariés, sur lesquels l'emprise syndicale est de moins en moins efficace. La deuxième est de restaurer la solvabilité du capitalisme français vis-à-vis de l'étranger. La troisième, de rationaliser le fonctionnement du système d'exploitation et en particulier de limiter dans l'intérêt général du capitalisme les privilèges abusifs de certains groupes.

La création d'un « bon climat social » était le résultat visé par les promesses concernant la révision périodique des salaires en fonction du niveau de la production et des prix. Or, les mesures prises en octobre montrent qu'il s'agit d'une mystification, et que Mendès-France ne fait rien de plus que ce que Laniel et Faure avaient fait au début de l'année — en réalité moins. Tout d'abord, l'augmentation accordée ne concerne que le salaire minimum mensuel (porté au chiffre ridicule de 24.300 francs) tout comme la précédente. Cette dernière représentait une augmentation nominale de 15 % ; compte tenu de la hausse du coût de la vie entre septembre 1951 — date où le minimum légal avait été fixé à 100 francs l'heure — et décembre 1953, elle équivalait à une augmentation de 7,5 % du salaire minimum réel. Du deuxième trimestre 1952 au quatrième trimestre 1953, la production industrielle avait augmenté de 1,5 %, le total des heures-ouvriers effectuées avait diminué de 3 %, le rendement horaire des ouvriers augmenté de 5 %. L'augmentation en termes réels du salaire minimum accordée en janvier 1954 était quelque peu supérieure à l'augmentation de la productivité du travail pendant la période considérée — ce qui n'était évidemment qu'une goutte par rapport à l'énorme réduction des salaires réels qui avait eu lieu depuis l'avant-guerre. Mais du quatrième trimestre 1953 au deuxième trimestre 1954, la production industrielle a augmenté de 9 %, le total des heures-ouvriers effectuées n'a guère varié (+0,3 %), le rendement horaire des ouvriers a donc augmenté d'environ 9 % également ; en conclusion de quoi Mendès-France, président d'un gouvernement « des travailleurs » (9), a bien voulu augmenter le salaire minimum de 5,6 % (l'augmentation en termes réels est même quelque peu moindre, en raison d'une légère hausse du coût de la vie depuis décembre 1953). (10) En deuxième lieu, la révision du

(9) Discours de Mendès-France à Louviers le 10 octobre.

(10) Voici les indices, tels qu'ils résultent du Bulletin Mensuel de l'INSEE, pour le deuxième trimestre 1951 (avant la fixation du salaire minimum), le quatrième trimestre 1953 (avant l'augmentation de ce salaire par Faure) et le deuxième trimestre 1954 (avant la "révision" Mendès-France) :

Production industrielle	144	147	159
Heures-ouvriers	131,2	127,6	127,8
Rendement par heure-ouvrier	109,8	115,2	124,4
Coût de la vie à Paris	128,1	141,5	143,5

salaire minimum ne concerne qu'une minorité des salariés ; pour les autres, les répercussions de l'augmentation seront proportionnellement moindres que celle-ci, si même elles ont lieu. Quant à l'appel à la conclusion de conventions collectives, les ouvriers n'avaient pas besoin du gouvernement pour y penser. Mais ils savent que le contenu de celles-ci ne dépend que de leur propre combattivité et de leur capacité d'imposer au patronat et aux syndicats des concessions par la force.

Ainsi, les promesses de Mendès-France sur la liaison des salaires avec la production se sont révélées, comme il fallait s'y attendre, de la simple démagogie. Même en supposant d'ailleurs que le gouvernement les eût tenues, ou qu'il le fasse dans l'avenir, la mystification en serait à peine moins grande. Le salaire réel horaire moyen dans l'industrie est actuellement de 15 ou 30 % inférieur à celui de 1938 (selon qu'on tient ou non compte des cotisations patronales à la Sécurité sociale), et ce bien que le rendement du travail ait augmenté d'au moins 20 % (11). Il y a eu donc une énorme redistribution du revenu national en faveur du capital et au détriment du travail depuis la guerre. En liant les augmentations futures de salaire à l'accroissement de la production, une révision périodique des salaires même "honnête" ne ferait que ratifier définitivement l'immense spoliation des ouvriers et l'annulation des conquêtes de 1936 que la bourgeoisie française, avec la complicité des staliniens, a pu commettre depuis 1945 sous le prétexte de la "reconstruction".

La deuxième tâche est la restauration de la solvabilité du capitalisme français vis-à-vis de l'étranger. La situation actuelle de l'économie française est meilleure qu'elle ne l'a jamais été depuis vingt-cinq ans. Les prix sont stables depuis deux ans et demi, la récession de 1952-53 a été surmontée et, depuis ce printemps, la production industrielle dépasse tous ses records, la récolte de cet été (à l'opposé de ce qui s'est passé dans la plupart des autres pays) a été très bonne, la productivité du

(11) Pour éviter de longues discussions statistiques, il suffit de citer le rapport de la Commission des Affaires Economiques de l'Assemblée Nationale ("Le Monde" du 31 août 1954) : « Même si l'on tient compte de tous les avantages sociaux et de l'allongement de la durée du travail, il n'est pas certain que le pouvoir d'achat du salaire moyen ait retrouvé son niveau d'avant guerre ». Supposons que cela soit certain. Si le salaire total de l'ouvrier est le même maintenant, avec une semaine moyenne de travail de 44,5 heures, qu'en 1938, où cette semaine était de 38,8 heures, le salaire réel horaire actuel est égal à 38,8/44,5^{es} soit 87 % de celui de 1938, ceci en y incluant les « avantages sociaux ». Si l'on exclue ceux-ci, il ne représente plus que 72 % de celui d'avant guerre (les « charges annexes du salaire » sont passées de 15 % à 40 % du salaire direct de 1938 à maintenant). D'un autre côté, de 1938 au premier semestre 1954 la production industrielle (bâtiment exclu) augmentait de 55 % ; le total des heures-ouvriers effectués de 27,5 %, donc le rendement par heure-ouvrier de 21 % (chiffres calculés d'après le Bulletin Mensuel de l'INSEE, août 1954).

travail dans l'industrie s'accroît rapidement tandis que les syndicats réussissent à faire taire aux ouvriers leurs revendications. La tache noire au tableau est le déficit des paiements extérieurs. Malgré une augmentation importante des exportations, ce déficit reste encore élevé et n'est couvert que grâce à l'"aide" reçue des Etats-Unis (de l'ordre d'un milliard de dollars par an). Or, d'un côté, cette aide doit diminuer rapidement à la suite de l'arrêt de la guerre d'Indochine et de la diminution des commandes d'armement passées pour le compte des Etats-Unis à l'industrie française. D'un autre côté, le déficit n'est actuellement ce qu'il est que par l'action d'une série de facteurs qui doivent disparaître plus ou moins rapidement : les subventions accordées par l'Etat aux exportations, le maintien quasi-intégral des restrictions quantitatives à l'importation. Le gouvernement sera obligé d'abroger en grande partie ces dernières, non pas par foi au libéralisme, mais parce qu'il risque de s'attirer des représailles qui peuvent lui coûter cher (12). Il n'est même pas certain qu'il pourra maintenir les subventions à l'exportation. De toute façon, l'abolition des restrictions quantitatives aurait à la fois le résultat d'accroître les importations, donc le déficit extérieur, et de créer une crise pour des nombreuses industries ou entreprises françaises qui ne peuvent, au taux actuel du change, supporter la concurrence internationale.

L'issue technique est la dévaluation. Il est probable qu'à 400 ou 420 francs le dollar, l'économie française pourrait équilibrer ses comptes extérieurs. Cependant une dévaluation n'est pas simplement une manipulation monétaire ; elle comporte un aspect réel car un déficit extérieur signifie que l'économie considérée dépense à l'étranger plus qu'elle n'en gagne. La suppression du déficit par une dévaluation signifie que désormais elle devra donner davantage, recevoir moins, ou les deux à la fois. Si la production nationale ne peut pas augmenter à court terme, et dans les directions voulues (ce qui semble bien être le cas actuel de la France), l'équilibre ne peut être atteint que par un sacrifice réel, par le fait que l'économie en question renoncera à une partie de ses dépenses totales, correspondant à ce déficit. Cela revient toujours en pratique à limiter la consommation des salariés, la hausse des prix intérieurs faisant normalement suite à la dévaluation n'étant qu'en partie compensée par les augmentations de salaire. Le succès de la dévaluation (c'est-à-dire le fait que tous les prix et les coûts

(12) Une des raisons du développement des exportations françaises pendant les deux dernières années est que les autres pays capitalistes européens ont aboli pour l'essentiel leurs restrictions quantitatives à l'importation.

intérieurs ne se retrouvent pas après l'opération exactement au même niveau, en termes de monnaie étrangère, qu'auparavant) présuppose donc que la classe ouvrière accepte la réduction du salaire réel qui en résulte. Cette acceptation dépend à son tour d'une foule de facteurs, qui dépassent évidemment le plan économique. Actuellement en France il paraît difficile que le prolétariat ne réagisse pas à une réduction de son salaire réel de l'ordre de 3 à 5 % qu'exigerait probablement le "succès" de la dévaluation. Le gouvernement Mendès-France, avec sa relative "popularité", serait le mieux désigné pour faire avaler cette réduction aux ouvriers.

Le troisième problème qui se pose au gouvernement, la limitation des privilèges des divers groupes capitalistes dans l'intérêt de l'ensemble du système, est beaucoup plus complexe et présente plusieurs aspects.

Tout d'abord, les privilèges au sens strict, par quoi le budget de l'Etat devient la source des profits de certains groupes, profits qui eussent été impossibles dans un fonctionnement normal de l'économie capitaliste. L'exemple typique (mais nullement unique) est celui des betteraviers. Il y a peu à dire sur ce cas, car tout ici dépend du rapport des forces entre les divers groupes privilégiés et entre leurs agents politiques et parlementaires. Les garanties que leur donne Mendès-France en procédant par étapes et en continuant à faire supporter par le budget les frais des opérations d'"assainissement" sont substantielles, mais même de cette façon il n'est pas exclu qu'il soit renversé sur une question de cette nature.

Ensuite, le système de protection de l'industrie française dans son ensemble, assurée maintenant par des droits de douane particulièrement élevés et par les restrictions quantitatives à l'importation, et complétée sur le plan intérieur par la cartellisation de presque tous les secteurs de la production. On a vu que le capitalisme français est actuellement obligé d'accepter une diminution de ce degré de protection, et en particulier de supprimer l'essentiel des restrictions quantitatives. Ceci met en question les profits et dans certains cas l'existence des entreprises les moins modernes, même si la libération des importations était accompagnée d'une dévaluation de l'ordre qu'on a envisagé plus haut. Pour les grandes entreprises, le choc ne sera pas trop fort. Elles ont en général profité des années d'après guerre pour étendre leur capacité de production, moderniser et rationaliser leurs procédés de fabrication; même si elles n'augmentaient pas le volume de leurs ventes, les baisses de coût unitaire qu'elles réalisaient ainsi se traduisaient pour elles par des profits unitaires en augmentation. Si les

importations étaient libérées et les entreprises peu productives éliminées, les ventes de celles-ci seraient partagées entre les importations et les grandes entreprises françaises, qui pourraient compenser par une extension de leur chiffre d'affaires les légères baisses de prix résultant éventuellement d'un certain degré de concurrence étrangère.

Dans ce domaine aussi la politique de Mendès-France vise à adoucir la transition et à limiter au minimum les pertes que les capitalistes les plus mal placés pourraient subir. Le « Fonds de reconversion » institué par le gouvernement met en somme à la charge du budget — c'est-à-dire de la population dans son ensemble — les frais de sauvetage des capitalistes qui en sont indignes d'après la loi même de leur système et qui auraient dû être éliminés purement et simplement. Dans la plupart des cas, d'ailleurs, il ne s'agit même pas de cela : le matériel de ces entreprises est amorti depuis longtemps, leurs profits ont été investis ailleurs, les entreprises ont continué à fonctionner grâce à la protection douanière et quantitative. Les subventions de modernisation seront dans ce cas un don au deuxième degré, permettant à ces capitalistes de revaloriser des vieilles boîtes qu'ils avaient consciemment et dans leur intérêt laissé dépérir.

Enfin, pour ce qui est de l'agriculture, certaines des absurdités les plus flagrantes de la situation actuelle (excédents de vin, par exemple) peuvent être amendées ; mais la rationalisation de la structure agraire du pays et, en général, la création d'une "grande économie moderne" impliquerait des transformations bien plus radicales (entre autres, le transfert d'une bonne moitié de la population paysanne dans l'industrie) que celles que le gouvernement a la possibilité ou même le désir de réaliser.

Les solutions données jusqu'ici par le gouvernement Mendès-France aux divers problèmes qui se posaient ont consisté en des abandons totaux (Indochine, réarmement allemand) ou partiels mais qui laissent en suspens l'essentiel (Tunisie) ou en un rafistolage qui ne rompt pas fondamentalement la ligne suivie par les gouvernements précédents (mesures économiques). Telles quelles, cependant, ne serait-ce que du fait qu'elles consacrent la situation réelle du capitalisme français, elles représentent une certaine rationalisation.

Est-il question d'aller plus loin ?

Les limites objectives posées à l'action de Mendès-France sont clairement dessinées : il ne s'agit pas évidemment des limites fondamentales qui sont celles d'un gouvernement capitaliste (on laissera à M. Martinet le soin de les explorer), mais de celles, bien plus étroites, qui découlent de la situation du capitalisme français, puissance de troisième ordre, vivant dans

la dépendance de l'impérialisme américain, essayant d'en altérer quelque peu le degré mais ne pouvant ni voulant en changer la nature, disposant d'une base économique étroite qu'on peut aménager mais dont il est exclu qu'on puisse désormais faire « une grande économie moderne ». C'est ce dernier cadre qui détermine objectivement le maximum de ce que Mendès-France pourrait faire.

Mais ceci ne garantit nullement que ce maximum sera réalisé effectivement. Des limites beaucoup plus étroites sont posées à l'action de Mendès-France par les conditions politiques et parlementaires, et en particulier par la décomposition politique de la bourgeoisie française. Il est possible historiquement et conforme aux intérêts généraux du capitalisme français de limiter les privilèges des betteraviers ou des industriels du textile, mais il n'est pas certain que les agents de ceux-ci dans le Parlement laisseront Mendès-France ou n'importe qui d'autre le faire. Ceci n'est d'ailleurs qu'une autre manière d'exprimer ce fait primordial, que le gouvernement Mendès-France ne s'appuie sur aucune force politique propre, ni dans le Parlement, ni dans le pays. Sa majorité caléidoscopique n'est liée ni par une idéologie, ni par une organisation. Les divers partis n'y ont participé qu'avec des arrière-pensées diamétralement opposées. Pour le P.C., il s'agissait d'un soutien conjoncturel aussi longtemps que Mendès-France était amené à s'opposer à la politique américaine (Indochine, C.E.D.) ; il se tournera évidemment contre lui à propos du réarmement allemand et des problèmes économiques. Le désarroi et la confusion des partis bourgeois et des socialistes ont pu jouer pendant un certain temps pour Mendès-France, mais iront en diminuant et risquent d'ailleurs aussi bien de jouer contre lui. Dans le pays, Mendès-France est sans influence sur la classe ouvrière. Il essaie de se créer une base politique en appelant à la petite bourgeoisie et de fait, son seul soutien possible serait un courant petit bourgeois "radical-socialiste" au sens de la belle époque. Mais la saison est trop avancée pour qu'un tel courant puisse actuellement prendre de l'importance, encore moins s'organiser en une force politique cohérente. L'emprise des partis existants sur le corps électoral ne peut pas être brisée par des causeries hebdomadaires. Un parti nouveau autour de Mendès-France ne ferait qu'ajouter à l'effritement politique de la bourgeoisie sans pouvoir susciter un regroupement de l'ampleur nécessaire pour garantir la stabilité gouvernementale. Que le gouvernement tombe en novembre ou en juillet, il n'aura été qu'un entracte dans la comédie de la IV^{e} République.

Résumons-nous. Le gouvernement Mendès-France représente une tentative du capitalisme français de réduire le degré de sa dépendance par rapport aux Etats-Unis et en même temps de rationaliser dans une certaine mesure l'organisation de son économie et de son domaine colonial. Cette tentative ne pouvait avoir lieu (comme le prouve l'investiture manquée de Mendès-France en 1953) que sous la menace de la catastrophe. Le gouvernement ne pourra pas survivre longtemps à la solution des problèmes qui présentaient une urgence extrême. Sur le contenu de ces "solutions" il n'est pas besoin de revenir : là où il ne s'agit pas d'amputations, elles ne sont que du rafistolage.

Quant à la classe ouvrière, si elle a été en partie influencée par la propagande stalinienne sur la C.E.D., elle sait qu'elle n'a pas plus à attendre de Mendès-France que de Laniel ou de Pleven. Les quelques augmentations de salaire qu'elle a pu obtenir depuis l'année dernière ont été moins importantes que l'accroissement de son rendement. La révision périodique des salaires, promise par le gouvernement, s'est révélée une mystification et ne serait, dans le meilleur des cas, destinée qu'à consacrer définitivement (en liant toute augmentation ultérieure des salaires à l'augmentation de la production), la redistribution du revenu social en faveur du capital et l'extinction des réformes de 1936 qui ont eu lieu depuis la guerre. La domination capitaliste ne change pas avec le nom du Président du Conseil ; elle peut seulement présenter une anarchie interne plus ou moins grande, un visage plus brutal ou plus raffiné.

PIERRE CHAULIEU.

de se terminer se trouvait reléguée d'un seul coup au musée de l'histoire. Toute nouvelle stratégie à venir devait s'organiser autour de la bombe atomique comme arme dominante.

Oui tout cela était clair, d'une clarté véritablement aussi aveuglante que celle de la bombe elle-même. Pourtant à partir de ce point de départ solide tous les raisonnements ultérieurs des hommes d'Etat plus ou moins autorisés, de la presse, de l'opinion publique même, ne servirent qu'à répandre la pire des confusions. La clarté fit place à l'obscurité la plus totale. Et avec l'obscurité vint l'obscurantisme avec les élucubrations du type guerre apocalyptique, conception digne des auteurs ignares et primitifs de cette Bible, qui ne pouvaient imaginer l'élimination de l'aliénation qu'au moyen de la destruction totale de la société, exploiteurs et exploités ensemble. L'apparition de la bombe H poussa la confusion à son paroxysme.

Pourtant, à la fois l'explosion de la bombe H et l'enchaînement des événements qui ont abouti à cette explosion, permettent justement d'opérer un reclassement rationnel des valeurs mises en cause et dont la compréhension est maintenant à la portée de chacun. Logiquement deux erreurs conjointes sont à l'origine matérielle de la confusion qui règne. La première porte sur l'appréciation de la stratégie prévalente lors de la dernière guerre en matière de bombardements dits stratégiques ; et cette erreur-là a semblé trouver sa confirmation dans les conditions qui ont été celles du lancement des bombes d'Hiroshima et de Nagasaki. La seconde porte sur la ou les conceptions possibles d'une stratégie atomique et trouve son origine dans la longue durée du monopole américain de la bombe A et dans les tergiversations et les controverses des sommités stratégiques américaines. L'objet de cet article consistera d'abord à essayer de voir de plus près ce qu'il en est de ces deux points.

LE BOMBARDEMENT STRATEGIQUE COMME STRATEGIE

Les raids aériens massifs qui ont eu lieu durant cette guerre, les souffrances des populations civiles, le souvenir quasi indélébile qu'en ont gardé tous ceux qui sont passés par cette terrible expérience, la longue misère des survivants dans des villes dévastées, tout cela a concouru à répandre dans l'opinion populaire l'idée que le bombardement stratégique, ou plus exactement le bombardement de terreur, constitue le fin

La bombe H et la guerre apocalyptique

Lorsqu'en 1918, après la capitulation de l'Allemagne impériale, un clairon désuet se mit à sonner le « Cessez le feu » et qu'un silence insolite succéda tout à coup à quatre années de vacarme meurtrier, la guerre de 1939-45 vivait déjà d'une existence fragile : les deux armes dominantes qui allaient être les siennes — le char d'assaut et l'avion de combat — étaient déjà nées dans le sein de leur mère moribonde. Pourtant ces rejetons déjà vivaces durent tomber en sommeil durant vingt-deux ans avant d'accéder à une maturité véritablement fulgurante. C'est dans les plaines de la Pologne que s'affirma la toute puissance du char. Rommel, l'homme qui en fut peut-être l'incarnation la plus parfaite, était un de ses pires détracteurs, alors même qu'il franchissait la frontière polono-allemande. Trois ou quatre semaines plus tard, l'arme avait conquis l'homme et l'homme avait dominé l'arme. Certes il ne s'agit là que d'une anecdote et il serait puéril, comme certains le font, de limiter le phénomène guerrier à de telles anecdotes. L'intérêt de cette histoire, qui a été celle du Grand Etat-Major allemand pris dans son ensemble, réside uniquement en ceci : l'arme dominante nouvelle, qui avait vu le jour lors de la précédente guerre, ne s'est affirmée en tant que telle que dans la nouvelle guerre elle-même. Ainsi le char, cette arme dominante qui existait depuis 1917, ne s'est affirmé comme telle que vingt-trois ans plus tard et uniquement à la faveur de l'action guerrière elle-même.

Si maintenant nous envisageons la guerre 1939-45, quel est le tableau qui se déroule devant nous ? Un tableau tout différent. Lorsque le 6 août 1945 éclata la bombe d'Hiroshima, non seulement ce fut la première manifestation de l'antagonisme n° 1 du monde d'après guerre, celui entre les Américains et les Russes, mais encore ce fut clairement, aux yeux du monde entier stupéfait, la naissance et l'affirmation de l'arme dominante de demain. Toute la stratégie de la guerre qui venait

mot de la guerre et constituera la seule réalité de la guerre de demain. L'immense tragédie d'Hiroshima et de Nagasaki n'a fait que confirmer ce sentiment. Une telle réaction n'est que trop compréhensible. Elle n'exprime pourtant rien d'autre que la haine des peuples contre des guerres qui ne sont pas les leurs, sur lesquelles ils n'ont aucun contrôle et qui les dépassent dans leurs moyens et leur sont étrangères dans leur idéologie.

L'attitude des cercles dirigeants est toute différente. C'est eux qui détiennent le pouvoir et la guerre en question, c'est *leur guerre*. Ils se penchent sur les problèmes qu'elle pose avec le plus grand sérieux. Pour eux le massacre des populations — celles de leur pays comme celles de l'adversaire — constitue un facteur *secondaire*, subordonné à ce qu'ils appellent la victoire, leur victoire. Voyons ce que dit le général américain Gruenther, chef militaire du N.A.T.O. (S.H.A.P.E.) : « Si les Russes attaquent, ils auront au début des succès, mais en fin de compte ils seront battus. » Le chef d'état-major russe pense certainement : nous ne sommes pas à l'abri de revers mais nous vaincrons en définitive. Pour les classes dirigeantes donc la théorie de la guerre est une chose extrêmement sérieuse. Leur misérable sort de privilégiés en dépend.

Les masses laborieuses, et plus particulièrement le prolétariat industriel, ont un point de vue entièrement autre. En matière de privilèges leur sort est réglé depuis toujours : ils n'en ont aucun. Cela doit leur donner une liberté d'esprit que n'ont certes pas leurs exploiteurs. La guerre pour elles n'est qu'un surcroît d'exploitation, de misère et de sang. C'est une grande tragédie au sein d'une tragédie encore plus grande. Mais, par là même, c'est un phénomène qui a ses limites et qui est donc susceptible d'être dominé. Normalement les exploités doivent être en mesure de dominer les théories de la guerre au lieu d'être dominés par elles. Chaque fois que dans l'histoire les masses elles-mêmes sont rentrées en mouvement elles en ont fait la preuve dans l'action. Le prix qu'elles ont payé cependant a toujours été trop lourd. Pour la victoire de la révolution il ne doit plus en être ainsi à l'avenir. Pour cela il faut éduquer l'avant-garde prolétarienne dans la critique des théories des classes dominantes sur la guerre. Depuis un demi-siècle l'extraordinaire accélération de l'évolution des phénomènes guerriers a fait naître les théories les plus extrêmes et en même temps les a mises à l'épreuve. Nous allons maintenant, à propos des bombardements « stratégiques », avoir l'occasion d'en étudier un des cas les plus frappants.

Un général d'aviation italien, du nom de Douhet (suivi d'ailleurs par les Américains Mitchell et Seversky) avait, dès 1920, formulé une théorie suivant laquelle l'avion de bombardement était devenu une arme si dominante et si décisive qu'elle rendrait à l'avenir inutile toutes les autres. Plus précisément, suivant cette théorie, la puissance militaire étant basée sur la production industrielle et sur le moral des civils, une fois privée de ces deux sources d'énergie, elle doit automatiquement s'effondrer. Par conséquent, ce qui est nécessaire c'est d'obtenir la maîtrise de l'air et d'anéantir ensuite ces deux fondements de la puissance. Durant cette dernière guerre cette théorie, *dans sa rigueur absolue*, ne fut jamais entièrement adoptée. Mais elle influença profondément la stratégie anglo-américaine. C'est, avec cette restriction à l'esprit, que nous ferons la citation suivante du général anglais Fuller, auteur du livre classique "L'influence de l'armement sur l'histoire" : « Quoique entre 1939 et 1942, chaque grande offensive ait démontré clairement qu'une conquête rapide, et par conséquent le raccourcissement de la guerre, dépendait de l'étroite coopération des forces terrestres et aériennes, depuis 1942 les Anglais et les Américains se fièrent surtout à ce que l'on appela le bombardement stratégique. La théorie de Douhet fut si bien acceptée (1), qu'en 1944, parlant du budget de l'armée, le secrétaire d'Etat britannique à la Guerre disait : "Nous avons abouti à cette situation étonnante : la main-d'œuvre consacrée à la production des bombes lourdes seules est arrivée à être aussi importante que celle qui est assignée à la production de tout l'équipement de l'Armée de terre." (2)

(1) Cette théorie ne fut en fait jamais entièrement « acceptée », pour la bonne raison qu'un véritable bombardement stratégique, conforme à l'idée que s'en faisait Douhet, et que l'on doit se faire, s'est révélé être, dans les conditions prévalentes, une entreprise irréalisable. Fuller s'en rend compte lui-même lorsqu'il dit quelques lignes plus loin : « Pour justifier l'appellation de "stratégique", une fois satisfaits les besoins de l'armée en appui aérien, le reste des forces de bombardement aurait dû être employé, non pas contre les centres industriels ennemis, mais contre les sources d'énergie et de communication. Si les mines de charbon et les usines d'essence synthétique avaient été le plus rapidement possible l'objet d'un bombardement constant, peu à peu, toutes les industries lourdes de l'Allemagne auraient dû fermer sans avoir subi de dommage. Ce ne fut qu'à la dernière période de la guerre en Europe que l'on a eu recours à cette méthode d'attaque systématique et le manque d'essence amena alors l'Allemagne à un effondrement total. » Malheureusement pour cette belle critique, tant que la défense allemande resta réelle, un tel bombardement "stratégique" correct fut positivement impraticable dans la majorité des cas.

(2) C'est sur le plan productif, et dans cette mesure uniquement, que la stratégie de type Douhet a quand même été acceptée. A l'époque de la détermination de la stratégie au niveau de la production de moyens de destruction rien n'est plus engagé que les idées militaires, rien n'est plus lourd de conséquences que le choix que l'on fait de favoriser la production d'une arme plutôt que d'une autre.

Le résultat », poursuit Fuller, « fut que, au lieu d'une offensive coordonnée, on livra deux batailles séparées ; l'une sur le champ de bataille avec une puissance aérienne insuffisante, l'autre contre les villes ennemies, avec des forces surabondantes. Dans ces dernières attaques les pertes culturelles, domestiques et humaines furent effrayantes. » Fuller considère que cette orientation se solda, en fin de compte, par un échec coûteux. De cet échec cependant il ne dit pas grand-chose.

C'est à l'aide du livre de Blackett, intitulé "Les conséquences militaires et politiques de l'énergie atomique" (1949), que nous pourrons mesurer l'ampleur de cet échec et surtout comprendre sa signification profonde.

Un mot d'abord sur son auteur. Professeur de physique à l'Université de Manchester, Prix Nobel 1948, membre du comité consultatif sur l'énergie atomique, Blackett était durant la guerre un des membres les plus éminents des « groupes opérationnels » dont la conception a vu le jour en Angleterre au début de la guerre et dont les U.S.A. ont développé l'emploi, à leur tour, avec une ampleur inouïe. La recherche opérationnelle qui était l'objet de ces groupes a pour but essentiel l'analyse scientifique des opérations de guerre. L'utilisation des méthodes statistiques et du calcul des probabilités se substitue ici à la simple expérience et au « bon sens ». C'est ainsi que le problème de la protection des convois maritimes contre les attaques par sous-marins a été résolu durant cette guerre par l'adoption des grands convois au lieu des petits convois, contrairement à l'opinion qui était alors la plus répandue, et ceci avec succès. Le livre de Blackett a pour ambition d'appliquer ces méthodes des groupes opérationnels aux bombardements de la dernière guerre, et d'en extrapoler les enseignements à la guerre atomique A (c'est-à-dire utilisant uniquement des simples bombes atomiques). Sans vouloir le suivre sur ce terrain particulier, déjà dépassé par la bombe H, voyons de plus près les jugements que porte l'auteur sur le rôle de l'aviation dans la guerre européenne 1939-1945 et qui constituent la matière du chapitre II de son ouvrage. Les sources qu'il a utilisées sont essentiellement celles de la commission américaine d'enquête sur les bombardements stratégiques (U.S.S.B.S.). En effet, ainsi que le rapporte Eisenhower en conclusion de son livre "Croisade en Europe", la première tâche de l'Armée américaine dès la fin de la guerre a été de lancer l'opération « Histoire ». Les moyens mis en œuvre furent énormes et d'ailleurs mis en place au cours de la guerre elle-même ; aussi la section historique de l'Armée s'est-elle

fort bien acquittée de sa tâche. Le matériel ne manquait pas, après cinq années d'une guerre gigantesque.

On avait enfin l'occasion, pensait-on, de régler la plus grave des controverses théoriques posée par la guerre moderne, celle dont les promoteurs avaient pour noms Douhet, Mitchell et Seversky. Voici en quels termes Blackett la définit à son tour : « Fallait-il utiliser en premier lieu l'aviation pour des opérations *tactiques* en soutien des forces terrestres et en liaison étroite avec celles-ci ; ou bien pour des opérations *stratégiques,* dirigées loin à l'intérieur du territoire ennemi contre les usines, des installations militaires, etc..., indépendemment du déroulement des autres opérations militaires... ? L'échelle des destructions pouvait-elle être telle que la volonté de résistance de l'ennemi fut sérieusement amoindrie ? Les enthousiastes prétendaient même que cette action pouvait avoir une envergure suffisante pour provoquer à elle seule une capitulation. » Sur la base de l'analyse des opérations aériennes de la dernière guerre, et compte tenu des moyens existant alors, l'auteur (d'accord en cela avec la plupart des critiques militaires sérieux) conclut en ces termes : « ... cette conception stratégique a conduit à la tentative de vaincre l'adversaire par une destruction délibérée de ses villes, *après que l'expérience des conditions réelles de la guerre eut démontré qu'il était impossible de frapper des objectifs déterminés de petites dimensions.* »(souligné par nous). « Ce qu'on a été conduit, poursuit Blackett, à appeler attaque de "zones", attaques de "terreur", ou plus souvent et moins correctement "bombardements stratégiques" naquit, comme une forme dépourvue de bases techniques, de la conception primitive d'attaques à grandes distances sur *des buts militaires et industriels déterminés.* » (souligné par nous).

Ce passage vaut que l'on s'y arrête. Toute l'histoire de la guerre aérienne de ce dernier conflit a été celle de l'échec des bombardements "stratégiques" de précision. C'est-à-dire de l'échec du bombardement "stratégique" tout court, et sa substitution par une sorte d'ersatz, dans le sens propre du terme, qui s'appelle le bombardement de "zone" et qui, à la limite, s'identifie au bombardement de "terreur". Cet échec, cependant, n'était pas dû à une quelconque carence technique *absolue,* mais bien à l'évolution générale des rapports entre l'attaque et la défense, soit le blindage et le projectile, la vitesse de croisière des bombardiers et la vitesse ascensionnelle des chasseurs, les moyens de détection et les moyens de brouil-

lage, la visée et le camouflage, etc. — tout ce que Fuller appelle le « facteur tactique constant ». (3)

A cela s'ajoute un phénomène particulier qui ne prend toute son ampleur que dans les guerres modernes à base industrielle : toute amélioration technique pour être utilisée efficacement ne doit l'être qu'à une échelle massive afin de profiter de son effet de surprise et de provoquer le maximum de dégâts avant que la parade — inévitable — ait été mise au point. Inversement, lorsque la parade existe et permet à la défense de s'assurer un pourcentage normal de destructions, les forces attaquantes doivent être en mesure d'assurer un remplacement normal lui aussi, en matériel et en hommes qualifiés (pilotes par exemple), qui entraîne au niveau de la production et de la formation des charges proportionnellement beaucoup plus élevées, en pourcentage, que celles des pertes considérées en elles-mêmes. Cela est dû au fait que la rotation, si l'on peut ainsi dire, du procès de destruction est beaucoup plus rapide que la rotation du procès de production, et cela est encore plus vrai par rapport à la rotation du procès de formation technique des hommes. Au-dessus d'un très faible pourcentage de pertes le remplacement des équipages et des appareils ne demeure possible qu'au détriment de la formation d'autres techniciens et de la production d'autres armes. Il en résulte que si, malgré les pertes, on veut persister dans un secteur particulier à maintenir un même taux d'activité, on ne peut le faire qu'en révisant au moins partiellement sa conception stratégique d'ensemble, avec tous les risques terribles que cela comporte — ou alors il faut mettre au point de nouvelles améliorations techniques et donc attendre que la production des nouveaux moyens de destruction soit suffisamment massive pour en rendre l'utilisation rentable ; c'est-à-dire tendre à l'allongement de la durée du conflit et ainsi tourner le dos au but immédiat de la guerre peut-être le plus important : raccourcir la durée des opérations. L'allongement des conflits modernes paraît ainsi découler presque mathématiquement de l'évolution moderne des conditions dans lesquelles se matérialise cette loi du contre-perfectionnement que Fuller nomme le facteur tactique constant.

Si l'on voulait donner des exemples concrets il faudrait citer la presque totalité du livre du maréchal anglais de l'Air, Sir Arthur Harris, intitulé "Les bombardiers attaquent" et qui retrace les péripéties de la guerre aérienne, de l'invention et

(3) Voici la définition résumée qu'en donne Fuller : « Chaque perfectionnement apporté aux armes a toujours été en fin de compte suivi d'un contre-perfectionnement qui rendait le premier suranné. »

la production jusqu'au combat. Nous nous contenterons de dire quelques mots sur la personnalité de l'auteur et les conclusions auxquelles il arrive. L'un des promoteurs les plus insolents et les plus ignobles des bombardements de terreur pure — il les avait préconisés avant guerre contre les tribus arabes rebelles dans le Moyen Orient et se vante, à ce titre, d'avoir été un précurseur — Harris reconnaît dans ce même livre l'échec du bombardement de précision, le seul qui puisse mériter le qualificatif de bombardement stratégique, ainsi que l'échec, sur un autre plan, de la terreur pure et simple, au moins, comme il l'avoue implicitement lui-même, lorsque cette terreur s'exerce sur un pays de grande civilisation moderne, et non plus sur des tribus pastorales. C'est explicitement, par contre, qu'il avoue que les bombardements de terreur, les bombardements de "zones", n'ont d'autre origine que l'incapacité dans laquelle se trouvaient les forces attaquantes d'effectuer des bombardements de précision sur une grande échelle.

Ainsi il n'est pas exact qu'une stratégie purement terroriste ait jamais été entièrement et systématiquement adoptée durant la dernière guerre. Cela ne veut pas dire qu'une telle stratégie ne puisse l'être en aucune circonstance. Cela veut seulement dire que, sur la base d'une expérience concrète, mise à l'épreuve par les faits, les classes dominantes sont parvenues à la vague notion que, d'une manière ou d'une autre, une telle stratégie est en définitive relativement inopérante. Certes l'apparition de nouveaux moyens plus puissants, tels que les bombes A et H, remettent, comme d'habitude, en cause cette "sagesse" expérimentale. A l'étape actuelle de notre raisonnement ce qui nous intéresse c'est uniquement de prouver que jusqu'ici une telle stratégie terroriste n'a pas été systématiquement adoptée, contrairement à l'opinion la plus répandue.

Il est vrai cependant que les bombardements de Hiroshima et Nagasaki ont eu indéniablement ce caractère. Pourquoi ? Premièrement parce que les conditions de la guerre véritable n'étaient justement pas données dans ce cas. Compte tenu même de l'effet de surprise et du fait que l'expérience ne s'est pas renouvelée, le « facteur tactique constant » n'a pas joué. La défense, déjà trop faible dans un pays à la veille de la capitulation, ne s'occupait jamais des avions d'observation ; or, le bombardier porteur de la bombe qui naviguait seul avait été pris pour un avion d'observation, auquel personne n'a fait attention et contre lequel personne n'aurait songé à se protéger, même suivant les techniques de la défense passive. Ensuite et surtout parce que cet acte de terreur était bien plus destiné aux Russes qu'aux Japonais. Ce premier bombardement

atomique devait être le plus spectaculaire possible ou ne pas être du tout. Premier acte de la guerre "froide" contre la Russie (4), cette explosion devait être véritablement exemplaire. La naissance de la suprématie américaine incontestable se devait d'être incontestablement affirmée. A la fois cobayes effrayants d'une nouvelle arme et symboles d'une nouvelle ère — celle de la suprématie américaine — voilà ce que furent les misérables victimes de ces deux jours d'août 1945. Mais tout cela ne fonde pas une stratégie ainsi que la suite l'a démontré.

Avec les trois auteurs que nous venons de citer nous avons parlé de « l'échec des bombardements de cette dernière guerre ». Il faut préciser. Il ne s'agit ici ni de sang, ni de misère, ni de terreur, car de cela il y eut profusion. Ce n'est pas cette aune-là qui sert de paramètre aux classes dirigeantes. Il s'agit de chiffres. Sur la base de l'enquête américaine de l'U.S.S.B.S., Blackett dresse le bilan mathématique des bombardements de zones. Nous ne pouvons cependant en citer ici que les extraits les plus caractéristiques. Voyons d'abord les forces engagées : « Le poids total des bombes jetées sur tous les objectifs par les forces anglo-américaines a été de 2.700.000 tonnes. Le nombre total des appareils perdus (bombardiers et chasseurs d'escorte) a été de 40.000, et les pertes en personnel de 160.000 (5). Le personnel total des services engagés dans la guerre européenne a atteint 1.300.000 en 1944 et 1945 (U.S.S.B.S., 1). Le poids total des bombes lancées sur l'Allemagne seule a été de 1.300.000 tonnes. Il y a eu environ 500.000 tués, soit une moyenne de 0,38 tué par tonne de bombes. » Voici maintenant les résultats chiffrés. Les indices de la production de guerre allemande ont évolué ainsi : 1940 : 100 ; 1941 : 101 ; 1942 : 146 ; 1943 : 229 ; 1944 : 285. La production d'avions en Allemagne et en Angleterre varie de 1940 à 1944 de la manière suivante : Allemagne de 10.200 à 39.600, avec un total de 100.000 ; Royaume Uni de 15.000 à 26.500 en 1944, avec un total de 111.400. Pour les tanks les chiffres sont les suivants : Allemagne 1.500 à 19.000, total 42.800 ; Royaume Uni : 1.400 à 4.600 (maximum en 1943 de 7.500) avec un total de 26.900. Enfin on a évalué les pertes de production dues aux bombardements stratégiques des villes allemandes comme suit : en 1942 : 2,5 % ; en 1943 : 9,0 % ; en 1944 : 17,0 % ; en

(4) Voir dans le n° 4 de « Socialisme ou Barbarie » (p. 75 et s.) l'historique de cette question qui ne laisse aucun doute à cet égard.

(5) Voir plus haut ce que nous avons dit des problèmes posés par la vitesse de rotation du procès de destruction et son importance dans la guerre.

1945 (4 premiers mois) : 6,5 %. En 1943 l'offensive de bombardement total n'a réduit la production globale allemande que de 10 % environ et la production des armements que de 5 %.

Ces chiffres ont donné lieu à une interprétation stratégique générale que nous ne rapporterons que pour mémoire. Trop partielle pour que l'on s'y arrête longtemps, elle est cependant caractéristique des problèmes que pose la guerre moderne, dont la stratégie, répétons-le, trouve ses véritables déterminations au niveau de la production. Le raisonnement est le suivant : ni l'Allemagne ni la Russie n'auraient pu emporter leurs victoires décisives successives si elles avaient consacré à la production de bombardiers stratégiques le potentiel qu'elles ont utilisé à produire des avions de combat et de proche soutien, qui ont joué un rôle vital dans les opérations terrestres. Il y a là un choix dont les conséquences peuvent être très graves parce que, se situant au niveau de la production, il engage automatiquement pour une longue période sur les chemins d'une stratégie qui peut se révéler inefficace. Il est vrai que ce choix-là ne se posait pas entièrement dans les mêmes termes pour les Anglo-américains, qui, avant le débarquement, n'avaient que peu d'autres possibilités d'intervenir activement dans la guerre et pour qui une intervention active demeurait une nécessité morale. Pour en terminer avec le livre de Blackett nous rappellerons qu'il a pour objet d'extrapoler les enseignements de la dernière guerre à une guerre atomique éventuelle. Dans la mesure où ces extrapolations sont dépassées — lorsqu'elles ne sont pas tout simplement contestables — nous ne nous y arrêterons pas. Néanmoins pour fixer les idées et donner un aperçu des échelles de grandeur nous rapporterons quelques passages essentiels de son raisonnement.

1° Une bombe au plutonium produit une onde de choc comparable à celle que produirait l'explosion d'une masse de 20.000 tonnes de T.N.T. Cependant en se basant sur les études attentives des dégâts occasionnés à Hiroshima et Nagasaki on a déterminé qu'il faudrait à peine plus de 2.000 tonnes de bombes à explosif de grande puissance — par exemple des "blockbursters" de 10 tonnes — pour produire sur les constructions les mêmes dégâts qu'une seule bombe au plutonium.

2° Sur la base d'une équivalence non plus de 2.000 tonnes mais de 3.000 (pour tenir compte des améliorations apportées à la bombe A depuis cette époque), l'auteur calcule que les 1.300.000 tonnes de bombes lancées sur l'Allemagne durant la guerre pourraient être remplacées par environ 400 bombes atomiques.

3° Toute une analyse de l'attaque et de la défense dans les conditions actuelles (en 1949) suit, tendant à évaluer l'effort productif total qui serait nécessaire, compte tenu des pertes, pour arriver à un résultat analogue. Comme ce résultat s'était révélé insuffisant, on voit les conclusions de l'auteur : il ne le serait pas moins avec l'arme atomique A.

Cependant ces conclusions laissent de côté des aspects importants du problème. Sans parler du fait que les destructions produites par la bombe atomique sont beaucoup plus radicales et durables (6), Blackett oublie que la bombe A, *dans son principe*, portait en germe des développements infiniment révolutionnaires, qui ont abouti à la bombe H. Il est vrai — et c'est une des caractéristiques les plus profondes de notre époque — que les progrès techniques vont autrement plus vite que l'imagination humaine. Ainsi l'auteur, tout professeur de physique et prix Nobel qu'il soit, cite comme une vague et improbable éventualité (au moins à court terme) une bombe à hydrogène ou au lithium, dont « les qualités... sont toujours dans le domaine des hautes spéculations ». Cinq années plus tard, les atroces blessures des pêcheurs japonais ne matérialisaient que trop ces soi-disantes spéculations.

LA BOMBE ATOMIQUE A ELLE SEULE NE TIENT PAS LIEU D'UNE STRATEGIE

Nous nous sommes suffisamment étendus sur la première erreur qui se trouve à l'origine matérielle de la conception apocalyptique de la guerre, pour pouvoir aborder brièvement la seconde. Il s'agit, rappelons-le, de la longue durée du monopole américain de la bombe A et de la confusion qui règne en Amérique dans le choix d'une stratégie ferme.

Il est exact que pendant toute sa durée ce monopole impliquait un avantage énorme. Il suffit de penser qu'une entreprise aussi gigantesque pour l'époque et aussi décisive, que

(6) Ce qui frappe dans les bombardements normaux c'est que si les bâtiments sont soufflés, les machines demeurent pour la plupart intactes. La capacité de récupération allemande a dépendu en grande partie de ce fait. Il est donc inexact de dire avec Blackett que dans le périmètre utile de destruction totale de la bombe A, il y ait surpuissance inutilisée. Sans parler de la radioactivité dont la persistance, sur un périmètre d'ailleurs plus large, entrave une remise en marche rapide, la chaleur dégagée est suffisante pour faire littéralement fondre les installations et les machines. D'autre part la nature des destructions dépend de la hauteur à laquelle on fait exploser l'engin. Celles-ci dépendront donc de l'effet principal recherché : destructions étendues mais plus superficielles ou destructions limitées mais radicales.

le fut le débarquement en Normandie, eût été rendue absolument impraticable avec seulement une ou deux bombes A bien placées (ou bien sur une des principales zones anglaises d'embarquement, ou bien sur l'armada alliée, ou bien au moment du débarquement). Mais c'est là un avantage défensif. Aussi est-il vrai que durant la période du monopole américain la situation d'une Russie attaquante n'aurait pas été enviable. Toute entreprise majeure de sa part, au début des hostilités, aurait pu être freinée et les éléments essentiels de l'attaque que sont la surprise et le succès immédiats être réduits à zéro. Par contre une dizaine de bombes A, ou même plus, dans les mains des Etats-Unis ne pouvait en aucun cas être un gage de victoire. Il aurait fallu que ce monopole soit conservé durant un certain temps, assez long pour permettre un réapprovisionnement suffisant, sans pour cela garantir, loin de là, que l'Europe puisse être victorieusement défendue.

De plus, il ne faut pas oublier, dans ce contexte, que si la parade la plus radicale à l'arme atomique est l'occupation du pays ennemi, celle de pays alliés ou neutres constitue une parade déjà partiellement très efficace. L'utilisation de la bombe A contre les centres industriels et humains d'une France envahie par exemple, ne peut en aucun cas être mise en parallèle avec les bombardements "stratégiques" de la dernière guerre par l'aviation américaine. On ne "libère" pas un pays en l'arrosant de bombes atomiques, on se l'aliène. C'est certes faisable, mais cela pose alors tout le problème des alliances et de leur utilité, pour ne parler que de cela. (7)

En fait cette période du monopole américain de la bombe A a été caractérisée par un avantage américain des plus négatifs. Sur le plan positif rien n'était résolu. Cela est si vrai que les polémiques de l'époque portaient sur l'efficacité éventuelle des moyens aériens de transport des bombes dans les conditions réelles du combat. On se souvient de la polémique entre l'aviation et la marine à propos du B. 36. Le chasseur embarqué était-il capable d'intercepter le bombardier à long rayon d'action ? C'était poser le problème des contre-perfectionnements de l'attaque et de la défense dans le domaine de l'arme aérienne, problème quasi insoluble a priori, ainsi que l'a prouvé abondamment l'expérience de la dernière guerre. Pour-

(7) Voir nos conclusions à la fin de cet article.

tant là encore le choix réel se situait au niveau de la production. (8) On ne peut tout produire à la fois : des super-porte-avions, des bases aériennes fixes, des chasseurs d'interception, des bombardiers lourds... et des réseaux radar d'une densité suffisante pour assurer une détection efficace. Porté à ce niveau le vrai problème devient infiniment plus vaste et l'on ne peut confier sa solution à la "sagacité" d'un calculateur électronique comme cela fut le cas dans la controverse chasseur embarqué-bombardier lourd. En définitive la bombe A et son monopole n'ont pu servir qu'à fonder la théorie américaine de la guerre froide. Ce monopole eût été, à lui seul, bien incapable de donner des bases solides à une guerre préventive contre les Russes qui soit efficace.

APRES LE MONOPOLE

Lorsque les Russes brisèrent le monopole américain de la bombe A, ce fut l'effondrement. La guerre de Corée fut la conséquence — d'ailleurs décidée à tort — de cette évolution. Le plus clair de la réponse américaine sur le plan stratégique le plus élevé, fut de faire passer les crédits militaires (qui étaient d'environ 15 milliards de dollars) à un chiffre astronomique dépassant les cinquante milliards de dollars. Quant à la guerre de Corée elle-même, il n'y a que peu de choses à dire à son propos concernant la grande stratégie. Guerre locale, elle ne put même pas servir de banc d'essai aux armes nouvelles, comme ce fut le cas de la guerre d'Espagne pour les puissances de l'Axe. Le risque — conformément à la loi que nous avons énoncée plus haut, — était et sera toujours trop considérable, pour les deux camps, d'essayer sur une trop petite échelle des armes nouvelles (bombes atomiques, fusées, engins téléguidés, etc...), suscitant ainsi sans profit décisif des progrès parallèles de la défense. Dans ce sens, les guerres locales seront doublement catastrophiques pour les Américains, tant qu'ils seront incapables de les mener, comme le font les Russes, par personnes interposées et tant que, faute d'un appui populaire quelconque, ils seront obligés d'y entrer avec un rapport de forces qui leur est au départ défavorable.

(8) Les progrès techniques ne font qu'aggraver la chose, ainsi que nous l'avons déjà noté. Les gros bombardiers modernes — russes comme américains — sont dotés d'un viseur électronique, qui, à lui seul, coûte ce que coûtait un chasseur bombardier. Ils n'en demeurent pas moins vulnérables dans la défense, bien que plus efficaces dans l'attaque. Par contre leur perte, et partant leur remplacement, représente sur le plan productif une charge d'autant plus lourde.

L'impasse à laquelle avait abouti la stratégie américaine était véritablement tragique. C'est dans ces conditions que fut décidée la fabrication de la bombe H, alors qu'une partie des savants nucléaires américains s'y opposaient avec toute la fermeté gratuite dont ils disposaient. Ils ne purent l'empêcher, mais ainsi se trouvait ouverte la grande crise des savants américains, qui n'est pas près de se clore.

En fait, en agissant ainsi, on ne faisait que reposer le problème sous un angle nouveau. Et cet angle nouveau semble se situer à un niveau tel que, plus que jamais, il dépasse les sommités pensantes des classes dominantes. Des faits récents le prouvent déjà partiellement. Le nouveau monopole américain H dura ce que durent les roses. Bien mieux, les Russes mirent au point une bombe H *transportable par avion* avant les Américains (la première bombe H américaine était grande comme un immeuble). En réponse, les efforts de ces derniers devinrent frénétiques. Les récentes expériences du Pacifique — d'ailleurs pleinement couronnées de succès — en font foi. Par un coup tragique du destin, les pêcheurs japonais ont de nouveau joué le rôle de cobayes.

Cette évolution éclaire la politique américaine d'un jour nouveau. Celle-ci reflète les contradictions immenses que rencontre de nos jours la détermination d'une stratégie cohérente. On a parlé récemment, et à nouveau lors des événements d'Indochine, du problème de la généralisation de la guerre en Asie. Ce dilemme ne pose pas uniquement le risque d'une guerre universelle. Il pose celui, plus grave encore au point de vue des classes dominantes, de la détermination d'une stratégie cohérente dans laquelle les cercles dirigeants puissent avoir une confiance suffisante. Ce n'est pas d'aujourd'hui que dans leur propagande ces messieurs disent que dans une guerre moderne il ne peut y avoir de vainqueur, Hitler le disait en 1939 (9). En parlant ainsi, ils jouent sur les mots. Au vrai, il leur suffit pour déclencher le massacre qu'ils aient confiance dans leur capacité de *battre* l'adversaire éventuel. Pour cela il leur faut une stratégie dans laquelle ils aient confiance et qui leur paraît supérieure à celle supposée de l'adversaire. On peut être sûr que le camp interventionniste américain, dit clan Rad-

(9) Il s'agit ici de vainqueur en définitive, c'est-à-dire sur le plan économico-social, et en cela ils ont partiellement raison, bien qu'au point de vue étroit d'une classe dirigeante cela n'ait pas grand sens. Avec la bombe H la seule chose que craignent véritablement les seigneurs modernes c'est d'empoisonner la terre. L'autre aspect de la question c'est la peur de la révolution des masses elles-mêmes. C'est ce que Hitler exprimait en disant que le grand vainqueur risquait d'être « Trotsky ». Mais de nos jours ces Messieurs n'y croient plus beaucoup.

ford, est en même temps celui qui croit posséder une doctrine de guerre qui soit positive.

Nous sommes arrivés au terme de la deuxième erreur qui se trouve à l'origine matérielle de la conception obscurantiste de la guerre apocalyptique. L'exposé a pu sembler long, mais rien n'est plus difficile que de combattre des erreurs collectives, collectivement véhiculées par tous les moyens modernes de transmission et de diffusion. Que peut-on conclure provisoirement grâce au recul que confère l'analyse?

Premièrement, que la guerre purement terroriste ne s'est encore pas imposée dans l'histoire comme la doctrine idéale, mais qu'au contraire la terreur ne s'y manifeste que comme un phénomène aberrant ; que ce phénomène aberrant lui-même découle de la conjonction des conditions modernes industrielles et du « facteur tactique constant », conjonction qui conduit à un allongement du conflit et à la limite à une véritable impasse stratégique ; que donc la terreur constitue bien un des pôles idéaux de la guerre, mais que ce pôle est celui que l'on peut qualifier au point de vue de l'efficacité de pôle *négatif* et non justement, comme on tend à le faire croire, de pôle positif, lequel ne peut être, suivant la formule de Clausewitz, que la mise hors de combat de l'adversaire, et non l'annihilation de ses populations non combattantes.

Deuxièmement, que l'impasse stratégique croissante pousse irrésistiblement à la recherche de la surpuissance comme solution, que tant que celle-ci n'est pas atteinte tout reste équivoque dans la guerre, que jusqu'à ce moment, toute théorie de la guerre reste grevée d'une lourde hypothèque qui fausse le raisonnement. Or, justement avec la bombe H, la surpuissance véritable (10), celle qui ne peut être dépassée dans son le raisonnement. Or, justement avec la bombe H, la surpuissessence qualitative, pour la première fois est atteinte dans l'histoire de l'humanité.

QUELLES SOLUTIONS PRATIQUES LA BOMBE H APPORTE-T-ELLE AUX PROBLEMES STRATEGIQUES DE NOTRE EPOQUE ?

Arrivés à ce stade du raisonnement nous allons commencer par examiner ce que la bombe H, grâce à un emploi limité et

(10) On peut trouver de meilleures armes, plus précises, plus efficaces au point de vue stratégique, on ne peut plus accéder à une puissance de feu qualitativement aussi différente de la bombe H que cette dernière l'est par rapport aux explosifs classiques à base de T.N.T.

circonstancié, est capable de résoudre et qui n'avait pas été résolu jusqu'ici.

Il faut le reconnaître sans détours — sans les détours qu'empruntait Blackett au prix d'une certaine gymnastique lorsqu'il ne s'agissait encore que de la bombe A : une très grande partie des problèmes jusqu'ici insolubles que posait le « bombardement stratégique » sont maintenant résolus. Cela tient tout d'abord à la différence qualitative qui existe entre les deux types de bombes. L'une — la bombe A — est limitée dans ses effets destructeurs par l'impératif de la masse critique d'uranium ou de plutonium qu'il convient d'utiliser pour que la fission puisse avoir lieu. L'autre — la bombe H — à laquelle une bombe A sert d'amorce, est susceptible d'être grossie quasi indéfiniment. Certes, dans un cas comme dans l'autre, ce n'est qu'une infime partie de l'énergie libérée qui devient "utile" mais dans le second cas cette infime partie elle-même devient démesurée à l'échelle humaine. Cela ne signifie évidemment pas que dans la pratique de la guerre une multitude de limites n'existent dans l'extension de la puissance de la bombe H ; cela veut seulement dire que de telles limitations ne sont plus inhérentes au principe même de la bombe, mais bien extérieures à lui.

Toujours est-il que dans l'état actuel des choses, la puissance théorique de la bombe H est de près de 1.000 fois celle de la bombe A, et surtout, que son aire de destruction est de 100 fois supérieure : 20 kilomètres de diamètre de destructions totales au lieu de 2 kilomètres, et 200 kilomètres de destructions partielles au lieu de 20. La première conséquence — et peut-être la plus importante à court terme — de cet état de choses c'est qu'il bouleverse un certain nombres de termes du « facteur tactique constant », tels qu'ils se posaient jusqu'ici. On sait, par exemple, que la précision des fusées est inversement proportionnelle à leur portée, et que jusqu'ici cette précision, même à petites distances, n'est pas très grande. Sur une distance proche de 1.000 kilomètres — ce qui est un minimum dans une guerre à l'échelle continentale — une bombe A risquait de tomber à plus de 20 kilomètres de son objectif. Avec une bombe H, dans un rayon de moins de 200 kilomètres, des destructions profondes et déjà durables peuvent être effectuées.

Un objectif comme le canal de Suez n'est plus à l'abri d'une attaque par fusée téléguidée, au départ d'une base située à 1.000 kilomètres environ (11). L'argument d'une exigence moins considérable en matière de précision est aussi valable

(11) A condition évidemment que cette fusée ne soit pas interceptée.

pour l'aviation classique, compte tenu évidemment de la vulnérabilité à la défense antiaérienne plus grande de l'avion.

Ainsi, de nos jours, une guerre atomique de type H pourrait fort bien permettre les opérations stratégiques suivantes avec plus ou moins de succès :

1° Attaque atomique H des centres de production atomique de l'adversaire ;

2° Attaque atomique H ou A, des bases aériennes de départ des bombardiers atomiques (et partant de la partie des stocks de bombes qui sont entreposées à proximité de ces bases de départ) ;

3° Attaque atomique des P.C. administratifs où sont concentrés les renseignements et les télécommunications, dans la mesure où ils sont concentrés — et ils le sont obligatoirement plus ou moins ;

4° Attaque atomique des nœuds de communication et des centres énergétiques les plus essentiels : grands canaux, grands lacs formant voies de communications, centres ferroviaires de triage, régions pétrolières et charbonnières de grande densité.

On remarquera que dans ce schéma en quatre points principaux, il n'est question que d'une destruction des bases et des connexions matérielles de la société, et non, comme chez Douhet, de ses bases humaines et de ses supports moraux. Si on réfléchit un peu en effet on se rend compte qu'il n'est nullement indispensable pour gagner la guerre de pulvériser des centres urbains de deux à dix millions d'habitants (au risque d'ailleurs de subir un sort analogue à titre de représailles). A vrai dire, c'est le contraire qui est vrai. Paralyser gravement les transports et les sources énergétiques d'une société moderne, c'est placer cette société dans un état de crise qui ne fera que décupler les contradictions existant à l'état normal. La bombe H, en tant que produit d'une civilisation hautement industrialisée, découle directement de la concentration, aussi n'est-il pas étonnant que celle-ci soit sa première cible. Mais cela peut être vrai, soit à un niveau primaire — destruction pure et simple des centres urbains de la concentration — soit à un niveau plus élevé : rupture des connexions qui existent entre ces centres urbains de concentration et la société prise dans sa totalité, et, par là même, libération des forces sociales explosives de la société adverse, forces dont la puissance ne le cède en rien à la désintégration atomique.

La destruction aveugle de concentrations humaines, inversement, ne peut libérer que des forces hostiles à la société attaquante qui est à l'origine de cette destruction : la haine inex-

piable de l'"ennemi" ne peut qu'en découler avec tout ce que cela implique.

Certes, une telle stratégie serait celle qu'adopterait une classe dominante agissant d'une manière "intelligente". Mais, en fin de compte, même la classe dominante la plus obtuse et la plus impuissante ne fera pas quelque chose de fondamentalement différent. Le seul argument réel existant en faveur de la guerre apocalyptique réside en ceci : si nous ne la faisons pas les premiers, c'est l'adversaire qui risque de la faire. En fait, il s'agit là d'un sophisme, car chacun des deux adversaires fait le même raisonnement et sait que l'autre le fait. Il n'y a que dans le cas d'une supériorité technique très marquée de l'un sur l'autre, et donc à titre préventif (car une telle supériorité ne peut qu'être éphémère), que la politique dite des « représailles massives » (12), puisse se justifier. Or, non seulement une telle disproportion des forces en présence est une illusion, mais encore cette manière de voir les choses ne tient pas compte des conditions réelles du combat.

En effet, qu'il s'agisse de destructions massives des populations ou seulement de destructions matérielles, l'existence de la bombe H ne signifie nullement la solution enfin trouvée de la guerre-éclair. S'il est vrai que l'étendue des destructions H a relégué sur un plan plus modeste le facteur précision, le problème de la livraison à très grandes distances des bombes non seulement n'est pas facilité, mais au contraire devient considérablement plus difficile. Et cela du fait de l'existence même de l'arme atomique. En d'autres termes, la bombe atomique elle-même intervient dans le processus d'évolution du facteur tactique constant en tant qu'arme défensive.

Attaques massives, cela est bien beau, mais qu'est-ce que cela veut dire ? Jusqu'ici, cela voulait dire, entre autres, dès qu'il s'agissait de pénétrer profondément en territoire ennemi, attaques aériennes en formations massives. C'était la seule manière de mettre en échec les assauts de l'aviation de chasse ennemie. C'est aussi ce qui justifiait le développement, pour la défense, de l'artillerie antiaérienne. Or justement, face à des formations massives d'avions, l'arme antiaérienne idéale, c'est la bombe atomique elle-même. En faisant exploser une bombe atomique à proximité d'une armada aérienne, on est sûr de

(12) Cette expression utilisée par les Américains constitue un curieux abus de langage. Représailles à quoi ? S'il s'agit de représailles à des attaques atomiques elles-mêmes massives des Russes cela va de soi et ne signifie rien. S'il s'agit d'une réponse à des conflits déclenchés localement, cela signifie que l'on est prêt à déclencher la grande guerre à leur propos. Enfin cela peut vouloir dire : même si vous n'utilisez pas cette méthode, nous nous l'utiliserons, ce qui est gratuit comme avertissement.

la destruction totale. Dans le domaine aérien, comme dans le domaine naval et le domaine terrestre, l'arme atomique défensive fait de la dispersion un impératif absolu, alors que la dispersion augmente la vulnérabilité aux armes classiques et pour le moins favorise relativement la forme défensive. Cette considération à elle seule suffit à ruiner la politique des "représailles massives" : un coup terrible (comme ce fut par exemple cas de Pearl Harbour) qui n'est pas décisif, se retourne inéluctablement contre celui qui l'a donné, car loin d'abattre l'adversaire, comme il se proposait de le faire, il ne fait que fouetter son énergie et sa résolution dans le combat.

QUELQUES CONCLUSIONS

Si l'on veut étudier la guerre moderne à la lumière de la révolution atomique, il convient avant tout de changer d'optique. Tout y est à une autre échelle que celle des guerres antérieures, y compris la dernière dont les deux seules explosions nucléaires, pour atroces qu'elles fussent, n'eurent qu'un caractère "expérimental". Avec la bombe H, il suffirait de trois exemplaires bien placés pour qu'un « petit pays » comme la France ne voit que de bien petites parcelles de son territoire épargnées. A ce titre, si la guerre apocalyptique était inéluctable, les Anglais de la métropole n'auraient plus qu'une chose à faire : rédiger tous leur testament au profit de quelques parents émigrés à l'autre bout du monde.

En fait, la bombe H est à l'échelle d'une guerre entre continents et implique cette guerre. Dans cette mesure, une prochaine guerre serait déjà, de par son existence même, quelque chose de très différent, dans ses objectifs aussi bien que dans ses moyens, des guerres "nationales" et même des guerres "impérialistes" (telles que les définissait Lénine) précédentes.

Son objectif ultime ne peut être que la domination mondiale et son enjeu immédiat en même temps que son moyen ne peut être que la domination matérielle et idéologique de ce formidable continent intermédiaire qu'est l'Europe. Enjeu immédiat parce que le potentiel de l'Europe, en grande partie mal utilisé par les nations antagoniques qui la composent, est seul capable de faire pencher la balance des forces dans un sens ou dans l'autre. Moyen parce que, tant que l'Europe demeure un enjeu, et non une partie intégrante de l'un des deux blocs, son occupation et l'utilisation — même pas définitive mais seulement temporaire — de son potentiel matériel et humain,

constitue la meilleure parade à l'arme atomique. Parade d'abord parce que le continent européen confère à celui qui le tient une profondeur stratégique supplémentaire ; parade ensuite et surtout parce que sa conquête sociale et idéologique reste à faire et que la surpuissance à cette échelle de l'arme atomique met, provisoirement au moins, l'Europe à l'abri de ses dévastations. Croit-on, par exemple, que si les Russes étaient capables d'envahir et d'occuper l'Angleterre, les Américains y riposteraient en la détruisant à coup de bombes H? Poser la question, c'est y répondre.

Pourtant ce genre de réponse peut ne pas sembler entièrement satisfaisant, et ceci à juste titre. En effet les considérations précédentes pour être justifiées n'en sont pas pour cela impératives : cela dépend des circonstances. Aussi convient-il d'élargir encore la conception que l'on peut se faire d'une guerre à venir. C'est non seulement une optique continentale qu'il faut adopter mais encore une optique qui soit conforme aux conditions d'évolution de la technologie moderne.

On peut affirmer, sans crainte d'être démenti, que les progrès techniques sont si rapides à notre époque que les conditions techniques générales du combat se trouvent entièrement bouleversées dans un laps de temps qui ne fait que diminuer au fur et à mesure que la société moderne industrialisée et prolétarisée approfondit son emprise sur la nature.

Un seul exemple nous suffira pour en apporter la preuve. Plus que jamais ce que l'on appelait autrefois la « maîtrise de l'air » est devenu l'élément décisif de la guerre de demain : il semblerait que l'air est devenu l'espace privilégié par rapport à la terre ou la mer. Pourtant, ce problème de la « maîtrise de l'air » qui est devenu le problème numéro 1 de la guerre se trouve posé de nos jours dans des termes d'une complexité telle que l'expression même de « maîtrise de l'air » se trouve vidée de toute signification concrète. Pour « maîtriser » l'espace aérien, il faudra, à l'avenir, de plus en plus être capable de s'assurer de la supériorité relative dans la quasi totalité des domaines, aussi bien "terrestres" qu'"aériens", aussi bien "tactiques" que "stratégiques". Dans le duel terre-air, le rôle de l'"artillerie" antiaérienne ayant pour moyen essentiel la fusée qui est un engin volant (à côté de nombreux autres engins volants eux aussi, atteignant une vitesse supersonique) transforme les rapports terre-air d'une manière si radicale que la maîtrise de l'air et celle du sol se posent dans des termes non plus particuliers et opposés, mais généraux et communs à l'une et à l'autre : ceux de la "maîtrise" de l'espace. Or, les progrès en ce domaine de "ram-

pants", pour être moins spectaculaires que ceux de la bombe atomique, n'en soint ni moins décisifs ni moins rapides. Il y a deux raisons à cela : tout d'abord les progrès technologiques se répartissent à peu près également dans tous les domaines : en deuxième lieu, l'existence même des bombes A et H a joué un rôle accélérateur important dans le développement incessant de la technologie guerrière et de son organisation matérielle et humaine. De plus, les effets de cette influence ne feront que s'accumuler avec le temps, alors même que les progrès en matière nucléaire (au moins sur le plan de la destruction) ne peuvent que marquer le pas pour un certain temps.

On se trouve donc en présence d'une évolution générale des moyens de destruction et non pas seulement d'une évolution particulière — et particulièrement importante il est vrai — d'un type donné d'arme. L'arme atomique représente indéniablement l'arme dominante de demain, mais, d'une part toutes les autres armes et tous les autres moyens matériels s'organisent en fonction d'elle et donc la circonscrivent dans un ensemble et, d'autre part, son existence même accélère le développement et le perfectionnement de ces autres armes et de ces autres moyens sur une échelle comparable à celle de sa puissance démesurée.

Nous avons là incontestablement une évolution générale de la guerre et le problème que pose cette évolution générale est celui de savoir si on peut lui trouver des lois et lesquelles. Tout ce que nous avons voulu montrer dans cet article, c'est que ces lois ne peuvent se résumer à une seule qui serait la suivante : la guerre tend inéluctablement vers une destruction totale réciproque. A défaut d'avoir prouvé décisivement ici que cette proposition est fausse et montré ce que serait la vraie, nous pensons que nous avons montré que jusqu'ici aucun argument sérieux n'a jamais été avancé pour la fonder. En d'autres termes si le concept de la guerre apocalyptique est sans conteste très répandu de nos jours, cela ne signifie nullement qu'il repose sur des bases objectives et encore moins que l'on puisse penser que son acceptation aille de soi.

Le degré de confusion auquel on est arrivé sur cette question justifie à nos yeux la rédaction d'un article d'un caractère aussi particulier que celui-ci. Il convenait de déblayer le terrain avant d'aborder la question sous un angle plus élevé et de tenter de donner une réponse positive au problème toujours renouvelé de l'évolution moderne de ce phénomène que l'on appelle la guerre, c'est-à-dire une réponse

qui soit directement reliée aux perspectives de la révolution prolétarienne. Nous avons déjà abordé ce problème dans cette Revue (13) et nous aurons l'occasion d'y revenir.

PHILIPPE GUILLAUME.

(13) « La guerre et notre époque », nos 3 (p. 1 à 21) et 5 (p. 77 à 123).

La vie en usine

IV. — APERÇUS SUR LA DYNAMIQUE DE LA LUTTE OUVRIERE A L'USINE

Jusqu'à présent (1), cette étude s'est bornée à mettre en valeur le cadre dans lequel s'exercent les divers antagonismes qui sillonnent toute l'entreprise et dont le majeur est la lutte patronat-ouvriers. Ont été ainsi fournis quelques éléments sur les possibilités d'action de chacun, et de chacune des « couches » du personnel, suivant sa position propre dans la production. On a insisté tout particulièrement sur le fait qu'il n'y a pas d'harmonie dans la base des rapports de tous avec tous, mais que nécessairement ceux-ci, caractérisés par l'exploitation capitaliste, se traduisent par un conflit général sans cesse en mouvement.

C'est cette lutte permanente que nous allons examiner maintenant, à la lumière des faits, dans ses différentes manifestations et suivant son évolution, que ce soit sur le plan individuel ou collectif, sans omettre les interférences inéluctables, en traversant les nuances du spectre qui va du pur égoïsme individuel à la participation à l'action d'un organisme possédant un programme social, quel qu'il soit.

(1) Voir les parties précédentes de ce texte, publiées dans les nos 11 (p. 48-54), 12 (p. 31-47) et 14 (p. 51-61) de « Socialisme ou Barbarie ».

Car il semble absolument indispensable, précisément à notre époque où l'accent est généralement mis par la presse, aussi bien que par les organisations se réclamant de la classe ouvrière, sur l' « apathie » ouvrière, et son « incapacité » à réaliser les objectifs socialistes, de déterminer plus précisément les données de la lutte ouvrière contre le capitalisme.

C'est ainsi qu'on doit examiner :

— Dans quelle mesure un ouvrier acquiert un esprit de classe, autrement dit comment il en arrive à combattre et même à militer ;

— En fonction de quels mobiles se déclenche la participation à telle action revendicative, ou la non-participation ;

— Quelle est la réaction individuelle et collective aux mots d'ordre tactiques et à la propagande idéologique des groupes partis et syndicats ;

— Si la lutte de tous contre tous est dépassée, en acte et en développement, par une lutte révolutionnaire.

LA « DEFENSE » INDIVIDUELLE

Disons tout de suite, non seulement qu'elle existe à tous les échelons, mais encore que nul n'en est exempté. Ce terme de « défense » est assez commode pour désigner l'intérêt primordial que chacun porte à sa propre situation dans l'usine et les efforts qu'il fournit pour la préserver ou l'améliorer. Bien entendu, cela représente un imbroglio d'astuces, d'intrigues et de crocs-en-jambes.

Il apparaît sans utilité d'aborder la « défense » des cadres supérieurs de l'entreprise, pour cette raison de principe que ce jeu n'affecte pas plus la condition ouvrière que les remaniements d'état-major ne modifient le livret militaire de chacun. Au surplus, à cet échelon, les coups de pied se distribuent avec urbanité et silencieusement ; quelques échos déformés en donnent le ton, mais sans exactitude. Sans grande conséquence non plus (pour notre objet) la défense des éléments de la maîtrise, dont l'attitude en ce domaine a été signalée plus haut (2). Leurs conflits internes ne mettent pas en cause l'action de la classe ouvrière vers une prise de conscience de sa situation et de son avenir. A ce titre, il convient de les laisser là où ils se trouvent à l'aise : dans l'ombre protectrice du patronat infaillible.

(2) Voir n° 12 (p. 46-47) et n° 14 (p. 54-55).

Seule, nous préoccupe la lutte que chaque ouvrier ou employé, de toute spécialité ou de toute formation, livre pour s'assurer l'emploi, la catégorie, le poste de travail et le salaire qu'il désire. Sans doute se manifeste ainsi dans le domaine du gagne-pain la lutte fondamentale pour l'existence et qui sur ce même domaine ne saurait disparaître qu'avec le dernier régime fondé sur la nécessité. Toujours est-il que la concurrence qui s'exerce est énorme et que ses modalités influent sur l'organisation collective des producteurs contre leurs exploiteurs.

Déjà, dans une même équipe ou un même bureau, ceux qui effectuent un travail de même nature s'efforcent mutuellement de s'en assurer la meilleure part, c'est-à-dire ce qui est le moins volumineux, le moins pénible et le moins complexe. Par exemple, une ouvrière sur presses tendra vivement à travailler le plus souvent possible : *a)* assise, *b)* sur de grandes séries (meilleur rendement par suppresions des temps morts, et aussi possibilité de musarder), *c)* à des opérations très simples (le travail se faisant « machinalement » sans exiger une attention lassante), *d)* sur des pièces légères (des rondelles coupées dans du feuillard exigent un effort physique minime, ce qui n'est pas le cas pour les grosses feuilles de tôle). Mais dans une équipe, toutes ont le même désir, et, finalement, si l'ancienneté ne parvient pas à jouer, ce sera la « considération » auprès du chef d'équipe ou du contremaître qui jouera. Quant aux critères de cette considération ce sont évidemment la docilité, la ponctualité, l'empressement à effectuer si besoin est des heures supplémentaires, etc... en bref, le « bon esprit ». Ce n'est pas la « râleuse perpétuelle » qui obtiendra le gâteau. De même, un employé joue des coudes pour laisser tomber le travail ardu et délicat sur le dos des petits camarades.

Egalement, pour obtenir une augmentation de salaire, quand on sait qu'elles sont attribuées en contingents (3), il est aisé de comprendre qu'en bénéficie en premier lieu celui dont la « tête revient » au chef, pour les mêmes raisons que ci-dessus.

Enfin, pour l'ouvrier ou l'employé qui est désireux de gravir la hiérarchie de sa catégorie (souvent un même emploi comporte trois échelons, voire plus), ou même la hiérarchie de l'usine, il ne suffit pas de faire preuve de compétences professionnelles, cela a déjà été dit (4).

Et c'est bien logiquement que dans l'intérêt du patronat on fasse « monter » ceux qui ne peuvent perdre de vue l'intérêt supérieur de l'entreprise.

---

(3) Voir n° 12, p. 38 et 42.
(4) Voir n° 11 (p. 52).

Donc, pour tous les problèmes d'amélioration de chaque condition à l'usine, la concurrence est générale, les uns pliant à dessein devant la hiérarchie, les autres obligés de se rebiffer et de contre-attaquer. L'intensité, la durée, les conséquences de cette lutte ne peuvent être éludées, car elle se présente comme le contre-pied de la lutte de classes.

Les raisons d'être de cette situation se trouvent au plus profond de tout individu, qui tend tout naturellement à étendre sa personnalité, fût-elle médiocre, et même aux dépens de ses voisins, par tous les moyens disponibles.

Le fait sévit à l'état endémique, puisque le but est d'obtenir le maximum d'avantages à son bénéfice et celui des siens, suivant les différentes ambitions.

Dans la pratique, on peut inscrire dans ce cadre les multiples demandes d'ouvriers, même professionnels qualifiés, pour « passer mensuels » et quitter « les bleus » pour « la blouse »; également la préoccupation constante de ne pas se « faire enfoncer » par un camarade d'équipe, le plus souvent nouveau venu ; également le plastronnage auprès du chef d'équipe (ou de bureau), par lequel on tient à se mettre en relief.

En période de dépression du travail, ces tendances atteignent leur plus haut point, la hantise générale étant de passer inaperçu, de façon à détourner les sanctions (licenciement, mutation) sur d'autres épaules.

Cette attitude semble être le fait tout d'abord du personnel non qualifié : manœuvres, O.S., employés aux écritures, magasiniers, etc... en majeure partie composé de femmes, de nord-africains, de jeunes venus des campagnes, de jeunes banlieusards proches du lumpenprolétariat, et qui, même titularisant plusieurs années de présence, se savent à la merci du patron, qui peut les remplacer aisément.

Le personnel qualifié étant, dans la période actuelle, sans souci du chômage, étale plutôt sa concurrence dans la recherche d'emplois supérieurs, en faisant jouer tout à la fois les compétences professionnelles, la camaraderie politique ou le simple copinage, ainsi que l'universel « piston ».

Sur le plan général, les résultats apparaissent dérisoires par rapport aux intrigues déployées : une mutation souhaitée, obtenue après un an de tirage de sonnettes, quelques francs de l'heure en récompense du zèle, quelques places de sous-ordres pour dix fois plus de candidats. Mais sur le plan individuel, cela compte énormément, et la concurrence se renouvelle comme se renouvellent les acheteurs de billets de la Loterie Nationale, et pour les mêmes motifs.

Toutefois, et c'est une restriction d'importance, il ne faut pas conclure que cet aspect négatif de la lutte ouvrière vient contrebalancer efficacement la résistance instinctive au travail qui est le fait de tous. Qu'on ne s'y méprenne pas, ce n'est pas là le résultat atteint.

En effet, cette course aux satisfactions individuelles voit ses mirages se ternir tour à tour aux yeux des compétiteurs. Elle figure l'acceptation du système de production, dans lequel on peut espérer se tailler une place modeste, mais tranquille et confortable : mais à l'intérieur même de l'entreprise, cette ambition est combattue du fait même du système : ce sont les salaires-plafonds des catégories qui sont rapidement atteints, puisque les taux de salaire sont bas par rapport au coût de la vie ; ce sont aussi les « bonnes places », trop rares, qui vont à ceux qui ont la chance d'un « piston » increvable. Comme il l'a été dit pour d'autres, ces illusions peuvent tromper quelques-uns tout le temps, ou tous quelque temps, mais jamais tout le monde tout le temps.

Reste en période de crise le débrouillage individuel pour conserver sa place, mais dont la démoralisation ne peut se prolonger, la solution, c'est-à-dire le débauchage, intervenant rapidement.

En regard, ce qui ne perd jamais de sa force, mais bien au contraire en acquiert constamment avec l'expérience, c'est l'application tenace et générale pour produire le moins possible, ainsi que nous l'avons déjà remarqué. Jamais un ouvrier, encore plus qu'un employé, ne perd de vue qu'il est exploité par un patron, lui-même soutien du régime, et que c'est du sort du régime que dépend l'amélioration de sa condition. Peuvent seules lui manquer l'audace ou la conviction.

On ne peut quitter le sujet de la « défense individuelle », considérée comme soumission à la classe exploiteuse, sans donner un aperçu de deux formes de capitulation qui sont : les heures supplémentaires, et le travail noir.

Heures supplémentaires, cela signifie pour beaucoup une augmentation considérable du salaire de base (50 heures par semaine font 130 % du salaire de quarante heures) ; aussi exercent-elles un attrait puissant sur toutes les catégories d'ouvriers et d'employés, indistinctement. Les chefs de service ou les contremaîtres, autant pour gonfler leur importance que leur portefeuille, s'ingénient à justifier les dépassements d'horaire de leur personnel... et d'eux-mêmes. De leur côté, les sans-grade accueillent avec joie l'annonce de nouvelles heures, et lorsque la baisse des commandes entraîne une baisse des heures, les récriminations se font tout de suite entendre. Les

« heures » font partie du salaire, en quelque sorte, puisqu'elles en viennent compenser la maigreur, et c'est en fonction de leur incidence que les salaires sont estimés corrects ou dérisoires. Constamment, dans les discussions concernant les salaires, on peut entendre : « Avec x heures supplémentaires, tu gagnes tant. » — « Chez Y, ce n'est pas intéressant, ils ne font pas d'heures. »

Le patron et le personnel de direction tiennent compte de cet état d'esprit, et par exemple, ayant le choix dans un atelier déterminé, entre le licenciement ou la mutation de quatre ou cinq ouvriers sur cinquante, ou la suppression des « heures », choisissent la première solution, qui garantit les intérêts de l'entreprise, évite des remous immédiats et maintient le statu quo ouvriers-patrons. A la branche fabrication, les heures supplémentaires subissent cependant des fluctuations, allant de 40 à 48 heures pour retomber parfois à 45 ou 42 h. 30 ; il n'en est pas de même à l'outillage, où tous les ouvriers professionnels, depuis au moins huit ans, font régulièrement 50 heures.

Il est de notoriété publique que leur travail n'exige pas une présence aussi importante ni aussi intangible, mais il est également bien connu que les « heures » de l'outillage sont «intouchables ». En 1953, la Direction, sans doute afin de sonder la résistance ouvrière, avait tenté de toucher à un avantage bien particulier inhérent aux heures supplémentaires d'une équipe d'outilleurs. Le débrayage spontané et les multiples délégations de harcèlement lui ont fait retirer ses prétentions.

Une autre forme d'heures supplémentaires, incontrôlable cette fois, est le travail noir. On sait que l'on désigne ainsi le travail effectué en fraude en dehors de l'entreprise, après les heures normales, ou bien les samedis et dimanches. Nombreux sont les professionnels modeleurs, ajusteurs, ou tôliers qui sont assidûment en plus menuisiers, serruriers ou mécanos. Nombreux aussi les O.S. qui deviennent le dimanche garçons de café, accordéonistes, marchands de cacahuètes, courtiers d'assurances. On est tout surpris d'en découvrir de nouveaux tous les jours. A la différence du problème des heures supplémentaires, celui du travail noir n'affecte pas la totalité des travailleurs, mais en le passant sous silence, on négligerait un aspect remarquable du comportement ouvrier vis-à-vis de l'exploitation.

Ainsi, à des degrés divers suivant sa personnalité, la nature de son travail, sa qualification, l'organisation de son milieu de travail, l'ouvrier ou l'employé, est constamment sollicité pour accepter la Société telle qu'elle est et son patron pour une nécessité. Il arrive que quelques-uns y répondent toujours et

d'autres parfois, mais ce qui finit par s'imposer à tous, au sein de l'entreprise, et ceci en fonction tant de l'expérience individuelle à l'intérieur de la « boîte » que des informations sur le monde extérieur, c'est que :

— Tous les soucis engendrés par le travail salarié, les peines et les humiliations, sont dus au patron.

— Toutes les menues différences de tâche et de salaire dans une même équipe, ne sont rien auprès de la communauté d'exploitation.

— Toutes les astuces auxquelles on doit recourir pour améliorer la paie, sont dues aux salaires trop bas.

Chacun parvient à ces conclusions, qui ne sont autres que les bases de la conscience de classe, et représentent, pour les militants, leur plate-forme d'agitation, pour la masse du personnel, les raisons de leur participation à des mouvements collectifs de revendications.

LA LUTTE COLLECTIVE

Donc, à côté du phénomène général de refus du travail, qui est la somme de tous les refus individuels, et trouve son origine dans la passation même du contrat de travail, existe un climat collectif de revendication axé vers l'amélioration des conditions de travail et de salaire et issu de la prise de conscience de l'identique condition des exploités. Une fois arrachés par des démarches personnelles, les avantages minimes qui peuvent dépendre d'un emploi dans une équipe, l'accession à une vie meilleure dépend d'un effort collectif pour « en sortir ». C'est ce qui apparaît à tous, par exemple, et le plus clairement lorsqu'est evoquée la dépréciation des salaires de l'avant à l'après-guerre, lorsque sont rappelées les conquêtes de juin 36, et les employés, les ouvriers les plus « arriérés » (au regard de l'avant-garde) sont obligés de reconnaître que l'action collective seule peut être payante.

Viennent stimuler cette prise de conscience, les conditions de vie qui cernent les producteurs en dehors de l'usine, ainsi que les événements politiques ou économiques dont ils prennent connaissance, même par la voie frelatée de la grande presse.

Ce climat de revendication présente la même permanence que l'esprit de résistance au travail, et il serait erroné de ne le découvrir qu'à l'occasion des actions épisodiques qui peuvent se déclarer : grèves ou débrayages par exemple. Au contraire,

il ne cesse de régner sur la totalité du personnel, et s'extériorise dans les conversations fréquentes pendant ou après le travail, concernant soit la paie, soit les conditions de travail. On ne peut détacher cet aspect : la permanence, de cet autre : l'inéluctabilité. En effet, ce climat collectif naît des bases mêmes de la réunion sur le lieu de travail d'une masse d'exploités.

La multiplication des tâches, la hiérarchisation poussée, le bouleversement incessant des catégories professionnelles, ne suffisent pas à le détruire. Le patron peut bien, pour dix travaux sensiblement comparables par les connaissances, les aptitudes, et les efforts qu'ils requièrent, offrir dix salaires différents au plus, d'un extrême à l'autre, de 10 %, il n'arrivera pas à faire que cette aumône, d'une part, soit une solution définitive pour les catégories « favorisées », d'autre part, détourne ces mêmes couches des intérêts de l'ensemble. Evidemment, ceci ne s'applique qu'à des situations comparables ; il est clair qu'à l'opposé se situent les couches réellement privilégiées de la maîtrise et des cadres. Pour eux, il n'y a pas de problème social, mais uniquement technique, administratif ou commercial.

Par l'octroi au compte-gouttes de satisfactions individuelles, la Direction vise à détruire l'esprit de classe, et à semer la méfiance ; elle a le même but en créant des catégories ou des postes similaires à des taux apparemment incohérents. Dans la mesure, où le jeu primaire de la colère et des rancœurs répond à ces mesures, elle atteint son objet, mais pour qui considère la vie collective de l'entreprise, ce ne sont que des obstacles fragiles et passagers au courant de lutte de classe, qui finit par l'emporter. Ce qui représente en ce domaine le meilleur atout du patron, c'est le fait que, si la classe ouvrière est une et a une histoire, chaque ouvrier doit personnellement assumer sa propre expérience de l'exploitation avant de marcher dans le sens de cette histoire. Plus ce délai peut être prolongé, mieux cela vaut pour la tranquillité de l'employeur.

ACTION COLLECTIVE SPONTANEE

Le climat de revendication se caractérise par sa permanence mais il culmine dans l'action, cela va sans dire. La résistance passive fait place à la lutte ouverte au cours de laquelle les objectifs se précisent et les antagonismes sont exposés au grand jour. Les motifs de l'entrée en lutte se rapportent indifférem-

ment à tout aspect des rapports de production : ce peut être aussi bien un simple mouvement de solidarité en faveur d'un ou plusieurs camarades de travail, licenciés ou victimes de sanctions, ou encore la protestation contre une dégradation des conditions de travail (en premier lieu, l'augmentation des cadences, ensuite l'insalubrité des locaux, etc...), ou bien l'exigence d'une augmentation de salaires ou l'octroi de primes spéciales.

Quelques exemples : débrayage de l'atelier d'outillage en faveur d'un ajusteur mis à pied pour bris de matériel, débrayage de deux équipes de la fabrication contre le licenciement d'un O.S. convaincu du « vol » d'un pain de savon ; grève d'une chaîne de fabrication à l'annonce d'une accélération des cadences, « justifiée » en partie seulement par une amélioration technique ; débrayage pour une insuffisance de chauffage l'hiver ; grève d'une équipe d'O.S. pour obtenir la parité de salaires avec une autre équipe effectuant un travail comparable ; grève de l'équipe d'entretien pour obtenir la non-récupération des heures supplémentaires (c'est-à-dire leur paiement au taux majoré et non au taux de base).

Tous les exemples cités concernent des actions réellement spontanées, non pas minutieusement préparées par des organismes syndicaux (qui s'y immiscent par la suite), mais éclosent un beau jour d'un accord unanime. Comment cela ? Dans le cas de la grève de solidarité en faveur d'un « voleur » (pour qui la sanction fut finalement maintenue), l'annonce du renvoi provoqua l'indignation par sa disproportion avec la valeur de l'objet volé. L'optique patronale était que le vol seul importait et non pas son montant, donc qu'un « exemple » devait etre fait. Le point de vue ouvrier était tout autre. Il était, il est toujours, que tout vol peu important de matières premières ou d'outillage n'est autre qu'un complément de salaire, une «récupération», au même titre que la «perruque». Rares sont les trop timorés qui n'ont jamais sorti en fraude : soudure d'étain, feuilles de tôle, de laiton, d'aluminium, peinture, etc... La masse de ces vols n'est pas calculable, et son incidence sur la comptabilité sans doute négligeable, mais le fait, par son volume, indique qu'il est entré dans les mœurs. Formulée ou non, l'idée générale est celle-ci : « Ils nous volent bien plus que nous ne pouvons leur reprendre ». Mais dans un tel cas, comme il apparaît rapidement que l'intéressé est « indéfendable », le mouvement se désagrège rapidement.

En ce qui concerne la grève ayant pour motif une augmentation de cadences à la chaîne (vitesse de rotation accrue de 20 % environ), les ouvriers se sont fort peu souciés de com-

prendre que cette accélération, suivant les dires du patron, était facilitée par une meilleure technique. Ce qu'ils ont vu en premier lieu, c'est que pour un salaire égal leur rendement et leur fatigue seraient accrus : la direction, une fois de plus, se « moquait du monde » ouvertement, et l'attaque menée de front trouvait une réponse appropriée.

L'équipe des professionnels de l'Entretien, astreinte depuis de nombreuses années à « récupérer » les heures supplémentaires effectuées (au-delà de 45 heures), ce qui représente un inconvénient d'horaire et un manque à gagner, était de ce fait nettement désavantagée par rapport aux professionnels de l'outillage. Leur grève résulta d'un commun accord.

Ces quelques exemples illustrent des cas d'action collective limitée au cadre d'une équipe, ou au mieux, d'un atelier. L'ensemble de l'entreprise ne suivit pas, se bornant à manifester son appui sous forme de collectes. Cette attitude est intéressante à deux points de vue :

D'abord, parce qu'elle prouve amplement que les dissensions individuelles s'effacent devant l'intérêt commun de l'équipe, ensuite parce qu'une revendication particulariste est incapable d'entraîner un vaste mouvement touchant toute l'usine. Tout se passe comme si la masse des autres équipes était complètement étrangère à ceux qui luttent pour des motifs qui leur échappent.

Ceci ne veut pas dire que des mouvements spontanés éclatant dans un atelier, ne puissent se généraliser sans l'intervention des organisations syndicales dans toute l'usine dès qu'ils posent des revendications générales. Comme nous n'avons voulu parler dans ce texte que de ce que nous avons observé nous-mêmes, nous nous limiterons aux exemples cités plus haut; mais on connaît l'importance des mouvements spontanés se généralisant rapidement, comme la grève Renault, en avril 1947.

Il n'y a pas dans ces mouvements d'équipe de préparation bien ou mal accomplie, mais plutôt un long mûrissement d'une situation de fait dont l'aiguillon devient de plus en plus intolérable et qu'une vexation supplémentaire, un abus flagrant, font éclater. Qu'importe si le rapport des forces du moment est défavorable (exemple : si l'équipe en grève est fortement en avance sur son travail, ou si la direction dispose rapidement d'une solution de dépannage). La question n'est même pas envisagée par les ouvriers, et leur réaction spontanée trouve son dynamisme dans son seul bon droit, renforcé de la masse d'amertume accumulé par chacun dans son emploi, du fait du patronat et de la maîtrise.

La grève déclenchée, à la suite du rejet de telle réclamation, l'objectif qui se précise alors plus clairement est de la mener à bien, c'est-à-dire au succès. Pour cela, l'équipe mise avant tout sur les difficultés que rencontrera la direction pour assurer le rythme normal de la production.

L'expérience montre que, les stocks de produits finis représentant grosso modo près d'un mois de production, l'entrave apportée par la grève ne se fait sentir qu'à la longue, alors que la démoralisation des grévistes va plus vite, même s'ils sont soutenus financièrement par ceux qui travaillent. Généralement après une semaine, commencent les rentrées individuelles, et ces reprises, jointes à la marche inchangée des autres ateliers, précipitent l'acceptation d'un compromis avec la Direction, dont le premier point est régulièrement : pas de sanctions pour fait de grève. Mais que le résultat soit un plein succès (cas rare), un demi-succès ou un échec, les conclusions qu'en tirent les participants sont ambiguës : d'une part animosité vis-à-vis des autres équipes qui « restaient bien tranquillement au travail », et dont on jure bien qu'on ne prendra pas plus les « crosses », le cas échéant, qu'ils n'ont pris « les nôtres » (à rapprocher de l'animosité envers les grévistes des différentes grèves des transports, qui « ne pensent qu'à eux » « emm... d'abord les ouvriers », et « laissent toujours tomber les métallos »), d'autre part, confirmation que seule une grève d'ensemble peut amener le patronat à une capitulation rapide.

Ceci est valable en tout premier lieu pour les O.S. dont le poids dans la lutte dépend avant tout des effectifs engagés, mais aussi pour les professionnels. Ainsi, le bilan de ces actions, tout compte fait, n'est jamais négatif. Même en cas d'insuccès, le découragement, le scepticisme et la ponction financière retiendront bien de prendre part, à bref délai, à d'autres actions, mais ces entraves s'effacent progressivement à mesure que se clarifie l'idée qu'il faut que « tous s'y mettent ».

C'est à travers des luttes de cette nature que se précise la nécessité d'une action de classe, seule capable d'améliorer réellement le sort des ouvriers. Les grévistes eux-mêmes apprennent en effet : que le patronat n'est sensible qu'à la violence ouvrière et ne discute que le couteau sous la gorge ; qu'avec le patron on ne peut entretenir des rapports « amicaux », mais constamment et nécessairement hostiles, puisqu'il bafoue les notions admises de justice et de bon droit ; qu'une grève, pour réussir, doit entraîner la majorité et se présenter dans des conditions favorables. Le succès d'une grève limitée

apporte, si besoin est, cet enseignement aux non-grévistes ; l'échec, générateur d'amertume et de découragement, met également en évidence la nature de classe de l'exploitation. Dans le premier cas, le ton général est de triomphe, dans l'autre, nombreux sont ceux qui jurent qu'on ne les y prendra plus, que les patrons sont les plus forts, qu'on a bien tort de risquer son emploi pour des « salauds » qui n'ont pas débrayé, qu'on n'aurait pas dû suivre, etc... toutes réactions imputables au désarroi, à l'humiliation, à la gêne financière, mais qu'en résulte-t-il par la suite ? Pour la majeure partie, après réflexion et atténuation du choc subi, c'est la même volonté de résistance et de lutte (dont les causes objectives demeurent) puisque c'est la seule façon d'obtenir satisfaction.

ACTION COLLECTIVE ORGANISEE

Il n'y a pas à l'usine d'action collective spontanée à l'état pur, bien entendu. La spontanéité caractérise de nombreux mouvements à leur origine, mais il arrive toujours que les syndicats viennent les contrôler, ou tout au moins, en le tentant, les influencent. Les responsables syndicaux et délégués du personnel se mettent en contact avec les ouvriers en lutte et s'imposent comme intermédiaires entre eux et la direction. Cette initiative n'est pas mal vue par les intéressés, parce qu'elle représente pour eux l'appui d'organismes « puissants » et les « relie » aux ouvriers qui sont restés en dehors du conflit. Cette « aide » morale et matérielle est un stimulant pour la lutte, ce qui fait qu'à l'issue du mouvement, les ouvriers, en appréciant cette solidarité, sont renforcés dans l'idée de la nécessité d'une union réelle de tous les travailleurs.

Il arrive donc que les ouvriers amènent les syndicats sur leur propre terrain, mais le plus souvent ce sont les syndicats ou organisations politiques qui présentent leurs mots d'ordre revendicatifs ou politiques. L'initiative de délégations à la direction, pétitions, débrayages, leur revient à propos de revendications de toute nature, aussi bien sur le salaire que sur des éléments accessoires ; ces mots d'ordre sont valables pour une équipe ou un atelier, ou bien pour toute l'usine. Dans le premier cas, ce sont des questions particulières qui sont soulevées et traduisent plutôt la prise en main d'une revendication spontanée qui se prépare ; dans le second, ce sont les demandes de relèvement général des salaires, telles qu'elles ont été déterminées par les centrales syndicales.

Dans la mesure où les revendications particularistes viennent à maturité, les moyens d'action préconisés par les syndicats sont suivis unanimement (débrayages d'une demi-heure ou d'une heure, avec délégation), les ouvriers se serrent les coudes, en ont parfaitement conscience et l'action se déroule dans la bonne humeur suscitée par le climat de fraternité et la joie de harceler le patron. En ce qui concerne les grands mouvements demandés pour arracher une révision des salaires, il en va différemment, précisément parce que sur ce point l'ouvrier quitte le domaine de sa propre équipe qu'il connaît bien, où les conditions de travail, les rapports humains sont assimilés sans intermédiaire, pour entrer dans le jeu stratégique où se bagarrent les patrons, le gouvernement, les syndicats et les partis politiques. Il est vrai que pour lui sa participation à une grève organisée est déterminée par le fait qu'il est travailleur exploité, mais d'autre part son entrée en lutte est également conditionnée par son appartenance politique et son appréciation personnelle de la conjoncture politique et économique. Ce n'est pas le sentiment du « bon droit » bafoué par le patron qui l'incite à agir, mais l'estimation (qui peut être entachée d'erreur) que la grève est bien engagée pour la défense de ses intérêts, et qu'en plus elle se présente avec des chances de succès, ce qui sous un certain angle revient au même. La mise en train d'une grève dépend encore plus étroitement, depuis quelques années, de la situation politico-économique, du fait de l'existence d'une pluralité de syndicats se réclamant de la classe ouvrière et se livrant entre eux à des manœuvres, des crocs-en-jambe et une surenchère permanente. Unis dans la volonté d'obtenir des conditions de vie meilleures, mais lassés par le jeu syndical et dégoûtés des querelles sordides, la majeure partie des ouvriers, quand elle suit, ne suit que les mots d'ordre présentés en commun par plusieurs syndicats.

Ainsi la grève du « salaire minimum à 25.166 francs » du 30 avril 1954, préparée dans l'entreprise par la C.G.T. et la C.F.T.C., a réuni 90 % des ouvriers, tant qualifiés qu'O.S. On peut dire que la totalité des participants se sont fort peu intéressés au détail des revendications, mais ont tenu à démontrer simplement leur désir de salaires plus élevés. On peut affirmer également que la plupart ne se faisaient pas d'illusions sur l'efficacité du mouvement ; mais il fallait manifester son mécontentement. Là-dessus la quasi-unanimité s'est réalisée. L'appel des syndicats sanctionnait donc purement et simplement un état d'esprit général. Il fut également suivi parce que de longue date une grève n'avait eu lieu.

Ceci nous ramène à la dernière grande grève de l'usine, qui dura cinq semaines, en février-mars 1950. Elle avait été déclenchée par les divers syndicats de l'automobile, sur le plan parisien. Après un grand meeting dans le hall de l'outillage, au cours duquel prirent seuls la parole les leaders syndicaux, parlant à un auditoire favorable, ce fut un « vidage » total des ateliers, et de la moitié des bureaux ; la chose semblait aller de soi, il ne fut absolument pas question d'occuper les locaux. Le comité de grève élu par acclamations dans une atmosphère de totale confiance fut celui que proposèrent les syndicats, incluant quelques « inorganisés », parmi les bonzes C.G.T., C.F.T.C., F.O., Autonomes. Ensuite et jusqu'à la reprise, le déroulement de la grève fut celui-ci : comptes rendus périodiques, devant l'assemblée des grévistes, de l'activité du comité, résolution de poursuite de la lutte présentée par ledit comité et mise aux voix. A l'échelon des décisions, le comité n'a jamais eu à faire face à une opposition ouvrière ou à une scission (par laquelle les ouvriers auraient pu nommer un autre comité). Ses démarches auprès de la direction ont été constamment couronnées d'insuccès, étant donné que l'usine n'avait pas le souci de produire pour des clients (les grands trusts automobiles) dont l'activité était également paralysée, et aussi que la grève gardait son caractère corporatif, ne s'étendait pas et ne revêtait pas d'aspect révolutionnaire. Pour le patron, il fallait laisser « pourrir la grève ». C'est ce qui arriva. La plupart des grévistes restaient chez eux au début de la grève, venant de temps en temps aux assemblées, où ils se retrouvaient par équipe et les plus combattifs remontaient le moral de ceux qui flanchaient... et n'osaient « reprendre », par souci de conserver l'estime de leurs camarades. Les résolutions de poursuite étaient toujours approuvées, mais les discussions et les hésitations se manifestaient dans les conversations de la masse. Pendant quinze jours le comité jouit de la confiance unanime. Ensuite il apparut à tous que la grève n'avait pour elle que sa durée, et cependant aucun autre moyen de pression ne fut mis en avant ni par le comité, ni sur l'initiative de la base. L'occupation ne fut pas décidée, ni même discutée. La proportion des non-grévistes paraissait dérisoire pour nuire à la puissance de la grève (en 1947, quelques piquets avaient occupé l'entreprise, rapidement délogés par la police). Les constantes consignes de méfiance envers les « provocateurs », le prestige des organisations syndicales, enlevaient toute possibilité à une action autonome. Conscients de l'impasse où se trouvait la grève, et de plus en plus dans l'impossibilité de transformer sa nature, les ouvriers furent alors livrés au courant de reprise qui se manifesta dès la troisième semaine. Le

mouvement s'accentua pendant la quatrième semaine. Dès lors la seule préoccupation des membres du comité fut de tirer leur épingle du jeu. Aucune organisation syndicale ne se risqua individuellement à donner l'ordre de reprise. Personne ne voulut tenir le rôle du bouc émissaire, aussi la grève tint-elle jusqu'à la cinquième semaine. Finalement, alors que restaient en lutte environ 50 % des gars, et la reprise menaçant d'être totale une semaine plus tard, le Comité décida la reprise « élus en tête, et la tête haute », à l'unanimité.

Cette action est la dernière en date à l'usine qui ait mis en jeu la totalité du personnel ouvrier. Depuis plus de quatre ans, aucune n'a atteint son ampleur. D'ailleurs les organisations syndicales se sont bien gardées d'en lancer une autre. C'est que le passif était lourd et cruellement ressenti par la masse. Cette grève a marqué une cassure très nette depuis l'époque dite de la « Libération ». De 1944 à 1950, la combattivité de la « base » et l'autorité indiscutée des syndicats (C.G.T. en tête) s'extériorisaient par de très fréquents arrêts de travail, tant pour des mobiles revendicatifs que « politiques » (guerre d'Indochine, plan Marshall, etc...) qui entraînaient chaque fois la majorité, ou plus, des ouvriers. Prises de parole, distribution de tracts, en général toute l'action d'agitation et de propagande était très dense et suivie de près. Au contraire, depuis l'échec de la grève de 1950, l'activité syndicale s'est raréfiée et même les « ténors » syndicaux, célèbres et populaires pour les « coups de crocs » qu'ils donnent au Patronat, ne retrouvent plus leur audience. Le dernier effort d'envergure a porté sur « Ridgway-la-Peste » (1951-1952) et s'est soldé à l'entreprise par un fiasco complet.

Sans entrer dans l'étude des rapports entre les ouvriers et les syndicats et partis politiques, il importe de préciser les raisons de cette absence de lutte générale à l'entreprise sous une forme agressive, alors que le pouvoir d'achat n'a pas retrouvé son niveau d'avant guerre.

En effet, la cause de cette « apathie » n'est pas à déceler dans un soi-disant « embourgeoisement », car l'expansion de l'industrie automobile d'une part et la stabilisation relative des prix depuis deux ans environ ont seulement contribué à stopper la précarité de la condition des métallos et à créer dans leurs rangs, si l'on se réfère à la masse des salariés et fonctionnaires des autres secteurs économiques, des « privilégiés » relatifs (5) qui peuvent par exemple acheter une 4 CV ou faire construire. On ne peut nier que les ouvriers soient

(5) En 1954, à l'usine intéressée, un O.S. gagne, toutes primes comprises, de 175 à 220 francs de l'heure.

au courant de ces avantages dont ils bénéficient, et que ce soit pour la minorité des « béni oui-oui » un bon motif d'appliquer la devise des craintifs : « Reste tranquille, t'as la bonne place ». Mais pour la majorité le sentiment de frustration et d'exploitation domine, avec comme corollaire la tendance vivace vers un mieux-être.

La cause réelle de la récession de l'activité revendicative depuis quatre ans réside dans la prise de conscience, qui s'est fait jour à l'issue de la grève de 1950, que les mouvements organisés n'avaient pas été payants et qu'actuellement « il ne pouvait pas en être autrement ». C'est donc la lassitude et le découragement qui l'emportent sur la volonté de combattre. Les ouvriers ont été à même de constater que l'union intersyndicale n'avait mené qu'à un échec. A plus forte raison maintenant sont-ils prêts à ignorer tout mouvement présenté par un seul syndicat. Et comme présentement il ne peut y avoir de mot d'ordre qui soit commun à tous les syndicats...

La désaffection n'est pas seulement sensible pour l'action mais aussi pour les syndicats qui sont réduits à leurs noyaux d'activistes, dont la propagande et les slogans sont approuvés ou non, mais en tout cas sans portée pratique. Le mouvement du 30 avril a été suivi parce que intersyndical et limité à une journée, donc purement démonstratif. On peut affirmer qu'un mouvement de durée illimitée n'aurait rencontré aucun succès.

G. VIVIER.

(*La fin au prochain numéro.*)

Nous avons reçu du camarade G. Fontenis, dirigeant de la Fédération Communiste Libertaire, le texte publié ci-dessous. Notre désaccord avec les positions du camarade Fontenis sur le problème syndical ne nous empêche pas d'apprécier la clarté de son argumentation et nous pensons que ce texte, en exposant d'une manière dense et précise le point de vue des partisans de la participation aux syndicats, offre une excellente base à la discussion que nous comptons poursuivre dans le prochain numéro de *"Socialisme ou Barbarie"*.

Le texte de Mothé que critique Fontenis a été publié dans notre n° 14 (p. 27 à 38).

Présence dans les syndicats

La thèse de Mothé est, à première vue, incontestable. Simple, logique, séduisante. A mon sens, trop simple, trop séduisante, trop logique. C'est que rien n'est simple dans le problème syndical malgré les apparences, il faut, dans ce domaine plus qu'ailleurs peut-être, se méfier d'un raisonnement logique qui risque fort de passer au-dessus des véritables questions — celles que se posent à chaque pas les militants ouvriers — et il est à craindre que les conclusions de Mothé ne séduisent que parce qu'elles proposent une fuite devant des luttes difficiles et parce qu'elles flattent un certain goût de l'avant-garde pour les positions tranchées et qui paraissent sans appel.

*
**

On peut ramener la démonstration de Mothé au schéma suivant : les syndicats, réformistes par nature, sont aujourd'hui divisés selon les affinités de leurs bureaucraties avec un bloc impérialiste ou l'autre, les travailleurs se détachent de plus en plus de ces syndicats — agences impérialistes, l'unité ouvrière se fera sous d'autres formes organisationnelles que les syndicats, donc les révolutionnaires n'ont pas à lutter pour une unité syndicale utopique et même ils n'ont rien à faire du tout dans les syndicats.

Nous serons d'accord sur toute la partie théorique-historique de la thèse Mothé, mais non sur son opinion concernant la désaffection des travailleurs pour les syndicats et moins

encore sur les conclusions. Nous admettons même qu'aucun militant de l'avant-garde (quelques rares spécimens d'authentiques syndicalistes-révolutionnaires mis à part) ne discute plus l'incapacité révolutionnaire et la nature réformiste du syndicat, caractères liés à ses tâches et à sa structure correspondant aux conditions de la société capitaliste. Nous admettons également que les syndicats se soient de plus en plus intégrés aux blocs impérialistes. Mais tout cela n'est pas neuf, et quant au fond, Malatesta, de son côté, et Lénine du sien, avaient déjà souligné le caractère réformiste des syndicats. Ils n'en déduisaient pas pour autant, tout au contraire, qu'il fallait les abandonner à eux-mêmes.

Les conditions sont-elles changées à un point tel que les révolutionnaires doivent abandonner la lutte au sein des syndicats, doivent considérer qu'il est totalement impossible de lutter pour leur fonctionnement démocratique, pour la prise de conscience de classe de leurs membres, en un mot qu'il est impossible d'y contribuer à la préparation des conditions révolutionnaires ?

Mothé ne raisonne-t-il pas un peu comme s'il s'était fait jadis des illusions sur le syndicat ? Découvrant leur caractère réformiste, il s'en détourne, cherche autre chose comme instrument révolutionnaire. Pour nous, ne nous étant jamais illusionnés, nous ne pouvons être déçus et c'est en connaissance de cause que nous travaillons et travaillerons dans le cadre limité des syndicats. Nous ne devons pas avoir présente à l'esprit seulement la pression générale de la société capitaliste et la pression des bureaucraties sur les syndicats, mais également la pression exercée par les syndiqués sur leurs bureaucrates et contre les obstacles du capitalisme, en vertu de leurs intérêts de classe. Ceci suffirait déjà à justifier théoriquement la présence des révolutionnaires dans les syndicats. Mais nous devons maintenant examiner les conditions pratiques actuelles de la lutte des révolutionnaires dans les syndicats.

*
**

Selon Mothé, les travailleurs se détournent de plus en plus des syndicats. Sans doute, ne sommes-nous plus en 1936 ou en 1945, mais il y a encore aujourd'hui, par rapport aux années 1930, par exemple, un nombre important de syndiqués et même de militants syndicaux. Se reporter aux années de pointe 36 ou 45, c'est oublier l'expérience des vieux militants, c'est se baser sur une donnée qui peut être factice, passagère. La désaffection syndicale n'est ni aussi grave, ni aussi générale que ne le voit Mothé qui se base peut-être exclusive-

ment sur quelques exemples. A côté du fléchissement limité des effectifs, nous observons la création de sections syndicales, la participation restée très importante des ouvriers aux élections de délégués du personnel ou de membres des Comités d'entreprise, et surtout le maintien des effectifs là où l'unité a été préservée pour des raisons particulières à la profession (Enseignement) et où cependant l'activité syndicale est discutable et l'inefficacité syndicale manifeste.

Sans doute l'inactivité et l'incapacité relatives des syndicats sont-elles pour quelque chose dans la baisse limitée des effectifs, mais il semble bien que la raison essentielle de la désaffection des travailleurs est la division syndicale. Les travailleurs manifestent fréquemment leur opinion sur ce point et Mothé écrit lui-même que les travailleurs pour passer à l'action attendent que les syndicats des diverses centrales se mettent d'accord. Faire état de jugements inconscients — et donc inexprimés — des travailleurs sur l'incapacité fondamentale des syndicats serait fantaisiste. Nous devons nous en tenir à ce qui est évident ou démontré.

Tombons-nous pour autant dans l'illusion trotskiste de l'Unité Syndicale réalisée par le miracle des confrontations entre états-majors syndicaux ?

Nous dénonçons au contraire, avec Mothé, la manie exaspérante des trotskistes consistant à prétendre pousser les masses à des expériences — déjà multiples ! — en accroissant la confusion. Mais nous pouvons, des justes remarques sur le désir d'unité syndicale des masses, tirer de tout autres conclusions que les trotskistes, et celle-ci essentiellement : les travailleurs restent attachés à la forme d'action syndicale qui ne leur paraît ni périmée, ni stérile.

Pour ce qui est des possibilités d'unité, il nous paraît improbable que la lutte des deux blocs passe par des phases telles qu'une unification, même provisoire, puisse se réaliser. Ce n'est toutefois pas totalement impossible et nous reverrions alors, en cas d'unification, se produire un phénomène de montée des effectifs, comme en 36, à la suite d'une période de division et de stagnation.

Mais ce qui est à envisager avec davantage de probabilité, c'est un renforcement des effectifs dans une des centrales existantes plus capable que les autres de conduire un mouvement revendicatif réussi, ce qui n'est tout de même pas impensable. Allons plus loin, des grèves menées en dehors des directions syndicales, par des Comités de grève, peuvent concourir à renforcer le recrutement syndical d'une centrale existante ou bien aboutir à la formation d'autres organisations qui seront encore

des syndicats même si elles prennent un autre nom. L'expérience a montré que les Comités de grève et les Comités d'action ne survivent pas à l'action et que seuls des syndicats, anciens ou nouveaux, sont capables de regrouper des travailleurs.

Pour en finir avec le problème de l'Unité, précisons que nous ne pouvons qu'encourager les travailleurs à vouloir et exiger l'unité, en leur expliquant que cette unité ne peut se réaliser vraiment que contre les bureaucrates, en les débordant, et qu'elle ne peut se réaliser que dans l'action. Bien entendu, Mothé nous dira alors que ce que nous envisageons, c'est l'unité ouvrière et qu'elle ne se réalisera pas dans le cadre syndical. Pourtant, nous pensons que des réalisations même localisées d'unification d'organisations syndicales peuvent jouer un rôle dans la prise de conscience antibureaucratique des travailleurs et même si elle ne devait pas aboutir avant longtemps ou si elle devait aboutir sous des formes imprévues, la tension de la classe ouvrière vers l'unification mérite d'être utilisée par les révolutionnaires au sein des syndicats.

Quant à l'unité ouvrière au sens large, sans doute Mothé a-t-il raison lorsqu'il estime qu'elle peut se réaliser en dehors des syndicats. Elle peut même se réaliser malgré les divisions syndicales et elle se réalise souvent dès aujourd'hui. Mais croire, comme Mothé, qu'elle se réalisera organisationnellement — et hors des cadres syndicaux bien entendu — c'est se placer déjà dans le cadre de la période ouvertement révolutionnaire. Quand cette unité se réalise aujourd'hui, c'est uniquement dans des périodes de pointe et sous des formes organisationnelles passagères qui avortent dès qu'on entre dans une période d'accalmie ou de moindre activité. Les Comités de grève et les Comités d'action ne survivent pas à l'action, nous le répétons. Ce que les travailleurs veulent, c'est une *organisation permanente, solidement structurée* (1) pour la défense contre le patron (patron privé ou bureaucratie).

Et, qu'on le veuille ou non, cette organisation permanente aura ses limitations réformistes (les travailleurs exigeront qu'on s'occupe des petits problèmes, de l'application des lois sociales, etc...), ses dangers d'évolution bureaucratique. Même si on veut appeler ces organisations d'un autre nom, même si elles

(1) Les travailleurs qui ne vont plus au syndicat ne disent-ils pas : « Que faire ? Les critiques ne suffisent pas. Il faut constituer une organisation » ? Mothé a dû en faire l'expérience.

naissent sur la dépouille d'anciens syndicats vidés de leurs adhérents, elles seront aussi des syndicats.

*
**

Il apparaît donc que le militant révolutionnaire, s'il veut dans les longues périodes de relative stagnation garder le contact avec les masses et leurs problèmes immédiats, s'il veut gagner l'estime et la confiance des travailleurs, doit participer à l'activité syndicale. Or, cette estime et cette confiance, difficiles à obtenir, sont nécessaires même au moment de l'action révolutionnaire et dans le cadre d'organismes nouveaux comme les Conseils.

Au reste, on voit mal pourquoi les militants révolutionnaires ne pourraient mener la lutte antibureaucratique au sein des syndicats. C'est là justement qu'elle peut se mener au mieux, et par des démonstrations vivantes. Lutter de l'extérieur, c'est se fermer tout un auditoire. Et n'oublions pas que dans certains secteurs ouvriers divisés en une infinité de lieux de travail ou de petites entreprises, seule la réunion syndicale permet de grouper l'ensemble des travailleurs et de se faire entendre.

Et puis, ne resterait-il que 15 % des travailleurs dans les syndicats, ces 15 % sont, même s'ils sont égarés, parmi les plus combattifs, les plus accrochés aux luttes ouvrières et ce serait une erreur fatale que de les laisser aux mains de leurs bureaucrates. Attendre qu'ils s'éclairent tout seuls, c'est en revenir à nier tout rôle de l'avant-garde. N'oublions pas que des tendances oppositionnelles se manifestent au sein des masses syndiquées et qu'il faut leur venir en aide.

Nous sommes les premiers, communistes libertaires, à contribuer aux Comités de grève, aux Comités d'unité d'action qui se constituent au moment opportun, même en dehors des organisations syndicales et contre leurs bureaucraties. Et nous savons bien que les formes d'organisation du prolétariat en période révolutionnaire sont orientées vers le système des « Conseils » et que les syndicats sont alors dépassés, appelés à disparaître en tant que tels (2). Mais nous ne restons pas dans l'expectative, nous militons dans les syndicats en prenant notre parti de ce qu'ils sont et de leurs limites. Et bien entendu, nous n'oublions pas que l'activité syndicale n'est pas

(2) Il est évident que les syndicats qui participent aux faits révolutionnaires sont alors beaucoup plus et autre chose que des syndicats.

toute l'action ouvrière, et nous n'oublions pas non plus la nécessité de militer sur le plan politique et de nous organiser politiquement en vue de travailler, en dehors et au sein des syndicats, à élever la conscience de classe des travailleurs, à les soustraire le plus possible aux bureaucrates, à leur ouvrir des perspectives révolutionnaires.

G. FONTENIS.

Les grèves en Allemagne occidentale

En juin 1953, le prolétariat d'Allemagne orientale manifestait aux yeux du monde son opposition irréductible à la bureaucratie stalinienne. En août 1953, quatre millions de salariés français passaient outre leurs syndicats pour lutter contre l'exploitation de plus en plus dure de la bourgeoisie française. En août 1954, la classe ouvrière de l'Allemagne occidentale bouscule les pronostics de « paix sociale » dans le « pays fort de l'Europe » et se met en grève pour améliorer son niveau de vie.

Loin d'être identiques, ces trois mouvements ont cependant ceci de commun, qu'ils représentent une recrudescence de la lutte de classe après une longue pause, et, à des degrés divers, la crise de l'emprise des organisations traditionnelles sur les ouvriers.

Pour les ouvriers allemands, c'est la première fois — exception faite des événements de juin 1953 — depuis novembre 1932 que réapparaît un mouvement intéressant une partie importante de la classe. C'est en effet peu avant la prise du pouvoir par Hitler que les ouvriers des transports berlinois se mirent en grève spontanément pour protester contre la décision de Von Papen, encore chancelier, de baisser les salaires. Les nazis décidèrent de les soutenir, Goebbels ayant déclaré : « Cette décision effraiera les milieux modérés. Mais là n'est pas l'essentiel. Nous les regagnerons facilement, tandis que si l'on perd les ouvriers on les perd pour toujours » (1). Le K.P.D. (parti communiste allemand) désavoua alors la grève et donna l'ordre de reprise du travail. Le prolétariat allemand ne devait plus entreprendre de mouvement important avant 22 ans. Hitler, prenant le pouvoir en janvier 1933, procédait immédiatement à des arrestations en masse d'ouvriers et militants syndicalistes, socialistes et communistes.

Malgré la très grande discrétion des agences d'information et même des « journaux ouvriers » on peut déjà se faire une opinion sur l'agitation qui met en mouvement les secteurs très variés des employés des services publics de Hambourg (15.000), les métallos de la Bavière (250.000) et une série d'autres branches, où des revendications sont posées et les conventions collectives dénoncées (les demandes d'augmentation de salaire sont de 15 % chez les mineurs et les métallos de la Ruhr, de 10 à 15 % chez les employés des P.T.T., plus importantes encore — jusqu'à 50 % pour certaines catégories — chez les ouvriers du textile). Près de 900.000 fonctionnaires posent également des revendications, de même que les cheminots. En tout, quatre millions d'ouvriers et de salariés, plus du quart du prolétariat allemand, sont en effervescence pour améliorer leurs conditions de vie.

(1) J. Goebbels, « Kampf um Berlin », p. 191.

Celles-ci ont fait jusqu'ici les frais de la reconstruction du capital allemand. Le "miracle" de l'expansion allemande depuis 1949 s'explique par ce secret de polichinelle : maintien d'un bas niveau de salaires, profits élevés et accumulation rapide du capital. La proportion du produit national brut consacrée à l'accumulation (brute) (2) de capital constant, qui était de 19 % dans l'Allemagne de 1936 (3), est passée à 21 % en 1949, 23 % en 1950, 25 % en 1952. (Le chiffre correspondant pour 1952 était de 16 % pour la France et de 18 % pour la moyenne des pays d'Europe occidentale et pour les Etats-Unis.) De plus, 3 % du produit national en 1952 ont été consacrés à l'investissement extérieur. Par contre, la consommation privée, qui absorbait 60 % du produit national dans l'Allemagne nazie de 1936, tombait à 56 % en 1952 (4).

La première condition de cette accumulation a été évidemment un taux de profit exceptionnellement élevé. De 1948 à 1953, la production industrielle a augmenté de 151 %, le rendement horaire des ouvriers dans l'industrie de 73 %, les salaires horaires réels de 44 % seulement (5). Une importante redistribution du revenu national en faveur du capital a eu lieu pendant cette période. Les facteurs qui ont permis cette redistribution ont été d'un côté le chômage massif dû à l'afflux de réfugiés de l'Est (1.412.000 chômeurs fin 1950, 1.203.000 fin 1953) et la pression exercée de ce fait sur les taux de salaire, de l'autre côté l'attitude des syndicats exerçant toute leur influence pour atteler les ouvriers allemands à la reconstruction de l'économie "nationale" et déviant leur attention des revendications vers le mythe de la "cogestion" des entreprises.

Cette production croissant rapidement trouvait ses débouchés d'un côté précisément dans l'accumulation, la formation de nouveau capital, d'un autre côté dans un surplus d'exportation croissant. De 1950 à 1953, le volume des importations allemandes a augmenté de 33 %, celui des exportations de 80 %. Ce mouvement inégal des importations et des exportations, combiné avec des mouvements des prix mondiaux favorables à l'Allemagne, a transformé le déficit commercial de 1950 (trois milliards de marks) en un excédent important en 1953 (2,5 milliards de marks) qui continue à croître (2,9 milliards au taux annuel du premier semestre 1954). On connaît les difficultés que crée pour les autres pays capitalistes européens la concurrence allemande sur les marchés internationaux.

On a déjà dit que l'augmentation des salaires réels est restée loin derrière l'augmentation de la production et de la productivité du travail. Encore ceci n'est vrai que jusqu'au début de 1953. Depuis le deuxième trimestre de 1953 en effet, les salaires n'ont pratiquement pas varié, cependant que la production continuait à augmenter, et que la production par heure-ouvrier faisait un nouveau bond en avant. Le capitalisme allemand, une fois les salaires d'avant-guerre (les salaires du nazisme) approximativement restaurés, considérait qu'il devrait être le seul à profiter de toute augmentation ultérieure du produit social. C'est là la condition immédiate des grèves du mois d'août.

Le mouvement a démarré à Hambourg le 7 août, lorsque la volonté des éléments de base força le syndicat des services publics à déclencher la grève. Ils demandent 10 pfennigs (8 francs) de l'heure et 6 % pour les

(2) C'est-à-dire comprenant les amortissements.

(3) Territoire correspondant à celui de la République Fédérale actuelle.

(4) Statistics of National Product and Expenditure (O.E.C.E.), Paris, 1954, p. 18 et 52.

(5) Voir les notes statistiques à la fin de ce texte.

mensuels. La municipalité offre la moitié. Leur volonté de lutte est vive, la grève éclate. Au même moment, les représentants officiels des Länder (Etats) et du syndicat fédéral des services publics se réunissent à Stuttgart pour discuter des salaires de toute la fonction publique. Alors que certaines municipalités sont pour un compromis, les délégués du Gouvernement Fédéral, appuyés par une déclaration du gouvernement de Bonn refusant catégoriquement toute augmentation, se montrent intransigeants. C'est également ce jour-là qu'ont lieu les événements de Bremerhaven (base navale du nord de l'Allemagne), où la population manifeste violemment contre les forces d'occupation, qui ont décidé de raser un groupe de soixante immeubles ouvriers afin de construire des buildings à l'usage du personnel civil américain. La bagarre éclate entre les manifestants et la police venue pour les disperser. Quelques jours après, les Américains suspendront l'exécution de leurs projets.

Alors que la grève est en plein développement à Hambourg, paralysant complètement la grande cité, les 250.000 métallos de Bavière entrent en action le 9. Le lendemain, des accords limités à quelques usines dont les patrons acceptent les augmentations demandées, réduisent de moitié le nombre des grévistes. Mais les jours suivants, la bagarre éclate entre les ouvriers et la police. Chez Siemens les ouvriers veulent empêcher les jaunes de reprendre le travail. Les heurts avec les matraques policières sont particulièrement violents le 12, le 13 et le 18. Les travailleurs durcissent leurs positions et les piquets de grève sont renforcés et défendus vivement. Des manifestations de solidarité des autres travailleurs ont lieu, comme celle des mineurs de Amberg venant à la rescousse des métallos dans les bagarres avec les jaunes et la police.

A Hambourg, après cinq jours d'arrêt du travail, les autorités recherchent un compromis. Le Dimanche 8, une écrasante majorité de grévistes avait repoussé les propositions transactionnelles jugées insuffisantes (5 pf. c'est-à-dire 4 francs pour les ouvriers et 3 % pour les mensuels). Le 12 août, les grévistes acceptent 7 pf. (au lieu des 10 demandés initialement). La grève a payé. Et c'est là l'enseignement le plus important pour les travailleurs de Hambourg et d'Allemagne.

En Bavière, le conflit dure beaucoup plus longtemps. C'est la guerre d'usure, dans laquelle le prolétariat ne peut que perdre du terrain s'il n'est pas offensif. Les ouvriers ont tenu vingt-deux jours sur des positions défensives. Finalement un compromis a été réalisé le 31 août sur des augmentations de 12 pf. (10 frs) de l'heure et de 5 à 7 % des traitements des mensuels. Jusqu'au dernier jour, les patrons avaient essayé la division, l'embauche individuelle, le lock-out. La clause principale de l'accord, outre l'élévation des salaires, est l'engagement pris par les patrons de ne pas sanctionner les faits de grève.

Les métallos de la Ruhr (750.000) qui, au début de l'agitation avaient dénoncé leurs conventions collectives pour le 31 août, ont accepté par l'intermédiaire des syndicats des nouveaux accords leur donnant 8 pf. de l'heure et 7 % pour les mensuels. L'action directe des métallos bavarois a fait céder les capitalistes de la Ruhr, mais en allant au-devant des syndicats, ceux-ci s'en sont mieux tirés que leurs collègues de Bavière.

Quelle est la signification qui se dégage de ces grèves ? Quel rôle les syndicats (la centrale D.G.B.) ont-ils eu dans le conflit ? Quelle est l'importance de la combativité des masses ouvrières ?

La grande patience des ouvriers allemands est terminée. De l'aveu même des bonzes syndicalistes « la lune de miel d'après-guerre avec le patronat est définitivement révolue », et, d'après un chef syndicaliste de la Ruhr, « le désir de grève est si fort qu'il sera difficile de freiner les travailleurs, même si nous le désirons ».

C'est avouer clairement que depuis neuf ans, le D.G.B. a employé toutes ses ressources de persuasion et de contrainte pour maintenir la classe ouvrière dans la paix sociale. Le D.G.B., pratiquement la seule centrale syndicale, réunit cinq millions de membres et dispose de ressources financières abondantes. C'est la grande machine bureaucratique par excellence et ses relations avec la politique gouvernementale sont certaines, elles passent par le canal de la social-démocratie qui le contrôle bien qu'elle se défende de vouloir influencer le syndicalisme allemand. Le D.G.B. a perdu durant les deux dernières années, 500.000 adhérents vraisemblablement dégoûtés de son immobilisme traditionnel.

Celui-ci est fermement arrêté chez ses dirigeants qui déclarent sans détour ne pas vouloir gêner l'"économie nationale", ni perturber l'ordre social. On comprendra encore mieux la nature du D.G.B. si on se rappelle le rôle donné aux syndicats allemands aussitôt après la guerre. Afin de les utiliser comme couverture de la renaissance des forces politiques classiques de la bourgeoisie allemande, les Alliés donnèrent aux syndicats une place prépondérante, qui illustrait la politique de "dénazification" et de "renaissance démocratique" de l'Allemagne. Le mythe de la co-gestion des entreprises, utilisé beaucoup plus que ne le furent les comités d'entreprise en France, a été l'appât lancé à la classe ouvrière allemande. Après vingt ans de nazisme, un tel mythe, patronné par les nations qui s'étaient dites les ennemis jurés des cartels et qui avaient fait de l'"antifascisme" le drapeau idéologique de la deuxième guerre mondiale, ne pouvait que prendre sur les travailleurs. Les illusions à ce sujet ont duré quelques années. Mais il semble que maintenant le prolétariat en a fait l'expérience et se rend compte qu'il a payé les frais de cette "paix sociale", qui a servi d'un autre côté aux bureaucrates syndicaux pour s'asseoir à côté des patrons dans les conseils de co-gestion, à des places bien rémunérées. Il est facile de comprendre dans ce contexte pourquoi les dirigeants du D.G.B. n'ont reconnu les mouvements de grève — très prudemment — qu'après leur déclenchement par les ouvriers et qu'ils aient tenté immédiatement de les localiser, de les fragmenter et de les étaler dans le temps.

Du côté de la classe ouvrière, on ne peut parler évidemment de lutte révolutionnaire ; l'essence de la grève était purement revendicative et a son origine à l'arrêt de l'amélioration du niveau de vie depuis le deuxième trimestre 1953, et à la modification continue de la répartition du revenu national en faveur du capital. Bien que la production industrielle eut dépassé son niveau d'avant-guerre (1938), dès le deuxième semestre 1950, les salaires réels n'ont rattrapé ce niveau que deux ans plus tard, en 1952. Ils ont encore augmenté quelque peu, mais moins que la productivité du travail, jusqu'au deuxième trimestre 1953, et sont restés stationnaires depuis lors, tandis que la productivité du travail et les profits du capital continuaient à augmenter. Les augmentations demandées en août n'auront pour effet que de freiner en partie l'augmentation de la part des profits dans le produit national.

Mais dans ce cadre revendicatif limité, la volonté de grève fut tenace. Les différents référendums proposés plutôt pour amollir le conflit que par respect de la démocratie ouvrière furent significatifs à ce sujet. Plus important encore, les ouvriers quittèrent leurs ateliers en postant des solides piquets de grève. Il est vrai qu'il n'y a pas eu d'occupation d'usines, mais les combats contre les jaunes et la police ont été immédiats et violents. Cette volonté ferme de protéger leur grève place les grévistes allemands à un niveau plus élevé que celui des grévistes français en août 1954.

Le patronat allemand n'a pas manqué d'assimiler les grévistes aux staliniens pour les discréditer ; mais le rôle de ces derniers fut certaine-

ment négligeable. La presse bourgeoise a signalé par contre avec complaisance l'hostilité des grévistes bavarois vis-à-vis des distributeurs de tracts staliniens. Quoi qu'il en ait été, il est certain que la classe ouvrière allemande éprouve dans sa grande majorité une répulsion profonde pour ceux-ci. Si les ouvriers allemands n'ont pas oublié la guerre et le nazisme ils n'ont pas oublié non plus l'attitude des staliniens vis-à-vis d'eux pendant la guerre et à la fin de celle-ci (6). Le souvenir des pillages et des viols commis par l'Armée Russe, le mépris de celle-ci pour le prolétariat allemand, ont été pour eux la traduction claire et concrète du contenu "socialiste" de l'Etat de Staline. Cette expérience, même si elle a eu lieu en Allemagne orientale, s'est inévitablement diffusée dans l'Ouest du pays par l'immigration permanente de gens venant de la zone russe, le retour de prisonniers, les contacts gardés avec des parents et amis. On comprend dès lors que les tentatives des staliniens de présenter les grèves comme une partie de la « lutte des peuples pour la politique de paix de l'Union Soviétiqus » aient été très mal reçues par les métallos de Bavière.

Les réactions de la bourgeoisie occidentale, principalement anglaise et française, ont été déterminées surtout par ses préoccupations concernant les marchés d'exportation, envahis de plus en plus par les produits allemands. Les citations suivantes des journaux anglais sont caractéristiques à ce sujet :

« *La vague de grèves déferlant sur l'Allemagne est un problème intéressant directement notre pays. Les industriels d'Allemagne bénéficient d'un important avantage : les bas salaires. L'institution des hauts salaires en Grande-Bretagne est une conquête qui doit être défendue. Mais cette conquête serait bien plus assurée si la paye des ouvriers allemands était aussi élevée que celles de leurs camarades britanniques.* » (Daily Express.)

« *Il serait bon pour l'Allemagne, et sans doute aussi pour l'Europe en général, que la crise actuelle,* sans devenir trop sérieuse, *contraignit les dirigeants politiques et économiques de l'Allemagne Fédérale à accorder plus d'attention aux revendications des salariés des usines et des champs.* » (Manchester Guardian.)

Analogues ont été les commentaires du *Monde*. Quant aux staliniens français, ils tiennent beaucoup plus à leur opposition parlementaire contre la C.E.D. qu'à la solidarité ouvrière, et leur presse fut extrêmement discrète sur les grèves.

Sur la scène politique allemande, cette réapparition du prolétariat comme force se conduisant indépendamment de la sage tutelle de ses "représentants" a apporté quelque perturbation. Au moment où Adenauer l'"homme fort de l'Europe", jouait ses dernières cartes en faveur de la C.E.D., cette intervention inopinée de la classe ouvrière a encouragé les sociaux-démocrates à élever le ton de leur voix ; c'est le moment que leur leader Ollenhauer a choisi pour proposer de renouer les négociations avec Moscou. Il se peut fort bien que l'échec de la C.E.D. et l'agitation ouvrière marquent pour Adenauer la fin d'une période de direction presque totalitaire de la vie politique allemande.

La classe ouvrière du pays le plus industrialisé du continent vient de redécouvrir que la lutte de classe ouverte et directe paie, beaucoup plus que la conciliation, la « participation à la gestion » des entreprises et les promesses syndicales. C'est la réfutation la plus éclatante de la propagande stalinienne sur la passivité et la discipline aveugle des ouvriers allemands — propagande qui vise à attiser la haine et le chauvinisme chez les ouvriers français.

---

(6) « Il n'y a de bons allemands que ceux qui sont morts ». (Ilya Ehrenbourg).

La bureaucratie syndicale, comme l'expérience l'a prouvé dans bien d'autres cas et en particulier en France, emploie tout son poids et toute sa technique pour empêcher l'extension des grèves. Le prolétariat allemand pourra maintenant en tirer la leçon.

Enfin, si les grèves d'août ont pu paraître tourner court, elles posent pour l'avenir une perspective de luttes. Comme le déclarait un délégué des ouvriers dans un meeting lors de la reprise des métallos bavarois, « nous n'avons formulé que des revendications minima et nous n'étions pas décidés à combattre réellement. De cette expérience nous tirons des leçons. C'était la répétition générale ; nous savons qu'il y a encore beaucoup à apprendre ».

ANDRÉ GARROS.

NOTE SUR LES STATISTIQUES. — Les chiffres concernant la production industrielle, la productivité du travail et les salaires réels s'appuient sur les séries publiées dans le « Bulletin Mensuel de Statistique des Nations Unies », New-York, juillet 1954. Les principaux éléments en sont indiqués dans le tableau ci-dessous ; toutes les séries sont des indices sur la base 1948 = 100, sauf les gains horaires dans l'industrie (exprimés en pfennigs) et la durée du travail hebdomadaire (exprimée en heures). Les données trimestrielles ne sont pas exactement comparables avec les données annuelles, qui sont plus complètes, et celles concernant le deuxième trimestre 1954 sont provisoires.

	1948 (Moyen. ann.)	1953	1953 (trimestres)				1954	
			I	II	III	IV	I	II
Gains horaires dans l'industrie	105	163	160	163	163	163	163	166
Coût de la vie	100	108	109	108	108	107	108	108
Gains horaires réels	100	143,7	139,8	143,7	143,7	145,1	143,7	146,4
Production industrielle	100	251	235	250	251	276	274	293
Emploi dans l'industrie	100	130	126	131	134	132	133	138
Durée du travail hebdomadaire	42,9	47,4	45,9	48,0	48,6	48,9	47,4	48,5
Emploi corrigé pour variations des heures de travail.	100	145,2	134,8	146,6	151,8	150,5	147,0	156,0
Productivité par heure-ouvrier	100	172,9	174,3	170,5	165,3	183,4	186,4	187.8

Un journal ouvrier chez Renault

Des ouvriers d'un atelier de chez Renault ont publié, au mois d'avril dernier, un tract sur la hiérarchie des salaires. L'écho que ce tract a provoqué, aussi bien dans leur propre atelier que dans d'autres ateliers de l'usine a été important ; rapidement, des ouvriers de plusieurs ateliers se sont mis en contact et ont décidé de publier un journal mensuel destiné à toute l'usine. Le premier numéro de « Tribune Ouvrière », ronéotypé sur quatre pages, a ainsi paru au mois de mai et son succès auprès des ouvriers a confirmé le besoin que ceux-ci éprouvent d'un organe d'expression indépendant, non inféodé aux deux blocs impérialistes. Les perspectives et le contenu de ce journal ont été un des principaux points

de discussion lors de la dernière réunion de lecteurs de « Socialisme ou Barbarie ».

Depuis, il est paru quatre numéros de « Tribune Ouvrière », le dernier daté du mois de septembre. Les extraits que nous en publions ci-dessous montrent dans quel esprit est réalisé cet effort, qui représente pour la première fois depuis les Comités de lutte apparus dans quelques usines en 1947, un essai de création, au niveau de l'usine, d'un embryon d'organisation des ouvriers permanente et indépendante des bureaucraties syndicales et politiques.

Notre groupe fera tout ce qui est en son pouvoir pour appuyer cet effort matériellement et idéologiquement. Nous avons assuré jusqu'ici le service de « Tribune Ouvrière » aux abonnés de la Revue. Les lecteurs qui voudraient recevoir « T.O. » peuvent nous écrire ; toute aide financière sera précieuse. Egalement précieuses seront les suggestions, contributions ou critiques et en particulier celles provenant des ouvriers d'autres usines et d'autres régions.

« Socialisme ou Barbarie » publiera, dans ses prochains numéros, des textes consacrés à l'étude de cet effort, des problèmes qu'il soulève et de ses perspectives.

LE TRACT PUBLIE EN AVRIL 1954.

« Des ouvriers de l'annexe de l'A.O.C. ont pris l'initiative de publier un journal d'atelier qui puisse exprimer leurs positions sur des problèmes qui touchent la classe ouvrière. Ils veulent que ce journal soit le reflet de la vie de l'atelier. A tous les colonnes sont ouvertes pour qu'ils puissent exprimer leur point de vue sur ces questions.

Ouvrons le débat sur la hiérarchie des salaires.

D'un côté nous savons que la direction de l'usine veut créer de nouvelles sous-catégories en plus de celles qui existent déjà.

D'un autre côté, tous les syndicats soutiennent une revendication qui, si elle était adoptée, ammènerait une augmentation horaire de salaire s'échelonnant progressivement de 45,80 pour le manœuvre I (à condition que ce dernier travaille au rendement) jusqu'à 77,05 pour le P 3.

Dans les deux cas, aussi bien le Patron que les syndicats tendent à accroître d'une façon absolue l'éventail hiérarchique qui existait déjà.

Nous pensons qu'au contraire les ouvriers doivent tendre à resserrer cet éventail. Non pas en demandant une augmentation seulement pour les petits salaires, mais en demandant que tous les salaires soient augmentés d'une façon dégressive.

Si les patrons et la direction de l'usine paient les O.S. moins cher que le professionnel, c'est parce qu'il se trouve plus d'O.S. que de qualifiés sur le marché du travail, c'est parce que l'on peut remplacer les O.S. impunément sans que la production s'en ressente à condition de conserver toutefois les qualifiés. Ceci permet à la direction une pression beaucoup plus forte sur cette masse qu'elle exploite sans merci tandis qu'elle paiera plus cher les professionnels pour se les attacher.

Cependant, les écarts hiérarchiques entre deux catégories voisines ne sont le plus souvent pas justifiées ni par la quantité, ni par la qualité du travail fourni. Les écarts de salaires entre un O.S. 1 et un O.S. 2 ou

entre un P 1 et un P 2, entre un P 2 et un P 3 ne correspondent à rien. Des ouvriers faisant le même travail reçoivent des paies différentes. La seule justification d'une telle différence est pour la direction la nécessité de diviser les ouvriers entre eux, de faire des privilégiés et des brimés.

La direction veut à présent étudier les cas particuliers pour augmenter cette division. Personne ne touchera plus le même salaire.

Quelques arguments nous ont été opposés. Les voici :

On nous dit *qu'il faut soutenir la hiérarchie parce qu'elle permet l'émulation dans le travail.*

On s'étonne beaucoup que ce soit les syndicats ouvriers qui parlent le langage que les syndicats patronaux pourraient tenir avec plus de logique.

Qu'est-ce que les ouvriers ont à défendre, la production, le travail ou leur salaire et leur solidarité ? Si on soutient l'émulation du travail, il faudra la soutenir jusqu'au bout quand Lefaucheux viendra prouver par A + B qu'un tel doit gagner plus qu'un tel.

Les intérêts de l'O.S. et du P 3 sont fondamentalement les mêmes : *se défendre contre l'exploitation.* Alors pourquoi essayer encore de grossir le fossé qui sépare l'O.S. du P 3, fossé qui se solde par 20 et 30.000 fr. de différence par mois. Est-ce cela rechercher l'unité de la classe ouvrière?

On nous dit encore : si la différence hiérarchique n'est pas assez grande tout le monde voudra passer dans les catégories inférieures.

Et alors ? En supposant cette absurdité que tout le monde préférerait les travaux pénibles et fastidieux, ce n'est tout de même pas la volonté des ouvriers qui détermine les besoins de direction.

S'il faut 18.000 O.S., tous les professionnels auront beau être tous masochistes et vouloir aller travailler dans les chaînes, la direction n'en acceptera pas un de plus.

De même, les 18.000 O.S. auront beau être tous docteurs en droit qu'ils resteront tout de même O.S.

On nous dit aussi que les *O.S. n'ont qu'à se débrouiller.*

Dans les grèves, si tous les O.S. refusent de marcher le mouvement est voué à l'échec. C'est cette union élémentaire de la solidarité que l'on a même oublié. Le sort de tous les ouvriers est lié et pourtant jusqu'ici tous les mouvements ont rapporté des augmentations hiérarchisées. Ceux qui subissent les plus lourds sacrifices dans les grèves parce qu'ils sont les moins payés, ne bénéficient que de la plus petite part des augmentations.

On nous dit *qu'il faut avoir la maîtrise avec nous.*

Ce n'est pas une façon d'avoir la maîtrise avec nous en la chouchoutant, en augmentant l'écart de salaire entre eux et nous, mais au contraire en les rapprochant le plus de notre condition.

Alors à ce moment peut-être...

Avec de telles idées, on pourrait alors dire :

« Lefaucheux avec nous », et pour cela il suffirait de ne rien revendiquer du tout, mais alors c'est nous qui serions « avec Lefaucheux ».

Nous savons que la hiérarchie est la base même de toute la société capitaliste, c'est pourquoi nous pensons qu'il serait utopique de penser que la hiérarchie peut être supprimée dans le système capitaliste, mais nous pensons qu'il est possible d'en restreindre l'éventail et que c'est dans cette voie que toute revendication doit être posée. Ce n'est que dans ce cas que peut se réaliser l'unité.

Nous posons le principe, il est impossible de déterminer à une faible minorité quelle peut être la revendication à suggérer.

Mais nous demandons à tous les ouvriers des différents ateliers de discuter ce problème et dans le cas d'un accord, de prendre contact avec

nous pour essayer de déterminer ensemble les revendications que nous pourrons proposer.

EXTRAITS DU N° 1 (mai 1954) :

Que voulons-nous ?

Une forte organisation syndicale ou politique peut proposer, donner des consignes. Une faible minorité d'ouvriers ne peut pas le faire.

Ce que nous voulons, c'est faire cesser la tutelle que depuis plusieurs année exercent sur nous les grandes organisations dites ouvrières. Nous voulons que tous les problèmes concernant la classe ouvrière soient débattus par les ouvriers eux-mêmes. Nous soumettrons ces problèmes à la discussion la plus large.

Nous pensons que les organisations syndicales et politiques actuelles trompent les ouvriers, mais que les ouvriers ne sont pas encore capables de créer d'autres organisations véritablement autonomes. Quant à nous, il ne nous appartient pas de créer de toutes pièces une organisation ouvrière qui ne représenterait que nous-mêmes. Une organisation véritablement ouvrière ne pourra être crée qu'avec l'appui et la volonté des ouvriers. Nous devons en péparer les bases.

Ce que nous proposons, c'est de faire de ce journal une tribune à laquelle nous vous demandons de participer. Nous voudrions que ce journal reflète la vie et l'opinion des ouvriers. Il ne tient qu'à vous qu'il en soit ainsi.

La grève de 24 heures du 29 avril.

La C.G.T. a lancé une grève de 24 heures. Les ouvriers n'ont pas suivi. Pourquoi ? En août 1953, 4 millions et demi de salariés avaient cessé le travail. Les syndicats n'ont pas lancé alors le mot d'ordre de grève générale. Pourquoi ? Pourquoi les ordres de grève ne viennent-ils pas lorsqu'on les attend et pourquoi viennent-ils lorsque la plupart des ouvriers n'en veulent pas ?

En fonction de quel critère la bureaucratie syndicale lance-t-elle ses mots d'ordre ? Coordonne-t-elle la volonté des ouvriers des différents secteurs ? Certainement pas. La bureaucratie syndicale décide et fait ensuite exécuter ses ordres par tout son appareil de responsables.

Le syndicat décide du principe de la grève de 24 heures, décide de la revendication et dit ensuite aux ouvriers : « C'est à vous de discuter ». Discuter quoi ? Il ne s'agit pas évidemment de discuter ce qui a déjà été décidé en haut lieu, ni du principe de la grève, ni de la justesse de la revendication, car si l'on met en doute ces deux décisions on devient automatiquement un agent du Patronat et un saboteur de la grève. La seule chose que les ouvriers peuvent discuter c'est la manière de faire exécuter la grève.

On appelle cela de la démocratie ouvrière. C'est du charlatanisme.

Pour la bureaucratie syndicale, préparer une grève c'est en parler pendant trois mois sur tous les tons, l'écrire sous toutes les couleurs, en pensant qu'à force les ouvriers seront convaincus.

Pour la bureaucratie syndicale, préparer une grève c'est affirmer au départ qu'elle sera un succès.

Pour la bureaucratie syndicale, préparer une grève c'est envoyer régulièrement des lettres d'invitation aux bureaucrates syndicaux des autres centrales.

Et les ouvriers dans tout cela ? Ce sont ceux qui exécuteront les ordres.

Que cette grève ait échoué, nous n'avons pas à nous en réjouir, car de tels échecs ne font que répandre le désarroi et la confusion parmi les ouvriers. Il serait trop facile de prétendre que les ouvriers qui ont refusé de faire grève avaient compris qu'on les trompait. Cela n'a pas été toujours le cas. Mais il est également trop facile de prétendre que c'est par stupidité ou par manque de conscience que les ouvriers n'ont pas débrayé. Pour ceux qui raisonnent ainsi, la conscience de classe n'est pas autre chose que la discipline vis-à-vis du syndicat. La réalité est bien différente.

Depuis dix ans, des organisations aussi puissantes que la C.G.T., la C.F.T.C., et F.O., ont entretenu le prolétariat dans des illusions en affirmant tantôt que la solution était dans l'accroissement de la production, tantôt qu'elle pouvait être trouvée par des grèves tournantes et non généralisées. Mais devant ces méthodes de lutte et devant les résultats, qui se soldent par un accroissement continu de l'exploitation, les ouvriers ont perdu l'espoir d'attraper la carotte qu'on leur montre. Pendant des années, ils ont suivi les ordres et ils en sont arrivés à la situation actuelle. Doit-on s'étonner de ce qu'aujourd'hui ils refusent de continuer avec les mêmes méthodes ? L'enthousiasme des travailleurs a été usé par des actions limitées, des petites grèves sans issue.

Aujourd'hui, comme en août 1953, la C.G.T. ne peut pas dépasser ces formes de lutte qui se limitent à des grèves tournantes. Tout en voulant faire croire aux ouvriers qu'elle les défend, la C.G.T. redoute en réalité des actions de grande envergure qui la compromettraient vis-à-vis des bourgeois et des généraux adversaires de la C.E.D. avec lesquels elle veut s'allier. De plus, des actions plus larges, ne manqueraient pas de dépasser les objectifs limités qu'elle a établis. Ce n'est pas par hasard si un responsable cégétiste des P.T.T. déclarait pendant les grèves d'août qu'il valait mieux 21 grèves de 24 heures qu'une grève de 21 jours.

De cette dernière grève de 24 heures, nous en tirons les conclusions :

1. *Sur les méthodes :*

Toute revendication et toute action doit être au préalable discutée le plus largement possible par les ouvriers. Ce n'est que dans cette mesure qu'elles pourront être défendues efficacement. Ce n'est aussi que par ce moyen que pourra se réaliser l'unité ouvrière.

2. *Sur les revendications :*

Il faut qu'elles soient capables d'unir étroitement toute la classe ouvrière. C'est pourquoi nous défendons les revendications non hiérarchisées : augmentation uniforme pour tous.

3. *Sur les formes de lutte :*

Des améliorations appréciables ne pourront être obtenues qu'au prix de grandes luttes et de gros sacrifices. Il faut le dire. Ceux qui prétendent que les grèves de 2 ou de 24 heures peuvent donner des résultats, trompent les ouvriers. Pour préparer ces grandes luttes, nous aurons à combattre non seulement le Patronat et le Gouvernement bourgeois, mais aussi à nous débarrasser de toutes les illusions qu'entretiennent les centrales syndicales.

La préparation de ces luttes ne peut se faire que par une prise de conscience des ouvriers et c'est cette conscience de classe que nous voulons développer à travers l'exposition et la discussion des problèmes que nous aborderons ensemble dans ce bulletin.

Aux camarades qui nous lisent.

Nous voulons que ce journal soit l'œuvre non seulement d'ouvriers de l'usine Renault, mais aussi d'ouvriers d'autres usines. Ces feuilles sont ouvertes à tous les ouvriers qui ont quelque chose à dire sur les problèmes qui touchent la classe ouvrière dans son ensemble. Une partie du journal sera réservée, à chaque parution, à la critique du numéro précédent. Nous vous demandons d'exprimer vos critiques, de nous écrire ce que vous pensez des problèmes traités.

Ce journal ne peut vivre que par nos efforts ; il dépend donc de tous ceux qui y participent ; plus nous aurons de l'argent plus nous étendrons sa diffusion. Le dernier numéro revenait à 15 francs l'exemplaire. Nous espérons réduire le prix en le tirant nous-mêmes, ce qui nous permettra aussi d'augmenter le nombre de pages.

Encore la hiérarchie.

On a coutume de justifier la hiérarchie des salaires en rappelant le nombre d'années d'études que doivent faire les ouvriers et les techniciens pour acquérir leurs connaissances. Nous avons déjà montré que cette justification n'était bien souvent pas évidente. Avec la division du travail de plus en plus poussée, les barrières entre les catégories d'ouvriers sont de moins en moins nettes. Quelle différence de travail y a-t-il entre un P 1 et un P 2 ? Entre un O.S. et un P 1 ? etc...

La division des ouvriers en un grand nombre de catégories a surtout une justification politique. Si les ouvriers ne touchent pas le même salaire, ils pourront se jalouser ou rejeter la responsabilité de leur bas salaire sur celui qui touche 10 ou 15.000 francs de plus pour un travail à peu près semblable.

Mais une certaine hiérarchie pourrait se justifier dans l'usine *capitaliste* dans le sens qu'un travail qui demande plus d'apprentissage doit être plus payé que celui qui n'exige aucune connaissance particulière. Il n'en reste pas moins vrai que ceux qui sont les plus payés dans la société et dans l'usine ne sont pas obligatoirement ceux qui possèdent des connaissances plus grandes.

Pourquoi les cadres, la maîtrise, touchent-ils des salaires beaucoup plus élevés ? Ce n'est pas à cause de la qualité de leur travail qui, le plus souvent, consiste à surveiller, à prendre des mesures disciplinaires, à faire respecter les lois du travail, choses que beaucoup pourraient faire (il y a évidemment des exceptions et il arrive que la maîtrise ait des fonctions de direction et des capacités techniques). Mais si les fonctions de *direction* des cadres ne nécessitent pas des connaissances particulières, elles exigent par contre le dévouement le plus absolu à la Direction de l'usine et aux intérêts de l'entreprise. C'est pour cela qu'ils sont mieux payés que le reste du personnel.

Il est courant de voir les cadres choisis parmi les adhérents des organismes confessionnels ou des partis politiques ayant la cote. Leur dévotion au régime et à l'entreprise compte davantage que leurs capacités techniques ou simplement intellectuelles, car pour faire le travail il y a les armées d'ouvriers, de techniciens et d'ingénieurs.

La classe dominante de la société, le patron ou le directeur d'une usine, estime que ceux qui défendent la production et en même temps ses intérêts, doivent être mieux rétribués que ceux qui exécutent et qui subissent cette production. Plus cette classe dominante voudra exercer

de pression sur les ouvriers, plus elle augmentera l'écart de salaire entre les cadres et les ouvriers. C'est un fait connu que l'on augmente les salaires de la police à l'occasion de grandes grèves.

Le système hiérarchique est dirigé en premier lieu contre l'ouvrier ; il est la base même de toute société capitaliste et ne peut être détruit qu'avec la destruction de ce type de société.

Cependant, la hiérarchie des salaires est défendue non seulement par les patrons mais aussi par les syndicats. Bien entendu, dans des cas particuliers, lorsque les ouvriers s'opposent aux revendications hiérarchisées, les syndicats consentent à modifier leur position, comme chez Renault par exemple, mais ce ne sont en réalité que des mesures démagogiques, « pour avoir la clientèle », qui ne changent pas l'orientation générale. Sur le plan national, aussi bien la C.G.T. que F.O. et la C.F.T.C. défendent les augmentations de salaire hiérarchisées.

Nous n'insisterons pas sur la politique suivie par F.O., la C.F.T.C. et le S.I.R., car ce qui caractérise ces syndicats depuis des années — opposition à toute action de classe et soutien de la politique de la bourgeoisie française — n'a pas changé aujourd'hui.

Nous, nous sommes contre la hiérarchie qui divise les ouvriers. Nous sommes pour l'unité des ouvriers dans leur lutte contre l'exploitation.

Et la C.G.T. ? Elle est aussi pour l'unité, mais pas la même ! Elle est pour l'unité de « *tous les bons Français* » et ne peut donc qu'être POUR la hiérarchie des salaires, car elle considère comme *bon Français* le bon contremaître, le bon patron, le bon général, le bon policier, le bon ministre qui diront « non » à la C.E.D. par exemple (quant à nous, si nous disons NON à la C.E.D., c'est pour des raisons tellement différentes que nous ne nous considérons pas dans le lot des bons Français. D'ailleurs, la C.G.T. ne s'y trompe pas et préfère de beaucoup tendre la main aux généraux adversaires de la C.E.D. qu'à ceux qui, comme nous, n'arrêtent pas leur antimilitarisme uniquement à cette C.E.D.).

C'est l'unité politique des bons Français que veut la C.G.T., mais cette unité-là s'oppose à l'unité des ouvriers.

Le mot d'ordre de la C.G.T. est « Tout le monde avec nous ».

Quand elle s'adresse à la maîtrise et aux cadres, elle dit : « Il faut relever l'éventail hiérarchique ».

Quand elle s'adresse aux bons capitalistes, en quête de bénéfices, elle dit : « Il faut que vous commerciez avec l'Est ».

Et la solution à tout cela, c'est de changer de gouvernement et de laisser tout le reste en place.

Ce que veut la C.G.T., c'est que le gouvernement soit favorable à la politique internationale qu'elle propose, et pour cela elle est prête à collaborer avec n'importe qui, à défendre n'importe quoi, sauf, bien entendu, les intérêts des ouvriers.

Si l'on promet à la maîtrise un relèvement de l'échelle hiérarchique, nous savons que cela est contre nos intérêts.

Si l'on promet aux capitalistes de faire des bénéfices, nous savons que ces bénéfices seront faits sur notre dos. Comment pourrait-il en être autrement ?

On ne peut ménager la chèvre et le chou, dire que l'on est avec les patrons et avec les ouvriers à la fois. On est pour les uns ou pour les autres.

Puisqu'il est impossible de concilier des intérêts absolument opposés et puisque nous appartenons à la classe que l'on exploite, nous devons répondre NON à tout projet de revendication hiérarchisée, parce que la hiérarchie agit contre nous et nous lie plus étroitement au système auquel nous nous opposons sans cesse.

Réponse aux lecteurs.

A la lecture de « Tribune Ouvrière », beaucoup de camarades ont dit : « C'est très bien ce que vous dites-là, mais que faut-il faire ? »

Dans le premier numéro, il était dit qu'une toute petite minorité d'ouvriers ne pouvait pas donner de mots d'ordres et ne pouvait pas appeler à la constitution de nouvelles organisations de masses. Mais cette idée elle-même demande à être discutée. Il ne suffit pas de dire « Que faire ? », il faut aussi proposer quelque chose, et à ce sujet, ceux qui ont quelque chose à dire doivent le faire.

Nous avons été habitués à recevoir des directives et à les appliquer. Aujourd'hui, il y a bien encore des directives, mais plus personne ne les suit. Nous nous trouvons donc devant un refus des ouvriers à appliquer les ordres des grandes centrales syndicales, et cela parce que la majorité des ouvriers a perdu, d'une manière ou d'une autre, la confiance en ces centrales.

Est-ce que pour cela notre situation est meilleure ? Ne sommes-nous plus des exploités ? Est-ce que l'avenir nous réserve « des lendemains qui chantent » comme on nous le promettait au moment de la reconstruction de la France ?

Nous pouvons dire que personne ne se fait d'illusions à ce sujet.

Il nous faut donc d'abord bien regarder autour de nous, nous rendre compte de la situation que nous fait le capital, et réagir, non pas à la manière de ceux qui nous ont trompés jusqu'à ce jour, mais en repensant comment dans le passé la classe ouvrière a réagi contre des formes d'exploitation diverses. Les exploiteurs ont beaucoup appris des luttes ouvrières, aux ouvriers d'apprendre maintenant comment réagir contre le sort qui nous est fait.

Que constatons-nous ?

1° Que nous travaillons plus d'heures qu'après 1936, pour un pouvoir d'achat inférieur.

2° Que le travail est devenu plus intense et plus productif chaque jour. Un seul ouvrier sur machine-transfert fait le travail de 20, 50 et même 100 ouvriers.

3° Que le patronat a perfectionné toutes sortes de formes de division des travailleurs par la hiérarchie, le travail au rendement, et maintenant le système des postes de travail.

4° Que la part que prélève l'Etat sur le travail et la production en général est de plus en plus grande, et que ce prélèvement sert à l'entretien d'une armée (avec ses armements colossaux), de guerres aux quatre coins de la terre, de la police et d'une bureaucratie toujours plus grande.

5° Que la discipline dans les ateliers devient toujours plus dure et la répression plus violente contre toute opposition.

6° Que notre travail a perdu petit à petit tout ce qu'il avait de créateur pour ne plus devenir qu'une simple répétition de gestes automatiques.

7° Et enfin que l'avenir, plus que jamais, nous apparaît sombre et terrible, que personne ne peut dire de quoi sera fait le lendemain.

Il y a là, jeté pêle-mêle, un certain nombre de faits réels dont chacun se rend compte, ils ne sont pas le fruit de l'imagination et c'est à tous ces problèmes qu'il faut donner une réponse, dire par quels moyens on peut s'y opposer, les entraver ou les détruire.

Essayons de répondre aux points posés :

1° *La durée du travail et le pouvoir d'achat :*

Nous constatons que notre salaire n'est pas fonction de la durée et de l'intensité de notre travail (puisqu'en 1936 nous avons travaillé 40 heures par semaine avec une moins grande productivité et que notre pouvoir d'achat était supérieur). Donc, notre pouvoir d'achat est uniquement déter-

miné par notre combativité. Nous devons donc lutter à toutes les époques pour la diminution de la journée de travail ; le patronat devra tout de même nous donner notre salaire qui ne peut pas être inférieur à celui d'aujourd'hui car celui-là représente exactement le minimum en dessous duquel on ne peut pas descendre.

D'autre part, la diminution du temps de travail est une des revendications qui doit satisfaire toutes les catégories et par là même unifier la lutte qui débordera automatiquement ce simple objectif pour reposer toutes nos autres revendications.

Le passé nous apprend qu'à partir de cette revendication les travailleurs de tous les pays se sont unis et ont imposé au patronat la diminutton successive de la journée de travail jusqu'aux cinq jours de huit heures.

Il a fallu toute la soumission au patronat des dirigeants syndicaux et particulièrement Croizat pour imposer à nouveau aux travailleurs de France la semaine de quarante-huit heures.

2° *L'intensité du travail* doit être combattue sous toutes ses formes, depuis la lutte contre le travail au rendement en général, à tous les moyens particuliers contre les cadences.

Nous refusons le travail au rendement par principe, car c'est une mystification qui a pour but de faire croire à l'ouvrier que plus il travaille, plus il gagne.

Le travail au rendement, tout en étant déjà une méthode ancienne, a été largement développé depuis la fin de la guerre par les dirigeants de la C.G.T. Leurs pleurnichements actuels contre les cadences infernales ne doivent pas nous faire oublier que c'est eux qui ont poussé les ouvriers à crever systématiquement les plafonds et à porter les coefficients de production à 150 % et jusqu'à 200 % dans certains ateliers, tels que le Décolletage et les Forges.

Pendant ce temps, des ateliers entiers d'ouvriers et d'ouvrières n'arrivent pas à régler et sont payés au mini.

Lutter contre le travail au rendement c'est expliquer à nos compagnons de travail qu'il ne faut pas s'abrutir pour essayer de réaliser des temps trop bas, qu'il ne faut pas se laisser couler sans rien dire, ce qui fait que les temps sont considérés comme faisables. Qu'il ne faut pas essayer de s'en tirer par des trafics de toutes sortes.

La lutte contre le travail au rendement doit se porter sur le principe même, à savoir que nous considérons le salaire à 150 % comme un minimum et que nous n'avons pas à nous laisser tromper par des faux calculs, mais à exiger ce salaire déjà tellement insuffisant.

EXTRAITS DU N° 3 (juillet-août 1954) :

Quelques vérités sur le comité d'entreprise.

On nous a dit : « Votez au C.E. et vous obtiendrez 40 heures payées 48 ; 3 semaines de congés payés, 25.000 francs de prime pour tous ».

On prend les ouvriers pour des imbéciles. Nous conseillons à ceux qui croient encore que leur bulletin de vote pour le C.E. peut leur apporter tout cela, de lire le texte de loi sur le Comité d'Entreprise, dans lequel il est dit en toutes lettres : « *Le C.E. ne saurait avoir aucun caractère revendicatif* » ; pourtant on ne le croirait pas à lire la presse de ceux qui se présentent aux élections, mais ils mentent pour obtenir leur place.

A quoi donc sert-il ce fameux C.E. A cela, il sert à proposer « *toutes mesures tendant à améliorer le rendement et à accroître la production* ».

Donc non seulement le C.E. ne sert pas les ouvriers mais il est l'organe de collaboration, de coopération avec le Patronat. C'est l'union tant rêvée par beaucoup de gens entre le Travail et le Capital. Au profit de qui cela ? Au profit de la production, au profit du patron.

On assoie quelques ouvriers syndiqués autour du tapis vert, on leur demande des suggestions sur les mesures tendant à améliorer la production.

Pourquoi cela ? Pour faire croire à leurs camarades qui travaillent à la machine, qu'autour du tapis vert ils sont représentés et ils gèrent en collaboration avec le patron. Mais ce qu'ils oublient souvent c'est que « ces camarades » du Tapis Vert dès qu'ils demandent ne serait-ce qu'un sou d'augmentation, le patron ou la direction peut se fâcher tout rouge et congédier ces gens qui ne respectent pas la loi. Lorsqu'ils demandent que les bénéfices soient partagés parmi les ouvriers, le patron peut leur montrer le texte de loi qui leur démontrera qu'ils sont là pour défendre la production. Et, pour défendre la production il faut de nouvelles machines, de nouveaux immeubles, etc... Il faut donc investir ces bénéfices dans d'autres capitaux pour concurrencer les autres entreprises. Le patron ou la direction peut démontrer fort justement que si les bénéfices sont répartis parmi les ouvriers cela ne rapportera rien à l'entreprise, et que ça ne rapportera qu'aux ouvriers. Mais au Comité d'Entreprise il est bien entendu pour tous, que ce ne sont pas les ouvriers que l'on défend.

Quand les patrons demandent la collaboration des syndicats c'est bien pour une chose : c'est pour rouler les ouvriers.

Nous n'avons pas voté pour qui que ce soit au C.E., non pas parce que nous étions embarrassés pour savoir qui devait s'asseoir devant Lefaucheux mais parce que s'asseoir devant Lefaucheux pour discuter de la production sert encore à faire croire aux ouvriers qu'ils gèrent eux aussi l'Usine et qu'ils partagent les bénéfices.

Nous ne le croyons pas, nous ne voulons pas le faire croire aux autres. Nous voulons simplement dire la vérité.

Encore les 40 heures.

La revendication des 40 heures paraît pour certains ouvriers une revendication irréalisable.

Le fait est là.

Une des raisons de cet état de choses est incontestablement le système d'heures supplémentaires qui abolit pratiquement la loi des 40 heures. On a institué un système de salaire très compliqué qui fait qu'aujourd'hui les heures dépassant la quarantième sont plus payées. Souvent les ouvriers, au lieu de réclamer une augmentation de salaire, préfèrent une augmentation d'heures de travail.

Le but que s'était assigné le gouvernement dans ce sens a été atteint.

La deuxième raison est que, depuis dix ans, on a rabâché aux oreilles des ouvriers que leur salaire est fonction du travail qu'ils donnent. On a dit, et l'on dit encore : « Produisez plus, vous aurez plus de bien-être ». Mais là, il suffit de faire remarquer que c'est d'une part en 1936, c'est-à-dire au moment de la loi des 40 heures, que les ouvriers avaient, proportionnellement, plus de bien-être et que c'est dans les époques où ils font 48 heures et plus, qu'ils ont un salaire inférieur à celui de 36.

Il est vrai qu'à chaque occasion l'on ne manque pas d'arguments pour augmenter la durée et l'intensité du travail.

Hier c'était le « Retrousser Vos Manches » pour reconstruire.

Aujourd'hui, c'est pour que la France puisse concurrencer les autres pays ; demain ce sera pour préparer la prochaine guerre, puis pour la faire ; ensuite ce sera pour reconstruire ce que l'on aura détruit, et ainsi de suite...

On n'en finira jamais.

La production capitaliste n'est pas une production qui sert aux ouvriers. Le produit du travail n'est pas partagé parmi tous les membres de la société. Une partie de ce travail va dans la poche des capitalistes et de leurs représentants, une partie est engloutie dans des organismes qui servent à maintenir l'exploitation des ouvriers (les C.R.S. par exemple). Une autre partie sert à augmenter l'intensité du travail des ouvriers par le développement de bureaux de chronométrage, de bureaux d'études de postes, etc., qui ont pour but de rogner toutes les minutes des ouvriers pour la production. Ainsi, on se trouve dans ce cas, qu'une partie du travail de l'ouvrier servira à payer des gens comme les chronos, qui auront pour fonction d'accélérer les cadences. Enfin une autre partie, et c'est la plus importante, sert à augmenter la production elle-même, par l'achat de nouvelles machines, la construction de nouvelles usines. Le développement de cette production n'a comme aboutissant que la production de guerre qui non seulement ne servira pas aux ouvriers, mais qui se retournera contre eux, puisqu'ils devront utiliser ces armes les uns contre les autres.

Ce phénomène n'est pas nouveau. Que les ouvriers produisent plus ou produisent moins, qu'ils fassent 40 heures ou 48, qu'ils aient de gros salaires ou des petits, le résultat sera le même ; ils produiront toujours pour les autres.

Ce n'est pas un excédent de produits qui déterminera les capitalistes à faire des augmentations de salaire ou à diminuer la journée de travail.

Ni ce n'est la fin de la guerre d'Indochine qui pourra y changer quoi que ce soit.

La journée de travail de 40 heures, l'augmentation des salaires ne pourront se réaliser que si les ouvriers entrent en lutte et sont les plus forts. Pour cela il faut qu'ils ne gardent plus d'illusions sur les possibilités des gouvernements, que ceux-ci soient de droite ou de gauche.

Ces revendications ne pourront être maintenues que si les ouvriers, sans se fier aux accords de tous genres, sont continuellement prêts à défendre ce qu'ils auront acquis. Une chose est certaine, c'est que de telles revendications accordées par le gouvernement, entraîneraient un handicap sérieux pour tout le système capitaliste.

Quand on nous dit que les patrons peuvent accorder 40 heures payées 48, cela veut dire que ceux qui ne veulent pas les accorder sont de mauvais patrons mais que des bons pourraient le faire.

La réalité est tout autre, le patronat et le gouvernement n'ont accordé ces revendications que lorsqu'ils y ont été obligés par les ouvriers comme en 1936.

On veut nous faire croire aussi que si le capitalisme ne faisait pas la guerre, les ouvriers pourraient obtenir les richesses qui y sont englouties mais on oublie de nous dire que s'il y a des guerres c'est justement parce qu'une grande partie du travail de l'ouvrier lui est extorquée.

De telles revendications sont très difficiles à obtenir car ce sont des revendications qui ébranlent le système lui-même. Cela n'a pas à nous faire peur, de telles revendications ont infiniment plus de valeur que la lutte individuelle et morcelée contre les cadences de travail par exemple.

Le système de travail aux pièces, aux délais, à la chaîne permet un embrigadement individuel et progressif de tous les ouvriers. Les cadences ne sont pas les mêmes pour tous, c'est pourquoi lutter contre elles est assez difficile.

Par contre, la lutte pour une diminution des heures de travail, malgré que sa réalisation paraisse plus lointaine, est plus réalisable car elle peut englober la totalité des ouvriers ; elle peut réaliser leur union. Mais là, il faut bien le dire, cette lutte sera impossible tant que les ouvriers attendront encore les bons patrons, les bons gouvernements et leurs bons ministres.

C'est dans ce sens, que ceux qui leur font croire cela sont les complices de leur misère. »

«Socialisme ou Barbarie» à l'étranger

Nous avons pensé qu'il intéresserait les lecteurs de *Socialisme ou Barbarie* d'être informés de l'écho que la revue commence à susciter parmi les milieux révolutionnaires d'autres pays et des commentaires ou traductions de nos textes publiés par des journaux ou périodiques étrangers. Nous n'en parlons pas pour nous décerner des louanges par personnes interposées — nous pensons que les camarades de l'étranger ne peuvent nous aider qu'en nous critiquant, et pour l'instant ils ne nous critiquent guère — mais à cause de l'importance politique de ce rétablissement des contacts internationaux entre groupes et publications d'avant-garde et de la convergence idéologique qui commence à se dessiner parmi eux.

Il y a maintenant près de six ans que *Socialisme ou Barbarie* paraît. Pendant cette période, les échos de notre effort ont été rares, pour ne pas dire nuls, aussi bien en France qu'à l'étranger. Nous savions qu'il ne pouvait en être autrement, et que nous avions à continuer et à attendre. Nous savions qu'ailleurs des camarades poursuivaient un effort souterrain qui un jour arriverait à la surface, que d'autres parcouraient une évolution idéologique qui ne pouvait que les rapprocher de nos positions. C'est ce qui commence à se produire maintenant, et qui confirme notre conviction sur la puissance des idées révolutionnaires et la renaissance inéluctable du mouvement prolétarien international.

Certes, il ne s'agit pas de crier victoire. Le jour où une organisation révolutionnaire mondiale pourra naître est encore très loin. Mais il est essentiel de constater qu'une étape importante est actuellement franchie et d'en prendre pleinement conscience, car il en découle non seulement une confirmation de notre perspective révolutionnaire mais aussi et surtout des nouvelles tâches idéologiques et pratiques.

Le journal ouvrier *Correspondence*, publié aux Etats-Unis (dont nous avons parlé dans les n^{os} 13 (p. 82) et 14 (p. 74 de cette Revue), publie dans son n° 21 (10 juillet 1954) une note sur *Socialisme ou Barbarie*, dans laquelle il insiste en particulier sur la contribution de notre revue pour « créer un pont entre la classe ouvrière européenne et américaine », en publiant la traduction de l'*Ouvrier américain* dans ses n^{os} 1 à 8, et en les faisant précéder d'une introduction qui « montre combien profondément le traducteur a compris la contribution spécifiquement américaine de ce texte aussi bien que sa signification universelle ».

Le groupe « Spartacus » de Hollande, sur lequel nous comptons informer davantage nos lecteurs dans un prochain numéro (et qui est proche des positions de A. Pannekoek) après avoir publié une note sur notre revue et nos positions, présente dans son journal *Spartacus* une traduction du texte « La grève chez Renault », et dans sa revue théorique

Action et pensée une traduction de « La bureaucratie syndicale et les ouvriers », parus dans le n° 13 de *Socialisme ou Barbarie.*

En Italie, la revue *Prometeo,* publiée par les camarades du Parti Communiste Internationaliste en collaboration avec d'autres groupements de gauche (1), imprime dans son numéro de mars une traduction de larges extraits de l'éditorial « Socialisme ou barbarie » publié dans notre n° 1.

D'autre part, le journal *L'Impulso,* organe des Groupes Anarchistes d'Action Prolétarienne d'Italie, a publié un commentaire sur notre n° 14.

Les G.A.A.P. représentent en Italie la tendance nouvelle qui s'est affirmée depuis quelques années dans l'ancien mouvement anarchiste et qui a fini par rompre avec les conceptions et les groupes traditionnels. Tout comme la Fédération Communiste Libertaire en France, ils ont une position internationaliste et révolutionnaire ; leur programme de « communisme libertaire » s'appuie sur une analyse matérialiste des rapports sociaux et de l'évolution du monde moderne. Par ailleurs, ils collaborent à la revue *Prometeo,* mentionnée plus haut.

L'Impulso (An. VI, n° 6, 15 juin 54) écrit :

« La revue française *Socialisme ou Barbarie,* dont les positions de gauche ouvrière sont proches de celles de *Prometeo,* vient de publier un numéro extrêmement riche.

Un long texte de Pierre Chaulieu sur la « Situation de l'impérialisme et perspectives du prolétariat » trace les lignes du développement impérialiste pendant les cinquante dernières années, en analysant particulièrement la deuxième guerre mondiale et le récent après-guerre. Les traits communs des impérialismes américain et russe, ainsi que leurs différences structurelles, les tendances des deux blocs antagoniques vers la guerre, les tâches de l'avant-garde révolutionnaire sont fermement exposés dans une analyse complète et convaincante.

D. Mothé publie un article intéressant sur la phase de la dégénérescence des syndicats (« Le problème de l'unité syndicale »). Irréfutable du point de vue théorique (point de vue adopté par les G.A.A.P. à leur première Conférence Nationale), il est discutable dans le domaine tactique.

La discussion entre Anton Pannekoek, le dirigeant bien connu des « tribunistes » hollandais pendant la première guerre mondiale, compagnon de Hermann Görter et sérieux opposant de l'Internationale Communiste après en avoir été un des fondateurs, et Pierre Chaulieu, un des rédacteurs de la revue, est d'une grande importance au point de vue de l'élaboration de la théorie révolutionnaire. On ne peut qu'être d'accord avec la ferme et brillante critique que ce dernier fait de Pannekoek, dont les positions vis-à-vis de l'I.C. sont, ou plutôt ont été, historiquement justifiées, mais qui se trouvent aujourd'hui dépassées tout comme les thèses face auxquelles elles représentaient une saine réaction.

Il y a, enfin, un vivant portrait polémique de Wilhelm Pieck, une traduction du journal de la gauche ouvrière américaine *Correspondence* et des documents de *la Vie ouvrière* ».

(1) Voir dans le n° 11 de « Socialisme ou Barbarie », l'article de A. Véga : « La crise du bordiguisme italien », p. 26 à 46, et dans le n° 12, p. 88 à 96, « La plateforme politique du P C.I. d'Italie ».

Tous les lecteurs de la Revue sont fraternellement invités par notre groupe à la

RÉUNION PUBLIQUE

organisée le

VENDREDI 3 DÉCEMBRE 1954

à 20 heures 30

AU PALAIS DE LA MUTUALITÉ

(Métro Maubert-Mutualité)

LA SALLE DE RÉUNION SERA AFFICHÉE AU TABLEAU

A l'ordre du jour :

Le gouvernement Mendès-France

Imprimerie "Caractères", 80, rue de Paris, Charenton

SOMMAIRE

2409
B

page

Mendès-France: Velléités d'indépendance et tentative de rafistolage, par Pierre CHAULIEU . . 1

La bombe H et la guerre apocalyptique, par Philippe GUILLAUME 22

DOCUMENTS :

La vie en usine, par G. VIVIER 44

DISCUSSIONS :

Présence dans les syndicats, par G. FONTENIS . 60

NOTES :

Les grèves en Allemagne Occidentale, par André GARROS 66

Un journal ouvrier chez Renault 71

Socialisme ou Barbarie à l'étranger 82

SOCIALISME OU BARBARIE

A PARAITRE AUX PROCHAINS NUMÉROS :

La vie en usine (fin)

☆

Sur le dynamique du capitalisme (suite)

☆

Classes et division du travail

☆

A propos des derniers écrits de Trotsky

☆

Bureaucratie et question coloniale

☆

Le Fordisme

☆

L'économie socialiste

☆

150 francs Le Gérant : G. ROUSSEAU